NOVEMBRE
DÉCEMBRE
1966
$1.00
2

CAHIERS DE CITE LIBRE

QUÉBEC

CAHIERS DE CITE LIBRE

1966-67 — XVIIe année

NO 2, NOVEMBRE-DÉCEMBRE 1966

Directeur : Jacques Tremblay

A la table de rédaction :

Guy-H. Allard
Maurice Blain
Yerri Kempf
Jacques Lamarche
André Lefebvre
Roger Marceau
Paul Migeotte
Jean Pellerin

Secrétariat de la rédaction :
1560, rue Garneau
ST-BRUNO (Chambly), P.Q.

Editeur propriétaire :
LE SYNDICAT COOPÉRATIF D'ÉDITION CITÉ LIBRE

Président : Pierre Tanguay — Vice-président : Maurice Blain — Secrétaire : Jean Dostaler — Trésorier : Yves-Aubert Côté — Administrateurs : Benoit Baril, Jacques Hébert, Claude Longpré, Gérard Pelletier, Pierre-E. Trudeau

---

Réalisé sur les presse de
l'IMPRIMERIE YAMASKA,
St-Hyacinthe

Vente et abonnement :

Cité libre,
5090, rue Papineau,
MONTREAL - 34, P.Q.

Périodicité : 1 an, 5 numéros
Abonnement ordinaire : $5.00
Abonnement de soutien : $10.00

NOVEMBRE
DÉCEMBRE
1966
2

La difficulté d'être, au Québec ou ailleurs

Jacques TREMBLAY

C'est devenu un cliché que de parler des difficultés de vivre pour les Canadiens de langue française. Difficulté de vivre, difficulté de parler, difficulté d'écrire.

Notre situation comme peuple n'est pas confortable, c'est évident. Mais j'ai bien l'impression que, la situation générale d'un peuple étant satisfaisante, les personnes parlent quand même de la difficulté de vivre. Si nous n'avions pas une excuse collective toute trouvée pour rester à la surface des choses, peut-être devrions-nous affronter des difficultés plus profondes et plus vraies, et peut-être devrions-nous apprendre à penser l'humain, c'est-à-dire apprendre à penser tout court. A penser, à parler, à vivre, ce qui est tout un. Cela n'est facile en aucun lieu et en aucun temps, à ce que je sache. La « vie facile » ? C'est toujours la vie des autres, quand on aime se faire des illusions et s'apitoyer sur son sort. La « parole facile » ? C'est le verbiage. La «littérature facile » ? Produits en série pour satisfaire les presses gloutonnes des gros éditeurs, quantité commandée par la rapidité des linotypes.

Il reste vrai que nous avons comme peuple des difficultés particulières. Et il est peut-être inévitable que les difficultés communautaires soient saisies en premier lieu, polarisent la pensée et conduisent la cons-

cience à se projeter dans un « nous » impersonnel plutôt qu'à s'affirmer et à vivre. Il n'y a pas à cela de nécessité logique, mais il me semble que les choses sont ainsi : un beau parleur, un orateur, un écrivain d'ici trouve sa verve, sa chaleur, sa fantaisie seulement quand il parle d'un nous qu'il charge de tous les péchés du monde. Pauvre de nous !

Le moyen d'éviter cette obsession, cette projection du moi dans les choses ?

Peut-être faudrait-il se donner une méthode provisoire, et procéder par analyses partielles, ajoutant les descriptions et les témoignages les uns aux autres, sans trop s'inquiéter d'abord de l'image globale que nous voulons proposer de nous-mêmes.

Ce n'est pas ma faute!

Les difficultés propres aux Américains d'origine française, ce sont les difficultés des Québecois. Les Français dispersés ont été assimilés (ou le seront) et n'ont point de problèmes autres que ceux des Américains, puisqu'ils sont Américains tout court. Mais les Français du Québec n'ont pas eu l'occasion de s'assimiler. Ce n'est pas leur faute. Québec : français à plus de 80%. Et encore, dans la plupart des villages et des petites villes : français à 100%. Veux bien parler anglais ! encore faut-il avoir quelqu'un avec qui parler anglais.

Nous parlons encore français, parce qu'il n'y a pas moyen de faire autrement. A Montréal, c'est différent : tout le monde doit parler anglais.

Montréal, Métropole du Canada, du Canada-pays-anglais, est le chemin de l'assimilation de la population de langue française. Mais cette assimilation est ralentie par l'apport de la réserve française que constitue le reste du Québec, et cette réserve même ne peut pas s'assimiler au milieu anglais qui en est absent. Ainsi donc, dans la mesure où nous parlons d'un avenir prévisible, il faut affirmer que la minorité française du Canada ne disparaîtra pas.

Elle ne disparaîtra pas, mais elle est condamnée, dans la mesure où elle n'est pas aidée par une politique préférentielle, à un développement anémique, elle est condamnée à être toujours en retard sur les

autres parties de l'Amérique du Nord. Etre toujours en retard, ce n'est pas glorieux, et il y a de quoi avoir un complexe d'infériorité. « Nous ne sommes pas intelligents; nous n'avons pas le sens des affaires; nous ne sommes pas instruits; et patati et patata ».

Que ferions-nous du pouvoir d'administrer nous-mêmes toutes nos affaires ? Je ne sais pas, parce que nous ne l'avons pas. Nous ne l'avons pas, parce que nous sommes une minorité. Nous n'avons pas choisi d'être une minorité. Ce n'est pas une question de lâcheté ou de traîtrise, ce n'est pas une question de *caractère national.* C'est une situation de fait impersonnelle, c'est un équilibre de forces qui répond à des lois quasi-physiques, c'est la conséquence actuelle de l'histoire européenne du XVIIème siècle. Il n'y a pas eu de crime, il n'y a pas eu de trahison, il n'y a pas eu de manque d'habileté. Et il n'y a pas de coupable. Si au XVIIe siècle la France avait colonisé l'Amérique au lieu, par exemple, de lever des armées pour gouverner l'Europe, l'Amérique serait aujourd'hui française. La France du XVIIe siècle avait la capacité de gouverner l'Europe du XVIIe siècle, et elle a gouverné l'Europe du XVIIe siècle. Quant à l'Amérique du XXe siècle, personne n'y pensait dans l'Europe du XVIIe siècle, personne ne l'a construite consciemment, ni désirée ni trahie. Il ne faut pas donner aux hommes plus de génie qu'ils en ont. Personne aujourd'hui ne fait une politique pour l'an 2200, et quand on parle de l'an 2200, on ne dit que des sottises.

* * *

Pour celui qui ne se contente pas de pleurer sur son sort

Ce que sera le Québec en l'an 2200, je ne le sais pas, et je n'ai pas de goût pour consulter les cartomanciennes. Un pays indépendant ? une province canadienne comme les autres ? une province française dans un Canada anglais ? un Etat français associé aux autres Etats américains ? un Etat américain comme les autres ? une province de Chine

ou de Russie ? un comté espéranto comme les autres dans un grand Etat mondial ? Je n'en sais rien, et ça m'importe peu. Je veux croire — quant à rêver, aussi bien faire des rêves qui nous flattent —, je veux croire que le Québec sera un pays grand, beau, fort, instruit, fournissant à la francophonie ses plus grands savants, ses poètes les plus purs, ses chansonniers les plus authentiques, ses romanciers les plus obscurs. Je veux le croire. Je peux même le dire à qui aime l'entendre, mais je ne peux pas prétendre que telle est la prévision scientifique qui doit orienter l'action politique présente.

L'action politique présente vise un but moins hypothétique et, somme toute, plus important. Le but de l'action politique présente des Québecois de langue française est de rendre la vie actuelle de ceux qui parlent français ici la plus humaine, la plus satisfaisante, la plus confortable possible. Le plus possible. Poser des conditions impossibles, c'est refuser l'action pour se condamner à l'agitation ou au verbalisme.

Ce qui est possible, c'est de mettre le pouvoir politique du Québec au service de la population française du Québec. Le pouvoir politique du Québec est d'abord dans son gouvernement provincial : un pouvoir mitigé, bien sûr, mais réel quand même. Il est réel et mitigé à la fois dans la mesure où le Canada est une fédération. Par contre, l'action naturelle du gouvernement du Canada est d'étendre son pouvoir à tout le pays et à tous les domaines. Son action naturelle, à la limite, détruit la réalité de la fédération. En cela, le gouvernement d'Ottawa défend probablement les intérêts de la majorité. La fédération n'intéresse vraiment que le Québec, les autres gouvernements provinciaux la ramassent à contrecoeur. A ces jugements rapides, on pourrait ajouter mille nuances, j'en conviens. Mais le dynamisme fondamental de la réalité canadienne va en ce sens, et les nuances sont justement le produits des milles oscillations qui font la réalité quotidienne d'un équilibre de forces.

Faire du gouvernement du Québec un gouvernement fort au service de sa population (en majorité de langue française), conserver au Canada son caractère fédéral, accentuer ce caractère si possible : tel est le genre d'action qui construit au jour le jour les structures politiques les plus avantageuses pour nous. Cela, non parce que posséder seulement un Etat provincial est un bien en soi, non parce qu'être partie d'une fédération vaut mieux qu'être le tout d'un pays. Mais simplement parce que l'ac-

tion doit être pensée par rapport à une situation donnée, et non par rapport à une situation idéale.

Une telle politique est-elle la destruction du Canada ? On le dit parfois, mais c'est minimiser la force politique de la majorité. Même si nous utilisons pour notre profit, — ce qui est normal, — toute la force du gouvernement provincial et toute la force de chantage que nous pouvons avoir à Ottawa, il faudra quand même compter avec la force de la majorité. S'apitoyer sur le sort de la majorité est le fait d'un esprit lunatique. S'il est possible de forcer le Canada à tenir compte jusqu'à un certain point des intérêts de la minorité française, la minorité française, elle, devra bien tenir compte, et pas seulement « jusqu'à un certain point », des intérêts de la majorité. En douter me paraît si irrationnel qu'il ne me semble pas possible d'en discuter. L'action ferme du Québec conserve au Canada son caractère fédéral, et l'accentue peut-être. La faiblesse politique du Québec accentue le caractère unitaire du gouvernement d'Ottawa.

Un État fort

Un Etat fort, c'est un Etat qui maîtrise des capitaux plus importants que ceux des intérêts privés avec lesquels il doit traiter. Un Etat fort, c'est un Etat qui dispose, dans tous les domaines, d'un fonctionnarisme compétent et efficace.

Partout où le gouvernement du Québec peut agir seul et directement, il doit le faire parce que c'est la forme d'action la plus avantageuse pour sa population. Les capitaux et les entreprises nationalisées sont une fois pour toutes propriétés de la population québécoise. Exemples : l'Hydro, la caisse de retraite, les assurances sociales administrées par l'Etat. Mais il y a aussi des coopératives, comme les caisses populaires, et des organisations mixtes, comme la SGF, qui forment des capitaux québécois une fois pour toutes.

L'action isolée et directe du gouvernement n'est pas toujours possible. Seulement, entre agir seul et laisser faire, il y a mille solutions intermédiaires qui valent toutes mieux que le laisser-faire. Dans certains cas,

une action marginale de l'Etat est possible. Exemple la SOQUEM à côté des grandes entreprises minières canadiennes et américaines. Dans aucun cas, la présence des capitaux étrangers ne doit être absolument inconditionnelle. Il est toujours possible au gouvernement du Québec, par une législation prudente dont le modèle pourrait être trouvé même aux Etats-Unis, d'imposer certaines conditions aux capitalistes exploitant les richesses naturelles et humaines du Québec.

* * *

Nous ne pouvons pas faire ce que nous voulons. Nous ne pouvons pas tout faire. Nous ne sommes pas libres. Pleurons sur notre sort d'esclaves bien entretenus. Pleurons plus fort encore en pensant à tous ces peuples indépendants de la terre, qui font tout ce qu'ils veulent, pour qui tout est facile : vivre, parler, écrire, mourir.

Mais pour celui qui n'est pas capable de vivre seulement à contempler la beauté tragique des larmes que l'homme verse sur son destin difficile et malheureux (ouf !), il y a, ici et maintenant, des choses à faire.*

✦



QUÉBEC

La planification est-elle possible au Québec ?

par Roger MARCEAU

L'idée de planification est à la mode au Québec. On la trouve dans les travaux de nos économistes et surtout dans les discours de nos politiciens. La popularité d'une idée comme celle-là mérite réflexion : il faut se demander comment nos économistes et nos hommes politiques, qui pour la très grande majorité acceptent les principes et les mécanismes de l'économie libérale, peuvent présenter et même vanter les mérites de la planification.

Les mérites de la planification sont réels, malgré les nombreuses erreurs commises dans certains pays dans l'élaboration et l'exécution des plans nationaux. Un plan n'est que rarement parfait en raison de la difficulté de saisir tous les besoins et tous les problèmes d'une économie et de prévoir les facteurs qui empêcheront d'atteindre les buts poursuivis. On ne tient pas toujours suffisamment compte des possibilités de réalisation, établissant un plan qui se trouve en deçà de la réalité dans certains secteurs, tandis qu'il en dépasse les limites dans d'autres. Dans sa réalisation, le plan subit aussi les effets de facteurs physiques incontrolables et de l'action des hommes qui l'exécutent.

Nécessité de la planification

Les erreurs et les difficultés peuvent empêcher qu'un plan se réalise entièrement, mais elles ne détruisent pas pour autant la valeur de la planification. Partout à travers le monde, les économistes semblent croire à la nécessité d'y recourir pour améliorer les réalisations d'une économie.[1]

Cette constatation se situe en dehors des grandes idéologies qui divisent le monde, car la planification ne relève pas d'une idéologie : elle est liée au développement de la science et de la technique. Elle existe surtout dans les pays socialistes, mais elle n'est pas absente des économies dites libérales, car les entreprises qui veulent progresser doivent planifier leurs opérations. Nous ne sommes plus à l'époque du hasard ; de nos jours, toute décision doit répondre à des objectifs précis.[2] Les entreprises cherchent ainsi à réduire le plus possible les risques et les possibilités d'erreurs qui coûtent souvent très cher. L'établissement de prévisions et d'objectifs est devenu essentiel à toute saine administration. Dans son sens large, la planification est donc un phénomène universel.

On estime cependant que pour être efficace, la planification ne doit pas se limiter au contexte de l'entreprise ou même de l'industrie; elle doit être conçue dans un ensemble plus vaste, c'est-à-dire à l'échelle de la nation, et tenir compte des conditions qui existent dans les autres pays et des objectifs que visent ces derniers. Elle doit aussi toucher tous les aspects de la vie sociale et économique. Par exemple, dans une économie planifiée, les discussions dans le cadre du plan peuvent être l'occasion d'un examen approfondi du rôle de chaque industrie dans la société actuelle et dans la société future. Cet examen concernerait entre autres

---

(1) « Je pense qu'à l'heure actuelle, la plupart des économistes du monde s'accorderaient à reconnaître que la planification est essentielle pour qu'un effort de développement soit pleinement efficace. »
(J.H. Adler, « Qu'avons-nous appris en matière de développement », dans « Finances et développement », revue du FMI et de la BIRD, sept. 1966)

(2) « La planification obéit à une nécessité de donner la priorité à l'intelligence humaine et d'organiser le développement de façon que les besoins humains aient toujours la priorité. Tout développement laissé au hasard, à l'impulsion de forces aveugles ou désordonnées ne peut qu'aboutir au chaos, à la monstruosité. » (Gérard Dion, « Conseil du Patronat et planification économique », dans Québec Industriel, avril 1964.)

choses, l'évaluation de la demande d'un produit, la justification de cette demande, de même que les risques qu'elle suppose.

Incohérence du système économique occidental

Dans le système économique occidental, on a constaté un certain nombre de vices ou d'incohérences. Incohérence, d'abord dans le choix des investissements qui se font uniquement en fonction d'un profit immédiat pour les détenteurs de capitaux, sans grande considération du développement rationnel et équilibré de l'économie et des intérêts de la nation. L'économie québécoise n'échappe pas à cette situation, et il est nécessaire de trouver les moyens d'orienter les investissements dans les secteurs dont le développement est essentiel au progrès de notre société. Il s'agit là d'une fonction importante de la planification.

La planification doit aussi servir à corriger les déséquilibres entre les diverses régions. Cette raison semble avoir fortement attiré l'attention des responsables de notre économie depuis quelques années à la suite de la publication d'études qui démontrent, dans le Québec comme dans le reste du Canada, l'existence de disparités énormes dans le degré de développement et dans le niveau des revenus. On a vite réalisé l'importance du problème posé par ces déséquilibres, et on désire, pour des raisons de justice sociale dans certains cas, et pour des raisons politiques dans d'autres, corriger cette situation.

La planification veut aussi, en cherchant à éviter les fluctuations trop fortes de l'économie, assurer une croissance économique régulière et continue.(3) Depuis la grande crise de 1929, la crainte des récessions hante les esprits. On sait que dans l'histoire, les périodes de forte expan-

---

(3) Les faits semblent souligner les difficultés de la croissance continue, soulevant ainsi des questions sur les possibilités de développement harmonieux. D'autre part, l'attention fut attirée au cours des dernières années par les différences dans les taux d'accroissement réalisés dans les pays d'économie de marché et dans les pays d'économie planifiée. La réponse se trouve en partie dans le fait que ces derniers, partant d'un niveau plus bas, connaissent plus facilement les taux élevés de progression, alors que les économies de marché ne peuvent continuer de progresser au rythme connu dans le passé.

sion et les périodes de récession ont alterné, et on estime que la planification des activités constitue un instrument efficace de régularisation du cycle.

Bien d'autres raisons justifient le recours à la planification dans le système économique occidental. On mentionne souvent le besoin d'une exploitation et d'une utilisation plus rationnelles des ressources. Les économies occidentales, et principalement l'économie nord-américaine, gaspillent d'une façon honteuse les ressources. La rareté de ces dernières inquiète un bon nombre d'experts qui soulignent la nécessité d'une meilleure utilisation.

Incapacité de satisfaire les besoins collectifs

Mais de toutes les incohérences que l'on trouve dans le système économique occidental, la plus grave est celle qui vient de la contradiction entre l'incapacité de satisfaire les besoins individuels non solvables et un grand nombre de besoins collectifs, d'une part, et, d'autre part, la saturation de besoins individuels solvables, même si ces derniers sont secondaires.[4]

C'est de cette situation que provient l'idée de planifier la consommation, ou en d'autres termes, de faire passer l'optique de la dépense nationale avant celle du produit national. On estime en effet que les problèmes de notre époque ne sont pratiquement plus des problèmes de capacité de production, mais plutôt de répartition des consommations et d'évolution des besoins. Il en résulte que la politique économique à long terme doit se fonder sur l'étude des besoins de l'homme, l'économie étant faite pour l'homme et non l'inverse.

Il semble évident que, dans ce contexte, une revision du système actuel de définition des besoins s'impose, celle-ci ne pouvant être laissée

(4) D'après de nombreux experts, « le ralentissement du progrès de l'économie américaine résulte du fait que la consommation solvable semble avoir atteint son point de saturation, ce qui signifie que les Etats-Unis doivent combattre les effets d'un plafonnement des grandes industries de biens de consommation. »

aux hasards de la production et de la répartition « spontanée » du revenu national. Le fonctionnement même du capitalisme justifie cette mesure, pour les raisons suivantes :

a) le capitalisme tient presque uniquement compte des besoins solvables;

b) la redistribution des revenus n'y est pas suffisante pour rendre solvables les besoins des classes défavorisées;

c) les besoins individuels d'objets de consommation même superflus sont mieux satisfaits que les besoins en équipements collectifs indispensables comme la santé publique, les transports en commun, l'équipement sportif, etc.;

d) les secteurs dynamiques (automobiles - électroniques) sont largement favorisés au détriment de secteurs qui ne peuvent attirer aussi facilement les capitaux;

e) l'utilisation de la publicité est laissée à la discrétion de groupes qui dépensent des sommes énormes (compagnies de pétrole — fabricants de savons et détersifs, etc.) pour orienter la consommation d'une façon tout à fait absurde.[5]

f) les efforts pour diminuer la consommation de biens nuisibles (alcools-tabacs) sont insuffisants.

Nécessité d'une intervention

Une modification de la structure des besoins exige certaines interventions visant à assurer une meilleure redistribution des revenus, à exercer un contrôle de la publicité, à accorder la priorité à la satisfaction des besoins collectifs, et à substituer, si nécessaire, l'initiative publique à l'initiative privée.

En ce qui concerne la publicité, celle-ci devrait être utilisée par priorité, pour orienter les consommateurs dans le sens du plan. Les bud-

---

(5) Une enquête réalisée en Grande-Bretagne démontre que les dépenses en publicité des grands fabricants de savons et de détergents représentent tout près du quart du prix de vente de ces produits. On s'interroge avec raison sur la nécessité d'un tel effort publicitaire. Il nous semble nécessaire de corriger cette situation en imposant à ces sociétés des normes rationnelles pour l'établissement de leurs budgets de publicité. Le besoin de protéger le consommateur le justifie.

gets de publicité des sociétés pourraient être limités à un pourcentage de leur chiffre d'affaires. Enfin, on pourrait encourager la publicité visant un bien collectif aux dépens de la publicité, visant des biens individuels.

La satisfaction des besoins collectifs et la priorité de ces derniers sur les besoins individuels demandent une modification du critère actuel de la rentabilité. Il n'est pas logique d'empêcher, par exemple, l'expansion des transports en commun alors que l'utilisation des moyens individuels de transport représente un coût social plus élevé (carburant, encombrements, fatigue nerveuse). Il en est de même de la santé publique qui doit passer avant la satisfaction de besoins moins urgents. A cet effet, il peut être nécessaire de nationaliser la médecine, ou du moins d'exercer des contrôles capables d'assurer une juste répartition des médecins à travers le pays et d'accorder, à tous, les services de santé essentiels.

La nationalisation ne constitue cependant pas la seule formule. Dans certains cas, elle n'est pas la meilleure. Elle semble cependant très utile dans les secteurs où l'initiative privée ne peut jouer un rôle efficace. La nationalisation peut aussi servir comme une menace vis-à-vis les entreprises ou même les industries qui se refuseraient d'observer les directives du plan.

Ce sont là quelques-uns des problèmes que la planification doit chercher à résoudre si elle veut être vraiment efficace. Lorsque nos économistes et nos hommes politiques parlent de planification, peut-on dire qu'ils visent à corriger les incohérences majeures du régime économique dans lequel nous vivons ? Veulent-ils une vraie planification ?

Veut-on planifier au Québec?

De fait, nos économistes n'ont pas encore présenté une conception précise de la planification ; ils se sont limités, jusqu'à maintenant, à étudier les expériences étrangères, principalement l'expérience française de planification indicative. Le *Conseil d'orientation économique* est allé un peu plus loin, mais il reste à définir des objectifs globaux qui tiennent compte des caractères propres à l'économie québécoise et à déterminer les moyens de réaliser ces objectifs.

Quant aux hommes politiques, il nous semble qu'ils abordent ce sujet d'une part, pour échapper au reproche d'immobilisme en matière économique et sociale en disant que les préoccupations du développement à long terme ne leur sont pas étrangères, et, d'autre part, pour montrer qu'ils acceptent en partie la forme de pensée économique qui de nos jours inspire les « technocrates » dont l'importance grandit depuis quelques années, dans la plupart des pays du monde et même au Québec, en raison de la complexité des problèmes que posent la croissance et le progrès économiques.[6]

On sait pourtant que l'appui gouvernemental est essentiel à l'élaboration et à l'exécution des politiques de planification. On estime que beaucoup de plans ne sont pas exécutés à cause d'un manque d'appui des pouvoirs publics. La planification suppose donc l'engagement des pouvoirs publics. Il semble certain que si les dirigeants d'un pays se préoccupent du développement, la population y manifestera beaucoup d'intérêt. Dans la réalisation d'un plan de développement, l'Etat doit aussi adopter les politiques nécessaires et imposer une certaine discipline.

Au Québec, on a fondé beaucoup d'espoir sur la création, en 1961, du *Conseil d'orientation économique* dont la mission était d'élaborer « le plan d'aménagement économique de la province en prévoyant l'utilisation la plus complète de ses ressources matérielles et humaines ». Le COEQ n'est pas un organisme possédant tous les pouvoirs nécessaires à la planification; il est un organisme « d'étude, de recherche et de consultation en matière économique ».

Jusqu'à maintenant, le COEQ a effectué des travaux de recherche essentiels. La planification ne peut, en effet, se faire sans une connaissance profonde de la situation de l'économie, ce qui implique l'étude des caractéristiques des divers secteurs, l'inventaire des ressources matérielles et humaines tant du point de vue quantitatif que du point de vue qualitatif, et l'étude des moyens dont on dispose pour atteindre les objectifs

(6) Il ne faudrait pas confondre ici croissance et progrès. Dans le progrès, on n'envisage pas seulement le produit réel global, mais le produit disponible par habitant. Il y aura progrès lorsque ce dernier s'élève, ce qui signifie que l'accroissement du produit global doit être supérieur à l'accroissement de population. Il peut exister des exemples de croissance sans progrès : c'est le cas du Canada entre 1871 et 1911 alors que la population s'est accrue plus fortement que le produit global, de sorte qu'au cours de cette période, le produit par tête a diminué.

fixés. On se souvient aussi que le Conseil a publié un « document de base » dans lequel il reconnaît la nécessité de la planification, précise l'importance du rôle de l'Etat et le besoin de collaboration avec les agents économiques (corps intermédiaires), et déclare que le Québec possède des moyens d'action qui lui permettent d'influencer l'orientation de l'économie. Ce document décrit enfin les cadres à donner à la planification et aborde la question des méthodes de travail.

De l'Hydro à Sidbec

On mentionne souvent que le COEQ est également à l'origine de la nationalisation de l'électricité, de la fondation de la Société générale de financement et du projet d'une sidérurgie. Ces trois entreprises devaient, croyait-on, pouvoir exercer une forte influence sur l'économie, provoquer dans certains cas une « industrialisation décentralisée et assurer une croissance industrielle équilibrée ».

On ne peut assurément pas parler du succès de ces entreprises jusqu'à maintenant. La SGF, ce n'est un secret pour personne, ne dispose pas des fonds dont elle aurait besoin pour jouer un rôle efficace; la nationalisation de l'électricité ne semble pas avoir eu une grande influence, d'autant plus que l'Hydro échappe dans une certaine mesure au contrôle de l'Etat, tout comme la plupart des grandes sociétés nationalisées des pays de l'Europe de l'Ouest. Quant au projet de sidérurgie, il est pratiquement mort, du moins dans la forme qu'on voulait à l'origine lui donner, la seule d'ailleurs qui était susceptible d'avoir un effet sur l'économie (effet d'entraînement).

D'autre part, la création, l'an dernier, d'une *Caisse de dépôts et placement* responsable des sommes versées par les participants au Régime des rentes du Québec, a été souvent présentée comme un moyen de stimuler et d'orienter le développement économique, et d'acquérir un plus grand contrôle de notre économie. La Caisse disposera en effet dans quelques années de sommes considérables, soit plus de $2 milliards vers 1980, mais ses investissements doivent se soumettre aux critères de la rentabilité et de la sécurité. Son actif se composant de cotisations des contribuants au Régime de rentes, il lui faut assurer à ces derniers le

meilleur rendement possible. Autrement la cotisation ne serait qu'une forme d'impôt déguisé.

Les espoirs fondés sur la *Caisse de dépôts et placement* ne sont donc pas réels. Il en est de même dans le cas du *Conseil d'orientation économique* dont les travaux et recommandations n'ont pas reçu jusqu'ici l'appui du gouvernement. Il semble même que le gouvernement, ne voulant pas s'engager, se soit parfois organisé pour annuler l'action des responsables du Conseil. Le gouvernement est aussi, en très grande partie, responsable de l'échec du projet d'un complexe sidérurgique et de l'incapacité d'agir de la SGF.

Collaboration des agents économiques

Dans l'effort de planification, la participation de l'Etat est essentielle, mais il a besoin de la collaboration des agents économiques et principalement des groupements patronaux et syndicaux. Le Plan peut ainsi être l'occasion de réaliser l'économie concertée dont on parle tant.(7) L'organisme responsable de l'élaboration des politiques et des objectifs de la planification devrait servir à mettre en oeuvre une collaboration efficace entre les trois grands partenaires sociaux.

Au Québec, on met de plus en plus l'accent sur le besoin de collaboration entre l'Etat, le patronat et les syndicats. On réalise qu'il est du plus grand bien de notre société de mettre fin à l'opposition systématique qui se manifeste parfois entre ces groupes, et de chercher plutôt à susciter les occasions de collaboration. Des patrons, depuis quelques années, on souligné la nécessité pour eux de composer avec les syndicats et l'Etat.

Cette collaboration suppose une organisation, une structure de ces

---

(7) L'économie concertée a principalement été définie par M. François Bloch-Lainé. Selon cet expert, il s'agit d'un « régime dans lequel les représentants de l'Etat et ceux des entreprises et syndicats se réunissent de façon organisée pour échanger leurs informations, pour confronter leurs prévisions et pour, ensemble, tantôt prendre des décisions, tantôt formuler des avis à l'intention du gouvernement ».

groupements afin qu'une volonté commune s'exprime dans chacune. Les syndicats possèdent une unité d'organisation suffisante à cette fin. Il est cependant permis de croire qu'ils n'ont pas en général les cadres suffisants et n'adhèrent pas suffisamment à l'idée de collaboration de classes. En France, on a constaté que leurs représentants sont peu à l'aise dans les commissions du Plan, qu'ils ont peu à dire et le disent mal. L'intervention des chefs syndicaux porte d'ordinaire sur le niveau des salaires, la part du revenu national qui va au salarié, la revendication; elle se limite souvent à dénoncer les risques des programmes de reconversion et d'automatisation.

Il semble que les syndicats ne peuvent exprimer d'idées nettes concernant l'orientation de la consommation, le choix des investissements et l'organisation de la vie collective. De fait, on peut dire qu'en France, l'essentiel du travail, dans l'élaboration du Plan, est fait par les fonctionnaires et les patrons. La situation ne serait probablement pas bien différente au Québec; il est donc important que les syndicats se préparent à jouer un rôle efficace.

Quant au patronat, peut-il être un interlocuteur valable dans la planification au Québec ? Malheureusement pas, à moins qu'il ne réussisse à s'organiser et à se donner une représentation unique. On sait que les patrons sont regroupés au Québec dans plus de 600 associations différentes et qu'ils n'ont jamais réussi à exprimer une pensée commune. Tout récemment, dans leurs démarches auprès de l'Etat, ils ont pris conscience de ce problème, et ils songent sérieusement à s'unir dans un *Conseil du Patronat*. Les patrons pourraient alors présenter avec efficacité leurs conceptions de la vie économique et leurs revendications. Chez le patron, le mal principal est donc l'absence d'unité et d'une politique commune.

La planification est-elle possible au Québec?

Le patronat a aussi besoin d'abandonner l'idée fausse qu'il se fait de l'entreprise privée qui, avec tous les contrôles et restrictions que nous connaissons, n'est plus ce qu'elle était autrefois. Il a besoin aussi

d'abandonner ses attitudes individualistes. Le patronat peut apporter à l'élaboration du Plan, sa compétence et son expérience. Elles sont importantes. Malgré toute sa bonne volonté, il apportera probablement aussi ses préjugés, ses modes de pensée, et la satisfaction de soi qui caractérise les tenants de la libre entreprise. Si les patrons ne marchent pas, la planification pourra se faire quand même sans eux. L'Etat y aurait alors pratiquement tous les pouvoirs, ce qui pourrait représenter un certain danger dans le contexte québécois.

Le rôle de l'Etat, on le sait, est important comme facteur de développement. Dans nos économies, il a maintenant la responsabilité de créer l'infrastructure économique et sociale qui permettra à la société d'atteindre un niveau de développement plus élevé. Son rôle a donc grandement évolué depuis le siècle dernier. Nous avons souligné précédemment que son appui et sa participation sont essentiels à la réalisation du Plan.

Par ses fonctionnaires qui sont capables de mieux voir les intérêts de la collectivité que les corps intermédiaires, et parmi lesquels on trouve d'excellents techniciens, l'Etat peut donner de la cohérence au Plan. Il semble logique que les experts gouvernementaux aient la responsabilité de la recherche nécessaire à la planification et apportent l'élément pensée dans le Plan. Les patrons, tout comme les syndicats en sont incapables. Il faut des techniciens spécialisés pour préparer les études, et on sait combien ils sont rares chez nous. Il semble qu'un Conseil d'orientation économique dont on modifierait les structures et les buts pourrait exercer cette fonction en collaboration avec certains services de nos ministères. L'Etat jouerait, pour ainsi dire, le rôle d'arbitre dans la préparation des plans qui permettraient de réaliser la planification du développement.

Distinction entre plan et planification

On tend parfois à confondre la planification et le plan. Un expert de la Banque Mondiale, M. Albert Waterson,[8] a précisé ces deux termes dans un livre consacré aux diverses expériences de planification dans le monde. D'une certaine façon, le plan serait le résultat de la

(8) Development Planning : Lessons of Experience. 1965, Baltimore.

planification. Il est d'ailleurs important, pour que le plan exerce une influence sur le développement, qu'il découle de la planification qui se fera à l'échelle de la nation.

Au Québec, l'expérience du BAEQ constitue un effort important de recherche concernant le potentiel économique d'une région, mais ce n'est pas de la planification. Plusieurs recommandations sont intéressantes, mais elles n'apportent souvent rien de neuf, et surtout, le « plan » du BAEQ est conçu dans l'isolement. Il devrait s'intégrer à un plan global, comme l'ont d'ailleurs souligné les responsables du rapport en mentionnant l'absence de « cadre de référence ». Cette expérience peut cependant faire naître le besoin de créer un organisme central de la planification.

La création d'un tel organisme et l'élaboration d'une véritable planification sont-elles possibles au Québec ? Certains le nient, en invoquant qu'un système économique pluraliste ne peut planifier une économie à l'échelle de la nation, en raison de l'opposition des grandes entreprises qui voient ainsi réduire leur pouvoir de décision. Ce raisonnement semble assez vrai, principalement dans le contexte nord-américain. Si l'Etat prétend fixer le volume et les prix, l'origine des approvisionnements et la destination des débouchés, l'entrepreneur ne devient plus qu'un simple gérant ; il n'est plus un chef d'entreprise.

D'autre part, en raison du système fédéral dans lequel nous vivons, le Québec ne dispose pas de tous les moyens nécessaires pour exercer une influence efficace. Il n'a pas le contrôle de la monnaie et du crédit, des douanes, et son contrôle de la fiscalité n'est pas entier. Ce dernier domaine lui laisse cependant une certaine possibilité d'action, à laquelle il faudrait ajouter les programmes de mise en valeur des richesses naturelles, les politiques de financement, les projets d'investissement, etc. Mais là encore, son action est limitée par la faiblesse de ses ressources financières.

Dans un système néo-capitaliste, il semble donc que la planification ne peut comporter un caractère d'obligation. Elle ne peut donc être qu'indicative, et se faire en cherchant à intégrer les travailleurs et les patrons au circuit des décisions économiques, en les faisant participer à l'élaboration du plan. Ce dialogue aurait déjà de nombreux avantages. Cette situation qui empêche d'imposer diminue, il va sans dire, l'efficacité de la planification.

La renaissance canadienne-française

André ROSSINGER

Quand un mouvement social important éclate brusquement, après une période de gestation silencieuse, on ne peut se faire une idée claire des réalisations qui s'en viennent, bien que soient présentes déjà les forces libératrices. D'abord, c'est un rejet, plus ou moins conscient, d'un vieux système de valeurs, que l'homme et la société en viennent à considérer comme une camisole de force. Petit à petit, se forme une image confuse d'une vie meilleure, plus heureuse et plus harmonieuse pour l'individu, la famille et la société. Par la suite, vient la perception claire des étapes par lesquelles le mécontentement social se transformera en action politique.

Ce cheminement de la pensée se fait sur deux plans : il faut d'abord se débarrasser de concepts périmés ; il faut ensuite expérimenter des idées et des méthodes nouvelles. L'individu se laisse alors guider par un intense sentiment de libération et d'espoir, prenant conscience non seulement de son individualité, mais aussi du fait qu'il est un être social, membre d'une communauté nationale.

Pendant que naissent des idées sociales nouvelles, surgissent de nouveaux chefs. Les uns sont faux ; les autres, authentiques. Certains

sont des politiques en puissance ; d'autres, des politiciens insignifiants pour qui le sens précis de l'avenir se résume au pouvoir personnel et à la trahison finale. Certains sont honnêtes, mais sans horizon ; d'autres sont opportunistes, par faiblesse ou par calcul.

Pendant ce temps, le rôle des penseurs est d'être des diagnosticiens honnêtes et des accoucheurs de l'esprit pour une vraie renaissance sociale et nationale. Ils ne sont pas séparés du peuple. Toutefois, à cause de leur sensibilité morale et intellectuelle, de leur connaissance exacte du passé et du présent, ils peuvent parfois voir le sens des événements avant les autres. Ce qui semble nébuleux pour la majorité, ils peuvent le formuler clairement. Cette formulation précise les étapes futures et minimise les risques d'erreurs. Ainsi le prix du progrès sera moins élevé.

Le CANADA FRANÇAIS nous offre un exemple classique d'une renaissance nationale, — renaissance qui n'en est d'ailleurs qu'à ses deux premières phases : éveil et rejet de concepts périmés, d'une part ; recherche d'un équilibre nouveau, d'autre part. La première phase fut celle où, durant quinze ans, l'élite intellectuelle faisait son auto-critique dans la demi-obscurité de l'ère duplessiste. La seconde phase fut le régime Lesage.

Le réveil canadien-français a commencé en petit, par une sérieuse remise en question des concepts moraux, politiques et économiques du régime Duplessis. Depuis, il a connu bien des étapes intermédiaires. Il n'a sûrement pas fini d'évoluer avant d'atteindre toutes ses potentialités. En conséquence, il amènera un nouvel équilibre interne et externe pour le Québec, mais aussi pour le Canada tout entier.

Chacun de nous, par sa pensée et son action, participe, qu'il le veuille ou non, à la rédaction de ce nouveau chapître de l'histoire du Québec et du Canada. La qualité de notre contribution dépend de notre compréhension des phénomènes en cause et de leur dynamisme propre. C'est pourquoi il nous faut savoir où en est le Québec aujourd'hui.

I - Les tâches à accomplir

Tout individu, groupe ou parti ayant à traduire l'éveil québecois sur le plan politique, est aux prises avec une tâche immense, d'autant plus que les corrections doivent se faire rapidement en cette période de révolution scientifique, technique et économique.

Le niveau de vie doit être rehaussé et la libre entreprise à elle seule y parviendrait peut-être en un siècle, ce qui est inacceptable. Il ne reste qu'une seule solution à ce problème, solution d'ailleurs adoptée sous diverses formes par de nombreux pays dans toutes les régions du globe, et non seulement par des pays sous-développés. Essentiellement, il s'agit d'utiliser l'Etat, non seulement comme un instrument de domination politico-légale, mais aussi comme levier économique et comme instrument de transformation sociale rapide. Il importe donc de décider de l'importance du rôle que l'Etat devra jouer et de savoir qui en définitive, bénéficiera des résultats.

Un niveau de vie plus élevé exige une industrialisation non seulement plus poussée, mais aussi mieux répartie sur tout le territoire. On ne peut construire une économie solide seulement sur des industries primaires, il faut développer l'industrie secondaire. Cependant, la tâche la plus urgente est de transformer une agriculture en état de crise permanente en un ensemble prospère utilisant toutes les méthodes scientifiques, techniques et administratives modernes de production et de distribution des vivres, ensemble protégé par des tarifs préférentiels si c'est nécessaire.

Pour atteindre ces buts, il faut que l'éducation soit à la portée de tous, afin de former la main-d'oeuvre qualifiée nécessaire dans un monde en voie d'automatisation. Il importe aussi de remplacer un service du bien-être social imbu de paternalisme désuet, par une organisation démocratique vouée réellement au service des pauvres et chargée en plus de fournir à tous gratuitement les services nécessaires pour la prévention et la guérison des maladies.

Aucun de ces buts ne peut être atteint rapidement, sans qu'un contrôle soit exercé sur l'utilisation des capitaux investis au Québec. La création de nouvelles richesses est l'effet d'une main-d'oeuvre qualifiée,

des investissements des grandes entreprises commerciales et industrielles et des investissements d'ordre public destinés à fournir les services nécessaires à l'industrie. Il importe donc de tenir compte des richesses naturelles, des sources d'énergie électrique, des réseaux routiers, et bref, de tous les services publics nécessaires à une société moderne.

La population étant le grand pourvoyeur de la main-d'oeuvre qualifiée et des services nécessaires aux établissements industriels, il est normal que l'Etat exige en son nom d'être parfaitement renseigné sur la nature et la source des capitaux investis, sur leur utilisation et sur la distribution des profits.

A cette fin, les gouvernements de Québec et d'Ottawa se doivent d'éliminer systématiquement les moyens légaux de cacher ces renseignements, d'obliger les sociétés étrangères à se plier à certaines exigences légales sévères, et de donner ainsi à l'Etat un certain contrôle de l'investissement pour l'empêcher de devenir un moyen de dictature économique.

II - Critique de la politique libérale

1. La Constitution

Le gouvernement du Québec a repris des droits de taxation qui lui revenaient légalement, d'après l'Acte de l'Amérique britannique du nord (l'AABN).

L'AABN, vieux de cent ans, fut préparé par les classes dirigeantes du Canada et approuvé par le parlement britannique, sans tenir compte des besoins de la population. Il importe de remplacer ce vieux document semi-colonialiste. Les classes dirigeantes s'y refusent par crainte qu'une nouvelle constitution devienne un instrument de démocratisation économique et politique pour le pays, et pour le Québec en particulier. Cela nous donne des discussions légales sophistiques : chaque clause de l'AABN est discutée, analysée, triturée, amplifiée, mise au rancart, puis reprise, tout ce tintamarre créant l'illusion que ses auteurs sont imbus de patriotisme. Pourtant, il s'agit d'un conflit dont l'enjeu est la richesse nationale et sa distribution entre divers groupes des classes dirigeantes, qui d'ailleurs s'entendent bien pour bloquer toute réforme

économique et sociale mettant en danger leur emprise dictatoriale sur l'économie du pays.

Il est bon de rappeler aux Canadiens d'expression anglaise que plusieurs clauses de l'Acte de l'AABN, protégeant les Canadiens d'expression française, n'ont pas été respectées par le passé et qu'il faut faire les changements qui s'imposent. Cependant, il est exagéré d'acclamer soudainement l'AABN comme la bouée de sauvetage du Canada français, simplement parce qu'il s'y trouve quelques concessions linguistiques et qu'il permet au Québec de reprendre à Ottawa certains champs de taxation et d'opter pour la non-participation aux programmes d'aide fédérale en échange d'une compensation financière.

Pour résoudre cette question de la Constitution, il y a deux solutions. La première consiste à laisser aux classes dirigeantes anglaises et françaises le soin de préparer un nouveau pacte entre eux, une nouvelle version de l'AABN selon leurs intérêts communs, tout en respectant les exigences des puissances financières étrangères dont ils acceptent de n'être que les valets. La seconde solution consisterait à faire du Canada français la société la plus démocratique et la plus progressiste du pays, libre de toute dictature économique étrangère apparente ou camouflée. Une telle libération, d'où sortirait plus tard une nouvelle constitution canadienne, dépend essentiellement du degré d'éveil des Canadiens français, de leur habileté à utiliser les moyens légaux dont ils disposent et de la connaissance profonde qu'ils ont des problèmes à résoudre, malgré la confusion créée volontairement par les classes dirigeantes.

2. *Politique agricole*

L'agriculture au Québec est dans un état déplorable à cause de l'incurie des classes dirigeantes traditionnelles qui ne sont pas intéressées à l'amélioration substantielle du sort des cultivateurs. La raison d'un tel comportement est surtout d'ordre politique, car une population agricole pauvre, mal organisée et ignorante est facilement influençable. La nouvelle classe dirigeante d'expression française est, de son côté, à peu près paralysée par la politique économique du pays.

Dans tous les pays du monde, on accorde de plus en plus d'importance à l'agriculture comme en font foi les moyens mis en oeuvre pour

la protéger : subventions, maintien des prix, crédits, protection des tarifs, aide scientifique et technique, location de machinerie, engrais à prix modiques, établissement de normes de qualité des produits, facilité de mise en conserve. Toutes ces mesures ont pour but d'encourager et d'aider la classe agricole à tirer profit de la révolution scientifique et technologique moderne, ce qui lui permet de sortir du marasme et de prendre la place qui lui revient dans une société bien organisée.

La nouvelle classe dirigeante d'expression française au Québec est dans un dilemme, faute d'un certain dirigisme d'Etat qui lui permettrait de consolider ses positions. Elle ne désire pas, cependant, mettre en danger l'édifice économique actuel qui sert si bien ses intérêts et ceux des classes dirigeantes anglo-saxonnes. Une revalorisation de l'agriculture ne peut se faire qu'en brisant les monopoles dans le domaine de la machinerie et des engrais, et en mettant fin aux pratiques actuelles de mise en marché de la production agricole, pratiques qui vont à l'encontre des intérêts des cultivateurs et des consommateurs.

Plusieurs des entreprises en cause sont contrôlées par des intérêts étrangers et il est évident que la nouvelle classe dirigeante au Québec les considère non pas comme des concurrents, mais plutôt comme des alliés possibles.

L'importance des intérêts en jeu explique en grande partie une politique agricole à la petite semaine, faite d'enquêtes superficielles, d'aide aux régions sinistrées, d'un système d'éducation rural inefficace, et enfin de suppliques auprès d'entreprises étrangères pour obtenir l'établissement d'industries en milieu rural. Ces mesures ne peuvent régler l'immense problème humain des régions agricoles et l'inutilité des mesures prises explique l'apathie apparente des populations. Cette apathie s'accompagne d'un sentiment de révolte contre les centres urbains, et crée un terrain favorable aux exploiteurs propageant des idées ultraconservatrices, camouflées par des slogans à consonnance révolutionnaire.

Il est facile de s'en laver les mains en parlant de la plus ou moins grande fertilité du sol québecois et de la rudesse du climat. Cependant, l'électricité et les engrais à bon marché, alliés à une utilisation rationnelle des connaissances techniques et scientifiques modernes en biologie, génétique, pathologie, chimie, etc., permettraient au Québec de pro-

duire les légumes, fruits et viandes nécessaires à sa population, et même d'avoir des surplus pour l'exportation. D'ailleurs, les connaissances actuelles rendent possible la production d'une nourriture abondante dans presque toutes les régions climatiques du globe.

3. *Politique économique*

Les contrastes entre les espoirs soulevés et leur réalisation, entre les lois votées et leur efficacité réelle — efficacité qui dépend autant de la précision des formules utilisées que de leur mise en vigueur — sont autant de traits qui jugent le gouvernement Lesage, mais rien n'est plus révélateur que l'attitude gouvernementale devant les problèmes économiques et à l'égard des travailleurs.

"Maîtres chez nous" sont les mots magiques qui frappèrent l'imagination d'un grand nombre d'étudiants, d'ouvriers et de gens de la classe moyenne, et qui aidèrent le parti libéral à déloger l'Union Nationale. Ce slogan laissait entrevoir des mesures énergiques, en vue d'une véritable libération de la population et il n'est que naturel de comparer ces buts avec les moyens mis en oeuvre à cette fin. Après six années au pouvoir, les réalisations sont très inégales dans tous les domaines, y compris l'industrialisation. Etudions ces résultats.

Il y a eu le projet d'un complexe sidérurgique financé et contrôlé par le Québec. Cette entreprise utilisant le minerai de fer du pays, aurait produit le métal sous les formes requises par les industries secondaires actuelles et futures. Cependant, d'après le directeur du projet, le plan fut écarté et remplacé par de vagues promesses pendant la campagne électorale de 1966.

Une société financière sous contrôle québecois fut fondée pour fournir des capitaux et une administration efficace aux entreprises québecoises qui doivent souvent faire face à une concurrence déloyale de la part de sociétés qui ne sont que des succursales d'entreprises étrangères puissantes. Les résultats obtenus sont loin de rejoindre les espoirs suscités par ce projet. Cette société obtint d'excellents résultats auprès d'un nombre restreint de moyennes et de petites industries qu'elle prit à sa charge. Pendant ce temps, un certain nombre d'entreprises d'importance capitale furent achetées par des sociétés étrangères puissantes,

surtout américaines, sans soulever le moindre commentaire de la part des gouvernements. De plus, un bon nombre de compagnies américaines ont construit de nouvelles usines au Québec, usines entièrement contrôlées par les sociétés mères. Le slogan "Maîtres chez nous" ne fut appliqué qu'à une petite échelle. Il y a cependant une exception : la mainmise de l'Hydro-Québec sur toutes les ressources hydro-électriques de la Province.

En vérité, l'expansion industrielle du Québec résulte beaucoup plus de l'établissement d'entreprises étrangères que de la canadianisation de l'industrie. Cette expansion n'est que le trop-plein de la prospérité des Etats-Unis, artificiellement maintenue par une politique de guerres froides et chaudes. Toute cette activité, en définitive, donne aux intérêts étrangers, surtout américains, le contrôle d'une part de plus en plus importante de notre économie.

Les récentes directives du gouvernement américain, publiées à l'intention des entreprises établies à l'étranger, demandent que les profits nets soient retournés aux Etats-Unis au lieu de les réinvestir dans le pays d'où ils sont tirés. On leur demande aussi d'acheter leur équipement aux Etats-Unis de préférence, et de voir aussi à ce que les capitaux soient utilisés dans l'intérêt de la mère-patrie.

Les administrateurs canadiens anglais et français, à l'emploi des grandes entreprises capitalistes étrangères au Canada, et leurs défenseurs : économistes et journalistes, ne tiennent pas à ce que toute la lumière se fasse sur les implications profondes de la situation actuelle.

En définitive, il ne s'agit nullement de décider si les capitaux étrangers peuvent être investis au Canada ou s'ils doivent se retirer. Il s'agit de décider s'ils peuvent être investis inconditionnellement comme par le passé ou si, à l'avenir, certaines conditions préalables devront être remplies. En cela, nous suivrons l'exemple de nombreux pays qui, par une législation appropriée bien appliquée, empêchent le capital étranger de devenir un facteur de dictature économique.

La perte du contrôle économique d'un pays enlève graduellement à ce pays la liberté d'action dans d'autres domaines et le transforme, à toute fin pratique, en satellite culturel, diplomatique et militaire.

L'organisation capitaliste étrangère préfère, bien entendu, que les

pays où elle investit n'établissent aucune réglementation, ce qui permet de faire main basse sans coup férir sur toutes les ressources humaines, les richesses naturelles, les industries de fabrication et les commerces d'importation et d'exportation. Mais il est dans l'intérêt évident d'un pays de se donner une économie contrôlée pour le bien général de sa population, et de résister à la menace d'une super-puissance vouée aux intérêts des grandes entreprises financières. Une politique de laisser-faire à cet égard, c'est le risque de perdre la liberté réelle et de n'en sauver que les apparences.

Pour hâter l'industrialisation et le développement économique du Québec et du Canada, il est nécessaire d'obtenir des capitaux étrangers. Il faut cependant décider si cette aide sera une mesure temporaire ou permanente.

On ne peut pas, évidemment, faire porter la responsabilité de cet état de choses par le seul gouvernement provincial. Le Québec, par ses députés fédéraux, posséderait une grande force à Ottawa, puisque le gouvernement libéral ne tiendrait pas une seule journée sans l'appui des députés libéraux du Québec. Seulement, cette force n'a jamais été utilisée dans les questions importantes. Est-ce à dire que les députés du Québec à Ottawa ne sont que des otages ?

Quoi qu'il en soit, il faut affirmer que les députés libéraux du Québec à Ottawa n'ont rien fait pour demander une révision de la loi des compagnies, ce qui nous permettrait d'assujettir les capitaux étrangers à l'économie canadienne, plutôt que d'y être assujettis. Ils n'ont fait aucun effort pour que le Canada cesse d'être un satellite diplomatique et militaire des Etats-Unis, pas plus qu'ils n'ont tenté de protéger les cultures canadiennes en limitant la propagande américaine. Ces mêmes députés n'ont pas fait progresser la question importante d'une nouvelle constitution canadienne. La décision de maintenir la peine de mort au pays est un autre aspect d'une attitude réactionnaire qui refuse de changer quoi que ce soit, malgré que l'abolition de la peine de mort ait été un succès dans la majorité des pays occidentaux. L'on pourrait continuer encore longtemps à illustrer cette acceptation silencieuse du statu quo. Un tel comportement de la part des députés fédéraux n'est certainement pas en accord avec les besoins de la reconnaissance canadienne-française.

Soulignons deux autres exemples particulièrement frappants du contraste entre les espoirs et les réalisations qui a caractérisé le régime Lesage. Le premier exemple est dans le domaine des relations ouvrières : le gouvernement Lesage donnait aux instituteurs et aux fonctionnaires le droit de grève, mais prenait ensuite des mesures légales contre ces groupes quand ils avaient recours à la grève. L'autre exemple, ce sont les espoirs soulevés par la manière de promettre la réforme scolaire, d'une part, et les déceptions causées par une réforme qui est encore à faire, d'autre part.

III– Les conditions du progrès

Il est naturel pour les industriels, commerçants et financiers canadiens-français de vouloir devenir les dirigeants incontestés des activités économiques de leur pays. Mais cette tâche n'est pas facile.

Tous les secteurs importants de l'économie québecoise et canadienne étant contrôlés par des intérêts financiers étrangers, américains, anglais, allemands et belges, il est évident que la possibilité de voir surgir de grandes sociétés industrielles et commerciales entièrement québecoises ou canadiennes, est quasi inexistante.

Les hommes d'affaires n'ont pratiquement d'autre choix que celui de jouer le rôle d'associés subalternes au service des grandes entreprises étrangères. Il importe de comprendre une fois pour toutes, que le système économique en vigueur n'a nullement pour but de voir au bien-être général, mais plutôt d'obtenir des profits et de consolider la puissance des maîtres de la finance internationale. Il est vrai que les grandes entreprises capitalistes encouragent la révolution scientifique et technique mais à la seule condition d'en tirer des profits immédiats et de consolider leur pouvoir.

Les nouvelles connaissances scientifiques et techniques peuvent fournir à l'homme, et en abondance, les biens qui lui sont nécessaires, à condition qu'on tranforme le système économique et social. Il faut pour y arriver, préparer la population à accepter une participation démocratique à la formation des capitaux dans le but de satisfaire les besoins essentiels de la population, sous forme d'avantages sociaux. A cette fin, il faut envisager une période transitoire de 10 ans pour développer

une version québecoise d'économie mixte, chaque étape devant être préparée et exécutée avec soin.

Ce qui est vrai pour le Québec l'est aussi pour le Canada. Si les hommes compétents étaient élus, alors la voix du Québec saurait se faire entendre par le truchement du parlement de Québec qui prendrait les mesures législatives nécessaires pour amorcer les transformations économiques et sociales. En ce qui a trait aux questions relevant du gouvernement fédéral, le Québec pourrait utiliser toute sa force afin d'avoir les moyens nécessaires pour modifier les destinées du Québec et par le fait même, celles du Canada tout entier. Un Québec rajeuni donnerait l'exemple au Canada, non par des discours, mais par une action positive et efficace.

Pour réussir un tel programme, il faut y travailler sans relâche et avec confiance. Une détermination profonde doit animer toutes les actions afin d'éviter la tentation d'opter pour les solutions faciles. Par contre, sous une autorité ferme et éclairée, un programme courageux préparé selon les tendances du monde contemporain ne peut que donner les résultats escomptés.

Si les trois conditions : choix d'un programme moderne, acceptation d'un effort intense et élection de chefs compétents, ne sont pas remplies, la renaissance canadienne-française s'éteindra rapidement. Au début, les jeunes intellectuels du Québec vivaient dans l'espoir d'un avenir meilleur et ils surent transmettre ces espoirs qui, avec le besoin pressant de réformes sociales et économiques, donnèrent l'impulsion qui mit ce mouvement historique en branle. Il est d'ailleurs remarquable que les arts : littérature, poésie, peinture, musique, théâtre, etc., sont plus florissants que jamais au Québec et plus que n'importe où au Canada.

Si les énergies libérées par cette poussée créatrice, au lieu d'être dirigées vers un progrès réel, étaient conduites par ignorance vers une nouvelle version de la situation actuelle, cet élan créateur serait vite étouffé. Il en résulterait un climat de frustration, de cynisme, de pessimisme et d'auto-critique aboutissant à une glorification perverse de la souffrance. Un tel climat de défaitisme au Québec, permettrait tout comme en Ecosse et en Irlande, de trouver des serviteurs qui, tout en haïssant leurs maîtres en cachette, s'empresseraient de les servir fidèle-

ment, toujours prêts à devenir leurs hommes de confiance et à travailler contre les véritables intérêts de la population.

Les Québecois doivent choisir entre la consolidation d'un système économique qui est au service des seuls intérêts financiers, et un système économique mixte chargé de promouvoir le bien-être général de la population.

Le premier choix est possible, que le Québec soit séparé ou non du Canada. Le second n'est possible que si le Québec demeure dans la Confédération.

IV – Tout ou rien

On dit souvent avec raison : "Le Québec n'est pas une province comme les autres". L'AABN accorde une reconnaissance légale à ce fait, et il sera important de respecter cette existence juridique précieuse pour le Canada, même dans une situation différente et dans une nouvelle constitution. Mais cela ne suffit pas.

Il importe de savoir si le Québec peut être un noyau dynamique et progressif, capable de provoquer une renaissance qui doterait tout le pays d'un système économique à direction mixte et d'une organisation politique vraiment démocratique, libre de l'emprise étrangère.

Au lieu de chercher la libération économique et sociale, le Québec pourrait se contenter d'une politique conservatrice qui en ferait une sorte de fossile historique sur le continent nord-américain. Ou encore il pourrait céder tous ses pouvoirs et toutes ses richesses aux sociétés financières en échange de certaines concessions sociales au profit des Canadiens français, leur garantissant un bien-être économique fragile.

Mais seul un Québec progressif peut résoudre les problèmes urgents du niveau de vie de sa population : fermiers, collets-blancs, ouvriers, etc. Et seul un Québec progressif peut amorcer un mouvement de libération économique au Canada.

Un tel mouvement, engendrant une législation appropriée, serait à la base d'une transformation économique et sociale visant à mettre le capital au service de la population. Jusqu'ici, l'éveil québecois ne fut qu'une prise de conscience qui a bouleversé les cadres de la société, et a

fait disparaître un mécanisme dépassé d'auto-défense de la nation canadienne-française. Il en résulte une nouvelle fierté nationale qui se traduit par une activité créatrice exubérante et par un désir profond de participer à la construction du monde de demain. Cependant, l'éveil et les souhaits ne sont que l'amorce d'une renaissance qui devrait aboutir à une société nouvelle, au service d'une humanité renouvelée.

x x x

En résumé : seul un Québec progressif peut sauver les Canadiens français et leur permettre de satisfaire leurs aspirations ; seul un Québec progressif peut amorcer un renouveau canadien ; seul un Québec progressif, dans un Canada progressif, peut redonner aux Canadiens le respect à l'étranger, respect qu'ils ont plus ou moins perdu en devenant des satellites des Etats-Unis.

Le Québec détient le levier dont dépend l'avenir du Canada. Utilisé à bon escient, ce levier permet au Canada d'atteindre à une véritable maturité. Mal utilisé, ce même levier devient un facteur de désagrégation de tout le Canada, y compris le Québec.

Sans un Québec progressif, il n'y a pas de Canada progressif. Sans Canada progressif, le Québec sera étouffé par un Canada conservateur et écrasé par la super-puissance américaine.

La population du Québec peut choisir ou accepter plusieurs chemins vers l'avenir et chacun d'eux offre son cortège de dangers et de risques. Cependant, un seul peut résoudre les graves problèmes sociaux et nationaux. Toutes les autres voies perpétueront un état d'infériorité nationale et sociale aboutissant à une disparition dans un avenir plus ou moins rapproché.

●

Verbiage et mythologie au Canada français

Jean PELLERIN

Le confrère Michel Roy s'est payé une pinte de bon sang l'autre jour. Rendant compte du congrès libéral qui venait d'avoir lieu à Ottawa, il signait, dans le *Devoir* du 14 octobre, une dépêche qu'il titrait, sur deux colonnes à la une : *L'action du Québec n'a porté au congrès libéral que sur notre spécialité : « constitution et culture »*.

Dans les débats vraiment importants, dit la dépêche (qui cite le ministre Maurice Sauvé), le Québec s'est révélé absent. «*Sur la souveraineté économique, sur le retard de la mise en oeuvre de l'assurance-maladie, sur le leadership, sur les questions ouvrières, sur les problèmes sociaux, sur la politique étrangère et la défense, le Québec n'avait presque rien à offrir.* »

Et Michel Roy d'ironiser doucement pour se demander si une certaine génération de politiciens va finir par « sortir, une fois pour toutes, du *bourbier de la constitution* pour édifier un pays, sans avoir à s'arrêter, chaque fois que l'on veut planter un clou, pour se demander si le marteau est très exactement conçu pour ce clou-là ! »

Le journaliste ne fait que souligner, dans les circonstances, un travers qui est vieux comme le Canada français : une collectivité qui n'a jamais vraiment su s'occuper de ses affaires; des gens qui, comme l'a prétendu Laurier, n'ont jamais eu que « des sentiments ».

Exagération sans doute. Tout le monde a des sentiments. Tous les peuples, toutes les nations, tous les empires ont cultivé des mythologies : mythologie de supériorité, mythologie d'infériorité... Au Canada français, on a surtout fait de la mythologie dans l'interprétation des faits, et de la mythologie dans l'interprétation des mots.

1-Mythologie des faits

Depuis 1760, s'écriait récemment M. Pierre Bourgault, leader du *Rassemblement pour l'indépendance nationale* (RIN), le conquérant anglo-saxon a, de plus en plus, remplacé le Canadien français dans la gestion de l'économie et dans les hautes fonctions administratives, de sorte que, aujourd'hui, « nous avons perdu l'habitude des affaires ». (cf LA PRESSE, 4 oct. '66)

C'est là un exemple typique de mythologie dans l'interprétation des faits. Quelle minorité eut jamais l'habitude et l'initiative des affaires ? Minoritaires au sein des deux empires français et britannique, les « Canadiens » le demeurent au sein de l'empire yankee. Ils ne furent majoritaires en Amérique septentrionale que durant 80 ans — soit entre 1760 et 1840. Force de l'habitude sans doute, ils ne surent en profiter.

Avant 1760, ils relevaient du ministre de la Marine de France. Ce ministre, en accord avec le roi, nommait le gouverneur général de la Nouvelle-France. Ce dernier n'était jamais un « Canadien ». C'était, la plupart du temps, un officier de marine qui se tenait sans cesse en contact avec le ministère, et qui gouvernait bien au-dessus de la tête des « colons ». Le « Conseil souverain » était tout ce qui, dans ce genre d'administration coloniale, ressemblait, de loin, au gouvernement responsable. Ce « Conseil » groupait, d'une part, une trinité toute puissante formée du gouverneur général lui-même, de l'évêque de Québec et de

l'Intendant; et d'autre part, une douzaine de citoyens de Québec et de Ville-Marie. A noter que ces citoyens n'étaient pas *élus* par les colons, mais *nommés* par le ministre, à la recommandation du gouverneur général. Comme expérience démocratique, c'était assez mince. Les Anglais du temps étaient politiquement beaucoup plus évolués, ayant dû passer par trois révolutions avant de parvenir à assurer l'équilibre entre le trône et le Parlement.

S'il fallait expliquer d'où vient que les Canadiens français n'ont jamais eu vraiment le sens des affaires, ni même le sens de la simple réalité, il faudrait faire la genèse des diverses mythologies cultivées par la lignée des grands clercs et des grands « chefs » qui se sont succédé à la tête de la caravane canadienne-française depuis 1760. Malgré les révolutions qui se faisaient sous leurs yeux, malgré l'accélération de l'histoire, ces grands clercs et ces grands chefs n'ont jamais tout à fait réussi à s'affranchir des schèmes de l'ancien régime — c'est-à-dire, le régime fondé sur le principe d'une monarchie absolue, française et catholique. Après deux siècles, une certaine élite canadienne-française rêve encore d'une « francophonie » triomphante, un phénomène qui a commencé à mourir en 1760. En effet, on n'a pas assez remarqué que la bataille des Plaines d'Abraham a marqué le commencement de la fin pour la « francophonie ». En termes plus crus, 1760 a marqué la fin de l'*Establishment* franco-catholique d'Europe, et le début des grandes « révolutions », celles qui allaient consacrer l'*Establishment* anglo-protestant d'Amérique, après avoir favorisé celui d'Angleterre.

Mais comme ils étaient et demeurent fils spirituels de l'*ancien régime* (franco-catholique), les mythologues francophones d'Amérique n'ont rien compris à la révolution en chaîne que s'est trouvée à déclencher la bataille des Plaines d'Abraham. Ils n'ont rien compris à la Révolution américaine de 1776, à la Révolution française de 1789, à la deuxième révolution américaine de 1812 et à la guerre civile américaine de 1861. En vérité, les mythologues se sont immobilisés dans le passé; ils n'ont cultivé que leur instinct de conservation. En conséquence, le Canada français n'a toujours été, sous leur égide, qu'un îlot de réaction en Amérique du Nord.

1-1840, 1867 et sir Wilfrid

En 1840, par exemple, les Canadiens français du Bas-Canada jouissaient encore de la majorité dans le premier gouvernement d'Union. Les chefs de cette majorité auraient pu, à ce moment-là, négocier, en force, des privilèges importants. Mais ils n'avaient pas plus compris le sens économique de l'*Union Act* qu'ils n'avaient compris le séparatisme anglophone du *Constitutional Act* de 1791, et le sens politique du *Quebec Act* de 1774. En conséquence, en 1840, ils ne se sont servis de leur majorité que pour rejeter une proposition à l'effet que les débats soient tenus en anglais.

Les Canadiens français sont ainsi faits, m'a dit un jour un historien pince-sans-rire, ils sont au-dessus des questions matérielles; ils ne vivent que pour l'honneur et les prunes. Ainsi, si, par mégarde, un fonctionnaire allait signer, en anglais, leur arrêt de mort, ils protesteraient bien sûr, et avec véhémence. Mais si ce même fonctionnaire avait la délicatesse de le signer en français, ils tomberaient à genoux en disant : « Enfin, on reconnaît notre langue ! »

Les mythologues francophones se sont toujours indignés de la conduite « servile » des Anglophones à l'égard de Londres. En effet, il y a longtemps eu au Canada des Canadiens qui vivaient comme des Anglais en exil. Ces gens-là ne juraient que par l'empire britannique, la langue de Shakespeare et la Couronne, ce en quoi ils ressemblaient à ces autres Canadiens qui vivaient comme des Français (et pour comble *catholiques*) en exil — des Français qui ne juraient, tantôt que par la langue et la culture française, tantôt que par Rome.

En 1867, Rome, métropole des ultramontains, se trouve impliquée dans une lutte contre le pouvoir séculier italien. La réaction du Canada français est automatique, et étrangement semblable à celle des Anglophones du Canada lorsque, près de trois quarts de siècle plus tard, soit en 1940, les bombes allemandes se mettent à pleuvoir sur Londres. Pourtant, les mythologues francophones ont approuvé, sans discuter, l'expédition tragi-comique des zouaves pontificaux, mais ils ont fait quelque chichi lorsqu'il s'est agi de s'élever contre le danger que faisait courir au monde l'hystérie hitlérienne.

En 1864, des Anglophones de Montréal, de Halifax et de Toronto flairent le danger que la guerre civile américaine (1861) fait courir au pays. Aussi, dressent-ils un plan détaillé de la Confédération. Face à l'impétuosité américaine, le Canada éprouve le besoin d'établir un gouvernement central (plus fort et mieux articulé que celui des Etats-Unis) afin d'organiser solidement son économie, et de construire en vitesse des chemins de fer, au cas où le Yankee se permettrait d'autres attaques aux frontières.

Dans tout ceci, les mythologues francophones — pourtant si prompts à aller se battre pour le pape en Italie — ne verront, comme on dit, qu'« une brume ». Ils n'auront jamais de souci que pour leur foi et leur langue. Plusieurs se rendront au rendez-vous de Charlottetown, mais ils n'apporteront rien de positif à la nouvelle formule de gouvernement mise de l'avant. Comme les gens des Maritimes, ils ne feront qu'argumenter et apporter quelques correctifs. En fait, les mythologues n'ont, encore une fois, insisté que sur leurs droits, c'est-à-dire, le respect de leur langue et leur religion. Quand viendra le moment de voter, 91 des participants à la conférence voteront pour le principe de la Confédération, et 33 voteront contre. Vingt-deux de ceux qui ont voté contre sont des Canadiens français qui craignent, non pas l'urgence créée par la guerre civile américaine, mais d'être noyés par la majorité anglophone.

Une attitude aussi négative atteste d'une absence totale du sens des réalités. Plutôt que de participer activement au nouvel équilibre de force qui se précise, l'élite canadienne-française préfère s'isoler dans une attitude boudeuse et réactionnaire. Elle aurait considéré comme une trahison le réalisme nord-américain qui enseigne : « if you can't beat them, join them ». Mais les mythologues ne mangent pas de ce pain-là. Il n'y a qu'une attitude qui leur convienne, et c'est le jusqu'au-boutisme.

En 1909, éclate la guerre des Boers. Au Canada, les impérialistes tiennent, bien sûr, à avoir l'appui des Anglophones, alors que les nationalistes s'arrangent pour organiser l'opposition des Francophones.

Wilfrid Laurier, un Canadien (français, catholique et libéral par surcroît), est au pouvoir. Il cherche un équilibre entre ces deux extrêmes. Pour calmer les impérialistes et les nationalistes, il propose de mettre sur pied une « marine canadienne ». Pareille initiative, selon lui, serait de nature à calmer la presse anglophone, qui est plus britannique que le

roi, et les nationalistes, plus antibritanniques que les Yankees. Le commandement de la future marine serait remis aux Britanniques en temps de guerre, mais demeurerait au moins la propriété du Canada. La formule est originale. Elle permettrait de répondre à l'état d'urgence. Ce serait un effort de guerre national bien de nature à flatter le patriotisme d'une jeune nation.

Mais, ni les nationalistes, ni les impérialistes, ne l'entendent de cette oreille. Du côté impérialiste, on prononce l'anathème contre l'idée même d'une « marine nationale » — « a tin-pot navy », comme on disait dans le temps — tandis que Henri Bourassa, porte-parole des nationalistes, qualifie Laurier de traître et d'impérialiste.

En 1911, les Canadiens français, à l'instigation de Bourassa, s'allieront aux impérialistes qui supportent Borden, et voteront, sans discuter, $35 millions à la marine britannique. Ainsi, le Canada, non seulement aura participé à la guerre des Boers, mais il aura, de plus, voté des millions à la marine anglaise, tout en se privant stoïquement d'une marine à lui.

On a là une sorte de chef-d'oeuvre d'irréalisme : un comble dans l'absence du « sens des affaires ». Incidemment, le cas de Laurier fournit le schème classique du raisonnement à double tranchant qui est en quelque sorte une spécialité exclusive aux mythologues canadiens-français. Quand c'est un Anglophone qui est au pouvoir, le mythologue se considère (ou se croit . . .) comme persécuté. Quand c'est un Francophone, il dit que c'est un vendu et un traître. Même raisonnement sur le plan social, littéraire et économique. Quand un Francophone ne réussit pas, on dit que c'est parce qu'il est Canadien français. S'il réussit, on le tient pour un suspect : un assimilé qui a sans doute trahi sa langue et ses origines . . .

2-1929, la crise et l'ignorance

En 1929, éclate, aux Etats-Unis, une crise économique qui aura forcément des répercussions sur l'économie canadienne. Il va sans dire que le krach de Wall Street ne fut rien d'autre qu'une fatalité inhérente au système économique nord-américain, et d'éminents sociologues en ont

longuement expliqué les causes complexes. Pour le mythologue canadien-français, toutefois, l'explication s'est inscrite dans un contexte racial. Pour lui, tout est simple et limpide. Si tant de Canadiens français ont souffert du chômage, c'est que les usines appartiennent à des Anglophones. A l'en croire, la crise économique a été expressément inventée pour châtier la population de langue française !

Cette manière de voir raffermira, une fois de plus, la réaction. En effet, en 1930, alors que l'Ouest canadien louche sérieusement vers des solutions de gauche et participe par le fait même, à l'avènement de la CCF, la petite bourgeoisie canadienne-française, guidée par ses mythologues, se recroqueville sur son conservatisme et fonde l'Union nationale : un ramassis de conservateurs et de libéraux désenchantés. Terriblement éprouvé par la crise, le Canadien français avait, comme allié naturel, le fermier de l'Ouest. Mais aux yeux des mythologues, la CCF du bon pasteur Woodsworth eut l'air d'une invention du diable. On lui préféra le bon vieux bipartisme. Aussi, dès 1936, emballait-on, pour un quart de siècle, la précieuse ignorance des Canadiens français dans ce chef-d'oeuvre de mythologie qu'on a appelé le duplessisme. C'était porté, aux modestes réformistes du temps, leur coup de fort. Ils ne ressusciteront qu'en 1960, et encore...

En 1939, c'est la guerre. Les mythologues sonnent de nouveau la trompette, et faussent, à qui mieux mieux, les données de la situation. En secret, certains vont jusqu'à penser que Hitler est le fléau que Dieu envoie pour châtier l'Angleterre (ce repaire d'impérialistes maudits), et aussi la France (qui, comme de bien entendu, n'est plus la France depuis 1789).

Mais la guerre est venue, à point donné, enrayer la crise, et la prospérité que les Canadiens français ont connue a quelque peu gâté les thèses des mythologues. En 1960, des réformistes, enfin, succèdent au duplessisme. Les forces ouvrières s'organisent à la moderne. L'école cherche à faire peau neuve.

3-Des sous-développés intellectuels

Les Canadiens français sont un peu plus riches qu'ils étaient. Ils sont aussi un peu plus instruits. Mais ils n'ont pas, pour autant, développé « l'habitude des affaires ». Pourquoi ?

M. René Lévesque apporte un début de réponse à cette question quand il dit que le cours classique enseigne tout, sauf l'économie et les sciences; tout, sauf « les instruments de prise de conscience, de prise en main de la réalité économique ». Selon l'ex-ministre, « l'absolue absence d'éducation économique », doublée d'une absence d'information « précise et honnête », expliquent bien des choses. *(Devoir*, 4 oct. '66)

Les mythologues canadiens-français se sont toujours contentés d'à-peu-près en ce qui concerne le jeu des forces économiques. Ainsi, en septembre dernier, les Etats généraux (rassemblement des représentants du clergé, de la noblesse et du tiers état !) constataient qu'au Québec « 18 pour cent d'Anglophones ont le même nombre d'universités que 82 pour cent de Francophones, soit trois, et ces universités anglophones ont reçu 38 pour cent des subventions gouvernementales ». (*La Presse*, 19 sept. '66)

Constatation exacte. Mais il ne suffit pas de constater; il faut expliquer. Les universités anglophones de Montréal comptent de nombreux mécènes. Que font les Canadiens français quand ils ont quelques sous à léguer ? Ils pensent, tout de suite, à celui qui, dans la famille, a fait un prêtre ou une religieuse. Ils donnent tout pour les bonnes oeuvres de ce prêtre et de cette religieuse-là. Ainsi, ils ont payé — sans rien exigé en retour — toutes les « belles institutions » de la province. Ils ont fait ériger couvents, évêchés, églises superbes, oratoires, presbytères ... Il ne reste rien pour les universités. Si encore toutes ces institutions savaient se montrer reconnaissantes ... M. Sarto Marchand (tout comme jadis M. Victor Barbeau), s'en est pris courageusement, devant les Etats généraux, aux communautés religieuses québécoises qui disposent d'un pouvoir d'achat fantastique et dont 80 pour cent des dépenses vont à l'étranger ! (cf. *La Presse*, id)

Quatre-vingt pour cent ? C'est beaucoup ! Il faut se défier. Il faut surtout demander ce qu'il faut entendre par « étranger ». Il semble qu'aux yeux des représentants du clergé, de la noblesse et du tiers état, tout ce qui est anglophone est étranger...

Mais trève de fantaisie. Le Québec, comme tout le reste du Canada et de l'Amérique du Nord, n'appartient pas aux Anglais, mais aux grands capitalistes. C'est le professeur John Porter, de l'université de Toronto, qui notait, il n'y a pas si longtemps, que 183 sociétés dominent l'économie canadienne. Dans ces 183 sociétés, seulement 760 Canadiens (dont 51 Francophones) constituent ce que le jargon nord-américain appelle la « corporate elite » du Canada.

Deux conclusions s'imposent : les Francophones ne sont ni indépendants, ni habiles en affaire. Les gens du PSQ ont raison quand ils disent que « c'est de Wall Street, et non d'Ottawa, que le Québec doit gagner son indépendance ». Pour ce qui est de l'*habitude des affaires*, il faudrait méditer longuement les paroles que M. Louis-Paul Dugal, vice-doyen de la faculté de médecine à l'université de Sherbrooke, prononçait récemment :

> « Notre groupe ethnique est scientifiquement sous-développé... nous ne « représentons que 10 pour cent des forces scientifiques canadiennes, alors « que la population d'expression française du Québec est d'environ 25 pour « cent de la population totale du Canada... » cf *LA PRESSE*, 11 oct. '66)

II-Mythologie des mots

La mythologie dans l'interprétation du sens des mots n'est pas d'hier. Anciennement, le mythologue défendait sa religion, sa foi, son clergé. Il fignolait de longs sermons pour fustiger le matérialisme des « protestants » ou pour simplement démontrer que *le ciel est bleu et l'enfer est rouge*. Avec abnégation, il affichait son profond mépris pour les biens de ce monde. On se souvient de Mgr Pâquet qui disait que la *mission*

du Canada français consistait « moins à allumer le feu des usines qu'à entretenir et à faire rayonner au loin le foyer lumineux de la religion et de la pensée ».

De nos jours, la phraséologie a changé. On ne parle plus de *mission* ni du *flambeau* de la civilisation française et catholique. On parle de *nation*, de *culture* et de *langue*.

1-Erreur sur la... nation

Le mot *nation* est, sans conteste, celui qu'on galvaude le plus. Les autorités politiques québécoises battent la marche. Après avoir noté que « les Anglophones attachent plus d'importance au sens *politique* du terme, alors que les Francophones insistent davantage sur le sens *sociologique* », le premier ministre Daniel Johnson (cf *Montreal Star*, 19 sept. '66) se dit partisan de la définition française du mot nation. « C'est celle du bon sens, dit-il. Elle est claire et précise. »

Tant mieux. Mais s'il est vrai qu'il y a tellement de différence entre l'acception anglaise et française du mot, il est infiniment probable que c'est l'acception anglaise qui prévaut en Amérique du Nord, et les Francophones s'enferment dans une impasse en ne s'y ralliant pas. Mais écoutons M. Johnson :

> **« Si nous prenons la définition française comme point de départ, il ne fait « aucun doute qu'il y a, au Canada, deux nations. Il n'y a pas une, mais deux « communautés humaines qui se distinguent par la langue, la religion, la « culture, les traditions, l'évolution historique et finalement, par le désir de « vivre ensemble, et ce, même dans les provinces où ils se retrouvent en mino- « rité ,et où ils tendent naturellement à se regrouper régionalement ou locale- « ment de manière à mieux favoriser leur expansion ... »**

L'interprétation en vaut bien une autre. Toutefois, il serait tout aussi vrai de dire que le Canada forme une communauté humaine qui ne se distingue peut-être pas par la langue (on en parle plusieurs au pays), mais par la religion (chrétienne à 95 pour cent) la culture (nord- américaine à cent pour cent), l'évolution historique et le désir de vivre ensemble. Que les Canadiens français cherchent à se regrouper, quoi de plus

naturel. Mais qu'ils le veuillent ou non, ils ont à vivre aussi avec les Anglophones. Ils ont même fait, avec eux, de grandes choses, ce qui, selon Renan, suffit déjà à constituer une nation...

La nation canadienne a certes eu du mal à naître. Mais qu'on le veuille ou non, elle existe. Il y a un groupe distinct d'hommes en Amérique du Nord. Ce sont des Canadiens. Aucun moyen de les désigner autrement. Les Anglophones ne peuvent plus être Anglais, Ecossais, Irlandais, Allemands, Hongrois, Scandinaves, et que sais-je encore, et les Francophones ne peuvent plus être Français, Belges ou Suisses. Tous ces gens-là sont des Américains qui appartiennent à la nation canadienne. Ce sont des Canadiens. Les désigner autrement, c'est se payer de mots.

2-Culture, où es-tu?

Mais laissons le mot *nation* et passons au mot *culture*. M. Johnson dit que « le Canada doit faire face à un groupe de culture française qui a des droits historiques et qui veut vivre conformément à sa culture. C'est un grand défi, mais nous courons vers un désastre si ces gens réalisent qu'ils ne peuvent vivre conformément à leur culture ».

Le Canada français veut *vivre conformément à sa culture*? On est en droit de se demander sur quel fait concret s'appuie cette constatation. On est surtout en droit de se demander ce que signifie, ici, le mot *culture*.

Le dictionnaire n'élabore guère. « Au figuré : se dit des arts, des sciences, des productions de l'esprit : *se livrer à la culture des lettres.* » La sociologie contemporaine a, en quelque sorte, élargi le sens du terme. Dans l'esprit de la plupart des gens, aujourd'hui, le mot *culture* évoque un ensemble d'acquis de civilisation, comme par exemple : une manière de vivre et de penser, des traditions sociales, une langue, l'ensemble de l'avoir artistique, scientifique et littéraire.

Face à cette définition *élargie*, posons maintenant certaines questions. Les Canadiens français ont-ils une manière de vivre et de penser qui diffère tellement de celle qui s'est généralisée en Amérique du

Nord ? Ont-ils un avoir artistique, scientifique et littéraire dont ils soient parfaitement conscients et fiers ? Ont-ils développé des traditions sociales qui leur soient tout à fait propres ?

Des Canadiens français fort sérieux ont assidûment fréquenté ce qu'on appelle *la culture française,* et sont unanimes pour dire que leurs compatriotes ne possèdent pas cette culture-là. D'autres Canadiens français, plus jeunes et peut-être plus injustes, empruntent le style apocalyptique d'un Paul Chamberland pour parler de

« notre enfer canadien ... cette horizon de boue qui circonscrit notre seule « vie ... notre passé de honte ... notre écoeurement collectif (qui fait que) « je n'éructe la première vérité qu'une fois plongé dans la marde jusqu'au « cou ... Nous sommes un peuple taré, et je nous ai d'abord cordialement « méprisés ... » (cf *Parti pris,* jan. 1965)

Sainte colère qui découle d'une fausse analyse. Le jeune Canadien français, comme le Césariot de Marcel Pagnol, ne prise guère sa « galerie des ancêtres ». N'y rencontrant pas de Louis XIV, il trouve suffocante son « intolérable quotidienneté ». Il mériterait que le spectre d'un ancien revienne pour lui dire : « Je crois que l'instruction t'a embelli le cerveau, mais elle t'a gâté le coeur. »

Mais reprenons nos esprits, et essayons de voir la réalité telle qu'elle est. La *culture française* — puisque c'est d'elle qu'il s'agit — est essentiellement européenne, et le milieu où vivent les Canadiens français est essentiellement américain. Il n'y a plus de culture française, ni d'ailleurs de culture anglaise ou européenne en Amérique du Nord. Mais il y a une manière yankee et canadienne d'être Américain. Les Canadiens, quel que soit l'idiome dans lequel ils communiquent entre eux, partagent des valeurs, sont animés d'un esprit, lisent, se documentent, voyagent, réagissent, bref, vivent, non en Européens, mais en Américains. On s'étonne d'avoir à répéter de pareils truismes. Non seulement les Canadiens partagent le « way of life » nord-américain, mais ils y sont attachés au point qu'ils pourraient difficilement s'adapter à autre chose. Dès lors, comment peut-on soutenir que le Canada français *veut vivre conformément* à une culture qu'il ne possède plus ? Comment peut-on écrire que « nous courons vers un désastre » si les Canadiens français « réalisent qu'ils ne peuvent vivre conformément à leur culture » ? Quelle culture ?

3-Une langue de "joual"

Comme le mot *culture*, le mot *langue* fait les délices des bouffeurs de mythologie.

Il ne fait aucun doute que le français est une grande langue de culture. Des chefs-d'oeuvre de la littérature universelle sont rédigés en cette langue qui, sous Louis XIV, connut véritablement la prépondérance dans le monde. Cette époque est révolue. Le français, de nos jours, tend à s'immobiliser dans sa perfection. Il a perdu beaucoup de son initiative créatrice. Cette initiative appartient désormais à l'anglo-américain, lequel, tous les jours, lance des néologismes.

Face à tant de nouveaux mots, le français reste impuissant. Débordé, il décrète que tel nouveau mot n'est pas français et suggère un équivalent qui réussit rarement à passer dans la langue. Il ne fait plus de doute que le français a perdu son hégémonie d'antan, mais au Canada, on affecte de l'ignorer.

Récemment encore, le poète Senghor — de passage à Montréal — réchauffait le coeur de nos mythologues en parlant, avec effusion d'une « francophonie internationale libératrice », d'une langue qui est « une certaine manière de poser les problèmes et d'en chercher les solutions... une communauté spirituelle... une noosphère autour de la terre... »

C'est à en perdre le souffre. Une *noosphère... !* On comprend que le *Livre blanc*, préparé par l'ex-ministre des Affaires culturelles de la province de Québec, souhaite l'adoption d'une loi qui fasse du français la langue prioritaire au Québec. Une noosphère !

Hélas, il y a une difficulté. Il ne suffira pas d'une loi pour que la langue de Corneille et de Racine retentisse haute et claire dans l'air « décolonisé » de la vieille province de Québec. Une pareille loi n'aurait de valeur qu'« à condition d'être appuyée par la collectivité » (l'ex-ministre des Affaires etc. *dixit*).

Mais il arrive que *la collectivité* ne parle plus le français. Elle parle le *canadien*, ou plus précisément le *canayen* : « un parler régional et de surcroît anglicisé », note le *Livre blanc* qui ajoute :

« Le français *canadien* ne peut être une grande langue de culture; il « n'est propre, au vrai, ni à l'expression des réalités culturelles, ni à celle « de la civilisation des techniques... D'autre part (soutient encore le docu- « ment), l'école ne permet pas à la population du Québec d'accéder pleine- « ment au français, langue commune; non seulement elle propage le parler « *canadien*, mais elle l'accrédite. La presse, la radio et la télévision contri- « buent aussi à le répandre. » (cf *La Presse*, 19 sept. '66)

La situation se complique. Si, en plus de *la collectivité*, l'école, la presse, la radio et la télévision se liguent pour empêcher que le français étende, jusqu'à nos rives, sa bienfaisante *noosphère*, on se demande ce que la future loi du gouvernement pourra faire.

En définitive, les mythologues se réclament d'une *nation* qui n'existe pas (au sens *sociologique* et français du terme); ils défendent une *culture* (française et européenne) qu'ils n'ont pas; il exigent (des autres) le respect d'une *langue* qu'ils ne parlent plus. En d'autres termes, les mythologues canadiens-français voudraient appartenir à un milieu culturel francophone et européen, mais leur milieu naturel est anglophone et américain. Plutôt que d'essayer de tirer parti de cette réalité, ils cherchent à la supprimer, comme s'il était possible à la rivière d'arrêter l'océan.

Puisque la *nation* à laquelle ils aimeraient appartenir n'existe virtuellement plus en Amérique, pourquoi les mythologues francophones n'essayeraient-ils pas d'appartenir à celle qui existe réellement et à laquelle l'histoire et la politique les rattachent ? Puisque la *culture* (française) n'est plus, pour eux, qu'un ensemble de valeurs désincarnées, pourquoi ne chercheraient-ils pas à découvrir et à apprécier la culture que leur milieu est en train de façonner, et qui les façonne, eux aussi, plus qu'ils ne pensent ?

Pour ce qui est de la langue, il est vrai qu'elle se désagrège. Il est également vrai que le milieu y est pour quelque chose. Mais il faut tâcher de demeurer lucide. Les Canadiens français appartiennent à l'Amérique du Nord. Quoi qu'ils fassent, ils n'échapperont jamais à ce milieu-là. De plus, il est puérile de toujours s'étonner de ce que la masse canadienne-française parle « joual ». Tout le continent parle « joual », si l'on se réfère à des critères européens. Les Canadiens français ne parlent plus français, et les Yankees ne parlent plus anglais. Qui sait ? Une nouvelle langue est peut-être en train de naître — nouvelle langue elliptique, langue de sigles, de symboles, d'idéogrammes... ?

Il ne faut pas oublier qu'au XVe siècle, et même au XVIe, le français n'avait pas encore vraiment droit de cité. L'Europe était alors dominée par une minorité de savants qui ne parlaient que latin, et qui, fort doctement, s'apitoyaient sur le jargon innommable que parlait la majorité. Or, ce *jargon* est devenu le français, après avoir été, durant longtemps, le « joual » du latin classique...

* * *

La nation canadienne n'a pas de chance. Elle compte trop de Francophones et d'Anglophones qui se réfèrent constamment à une nation et à une culture qui ne leur appartiennent plus. Ils jugent de tout en fonction des critères et des valeurs de l'ancien monde, ce qui les porte constamment à mépriser les critères et les valeurs du nouveau. Ils ressemblent aux Grecs qui ont tenté, jadis, de perpétuer leur langue et leur culture au sein de la « barbarie » toute puissante et triomphante de l'empire romain. Ces Grecs avaient du mal à admettre que l'heure de l'hellénisme était révolue. De même, nos mythologues ont du mal à admettre que c'en est fait de l'impérium culturel de l'Europe. Que nous le voulions ou pas, nous sommes à l'heure de l'impérium culturel et linguistique nord-américain. Que nous le voulions ou pas, nous sommes partie de cet impérium, comme la Gaulle d'après Vercingétorix, ou l'Angleterre du roi Canut, étaient partie de l'impérium romain.

Aux grandes cultures, toujours succèdent les grandes barbaries. Nous sommes les barbares. Apprenons à assumer notre barbarie.*

●

Réflexion d'un adulte sur sa jeunesse nationaliste

Jacques-A. LAMARCHE

Membre actif et dirigeant de l'Association catholique de la Jeunesse canadienne-française (ACJC), j'ai vécu ma jeunesse dans les milieux nationalistes de 1945 à 1955.

Une discussion animée

Vivre dans un milieu nationaliste à vingt ans, c'est exaltant ; d'ailleurs, vivre tout court est exaltant à cet âge. Je ne juge pas le milieu qui m'a formé à sa façon ; quand on a vingt ans, on ne cherche pas les jugements ou les raisonnements. On se préoccupe d'action et de discussion.

Pour la discussion, rien n'a manqué !

D'un côté, les Jeunesses laurentiennes nous accusaient de galvauder l'héritage intellectuel de l'ACJC de nos pères ; de l'autre, l'Action catholique nous accusait d'ignorer l'Eglise.

— Vous êtes, disaient les uns, des intellectuels sans formation nationale. Vous êtes, disaient les autres, des nationaux sans formation spirituelle.

Nous traitions les premiers de primaires et les derniers d'apatrides. Mais les injures, à vingt ans, ne sont ni rancunières ni machiavéliques et elles ne s'expriment pas devant les adultes tant la solidarité des jeunes prédomine. Nous avions tous mieux à faire : de l'ouvrage à abattre, des gens à convaincre, à recruter, à informer. Nous possédions une Vérité et nous allions l'enseigner de par les sentiers du monde.

Des activités communautaires

Quand, autour de tables rondes, nous discutions de C E G (Corporation des Escholiers Griffonneurs aujourd'hui devenue la P E N : Presse Etudiante Nationale), en 1945, avec Gérard Pelletier alors président de la JEC, et un jeune abbé international, Ambroise Lafortune, notre nationalisme étudiait des problèmes techniques et sociaux en toute liberté.

Notre liberté, alors, n'était pas de choisir entre deux biens également désirables, mais de nous affirmer et d'agir. La liberté d'un nationaliste de vingt ans, c'est aussi celle d'un jéciste, d'un communiste ou d'un séminariste : s'affranchir et s'affirmer pour recréer le monde.

Quand, autour de tables rondes, nous discutions de F M J Q (Fédération des Mouvements de Jeunesse), en 1948, avec Pierre Juneau et Jean Dostaler de la JEC, Rosaire Morin et Paul-Emile Robert des Jeunesses laurentiennes, Gilles Mercure et J.-Z. Léon Patenaude de l'ACJC, notre nationalisme étudiait les problèmes de la communauté des jeunes.

Nos discussions avec les mouvements spécialisés d'action catholique nous ont valu de merveilleuses envolées sur l'universalisme et l'intégralisme. Quelles belles engueulades à propos de ces magnifiques « ismes » de notre jeunesse.

— Nous sommes les représentants officiels de toute la jeunesse catholique et canadienne-française. On ne sépare pas cette conjonction. Vous n'êtes que la moitié de vous-mêmes en vous affirmant des catholiques... anationaux !

— Nationaleux dépourvus du sens de la communauté des saints, vous avez oublié l'attitude de Bourassa lui-même devenu silencieux à son retour de Rome !

Nous brandissions le droit de vivre dans un pays à notre taille et déposions les livres de Minville et de Groulx sur la table où s'accumulaient, en échange, des tonnes d'encycliques.

Quand, autour de tables rondes, nous discutions de C C M J (Comité canadien des Mouvements de jeunesse), en 1950, avec Claude Ryan, secrétaire national de l'A.C., nous retrouvions les mêmes jeunes à la recherche de la vérité communautaire. Chacun de nous a sa façon d'être canadien-français ou catholique : les uns militent pour le progrès d'un ordre social au Québec ; les autres croient à l'ordre culturel, je crois à la politisation de la jeunesse québécoise. Lequel de nous aurait admis que l'autre avait raison ?

Par des sentiers différents, avec des groupes affublés de divers sigles, nous cheminions, peut-être, vers la même vérité. La Vérité est une, mais les voies d'accès sont multiples. Et la vérité humaine, c'est le cheminement. A gauche, à droite, on avance vers le même but. Mais à vingt ans, nous ne connaissions pas la gauche et la droite comme telles. J'aurais été étonné d'apprendre que les jeunes dirigeants de l'Action catholique étaient de GAUCHE et que ceux de l'ACJC étaient de DROITE, ou vice-versa ! Il faudra des adultes pour nous parler de progressisme et d'intégrisme.

Le nationalisme n'est pas une doctrine

— Et votre nationalisme d'ACJC, alors, c'était quoi ? Les relents doctrinaires de Bourassa !

— J'avais trente ans quand j'eus le temps de lire l'oeuvre de Bourassa (et encore !)

— Bon, vous étiez tout de même les fils spirituels de Barrès.

—Oh spirituels ! Barrès, c'était pour nous bien plus un romancier qu'un doctrinaire ou un théoricien. J'aurais été fort embêté de com-

menter les *Scènes et Doctrines du Nationalisme*. J'étais bien plus en communication avec son Philippe de *Sous l'oeil des Barbares* disant : « Le problème de la vie se présentait avec une grande clarté ». D'ailleurs, ne lisiez-vous pas Barrès vous aussi ? « Dans son jardin fermé, il introduit avec lui ceux que guident des façons analogues de sentir et des intérêts communs » : je pense que nous nous enfermions tous dans nos jardins de Bérénice.

J'avais assez d'ouvrage à visiter les cercles d'études et à organiser le secrétariat, tout en convainquant mon père que j'étudiais à l'Université malgré tout, que je n'aurais su que faire de doctrines et de théories !

Pourquoi s'embarrasser de doctrines quand il est déjà difficile de convaincre les jeunes d'agir et de former de nouveaux groupes d'étude et d'action. La théorie, n'est-ce pas une invention des adultes qui se justifient ainsi de ne plus oser agir sans avoir réfléchi longuement. Nous n'avions pas toute la vie devant nous : nos vingt ans ne dureraient pas toujours.

Le nationalisme est un moyen

Je ne parle pas en vertu d'un mandat de mes compagnons d'armes; je réfléchis à ma propre jeunesse vécue avec eux. Notre nationalisme n'était pas une fin en soi mais un moyen d'approche. Il était l'expression de notre désir de participer à la construction d'un monde neuf. Vouloir échapper à un moule, refuser le conformisme, vivre dans le mouvement, préparer une société évoluée est une réaction saine, normale et universelle qui permet aux jeunes — de mon temps et de toute génération — de trouver leurs propres moyens d'expression. Le nationalisme de mes vingt ans voulait déboucher sur du concret.

Des jeunes de ce temps ont connu un nationalisme produit de la peur qui régionalise la culture, les arts, les lettres et les hommes. Pas nous. L'équipe de l'ACJC était formée de gars et de filles venus de Québec, Sherbrooke, Hull, Chicoutimi et de Montréal : elle ne s'est jamais passionnée de clochers paroissiaux. Bien au contraire, nous courions de Saint-Boniface à Caraquet. Je pourrais, pour avoir visité presque tous les collèges d'alors, décrire les couleurs et les coupes des

ceinturons, des suisses, des « crémeures » et des « chiennes » du temps ! Notre nationalisme était un moyen de grouper les jeunes et de les intéresser, avec nous, à l'ordre économique et politique canadien.

L'ordre politique

Le nationalisme de mes vingt ans s'est préoccupé de l'avenir politique du Canada. Oui, oui, du Canada. J'ai entendu parler de séparatisme la première fois de ma vie en 1959. C'est Albert Roy qui m'a parlé de *La Nation* de 1938. Ceci m'a permis d'écrire, à l'automne '59:

> **« Qu'un individu soit séparatiste, fédéraliste, provincialiste ou de tout autre acabit, ceci n'implique d'abord que l'ordre national qui vise à procurer aux individus les biens culturels propres à une nationalité. L'ordre politique n'a que faire de la culture. Il implique une relation de droit entre les individus unis dans un ordre national et l'Etat. L'ordre politique s'occupe de cadres juridiques à l'intérieur desquels l'individu travaille au bien commun. Cette distinction faite, je crois que nous aurons un point de départ pour une rencontre des pôles. *La Laurentie* et *Cité Libre*, pour me limiter à ces deux extrêmes, seraient pour notre génération les deux groupes opposés et *pourtant j'ose naïvement espérer que tous deux sont nationalistes. Les individus laurentiens et les individus citélibristes font partie de la collectivité et cherchent le bien commun de cette collectivité.* » *(Tradition et Progrès*, pages 11-12, volume 2, numéro 4)**

Comme il est curieux que sept années plus tard je me retrouve, de plein gré, à la table de rédaction de *Cité Libre*.

J'ai cru, à vingt ans, et je crois encore aux paroles de notre président d'alors à l'ACJC, Me Gaétan Legault :

> ***« L'objectivité immédiate des nationalistes est de faire du Québec un Etat moderne (par opposition à l'Etat actuel que nous pouvons qualifier d'artisanal), et d'utiliser les ressources de cet Etat moderne pour le développement économique, social et culturel des nôtres. »*** **René Lévesque ne dirait pas mieux !**

L'ordre économique

Le nationalisme de mes vingt ans voulait aussi déboucher sur les problèmes économiques. Bien des gens d'alors nous fusillaient du regard

autour de la table de délibération du Conseil suprême de l'ACJC lorsque nous osions réclamer une action économique planifiée. Il nous a fallu des années pour remplacer les avocats et les moralistes par des économistes. Je me suis toujours senti plus attiré vers François-Albert Angers que . . .

— Enfin ! Je me demandais quand vous finiriez par le sortir du sac, ce pontife nationaliste qui a hanté votre jeunesse.

— Angers un pontife ? Comme vous le connaissez mal. Bien sûr que nous n'avons pas toujours été d'accord. Hier comme aujourd'hui, Patenaude et moi discutons avec Angers. Mais un pontife, non . . .

Une parenthèse angérienne

Angers est un économiste, un chercheur, un propulseur. Il a donné à notre jeunesse le goût de la recherche, du terme exact, de la découverte, de l'analyse et de la vérification des faits. Il nous a débarrassés du vasage, de l'à-peu-près, de l'inventé. Il a démystifié la Doctrine nationaliste. Puis-je vous citer une de ses meilleures déclarations ?

> « La tradition nationaliste englobe aussi ceux qui, dans un Etat fédératif, se font les fermes partisans et défenseurs d'un Etat provincial vraiment souverain dans les domaines indispensables à l'épanouissement d'une civilisation particulière. »

— C'est du séparatisme !

— Pas du tout. Angers avait écrit juste deux lignes au-dessus :

> « Certains nationalistes veulent que la fameuse phrase du chanoine Groulx « Notre état français, nous l'aurons ! » soit prise dans son sens littéral et ils inclinent au séparatisme. Mais la tradition n'a jamais restreint aux seuls séparatistes la désignation de nationalistes. »

A vingt ans, on a soif du monde, on refuse de s'enfermer dans un ghetto :

> « Le nationalisme que nous laissons dévoyer dans un usage abusif risque de devenir stérilisant et de nous enfermer dans un ghetto. »

— Ah ! Si vous me citez du Kirkland Casgrain maintenant !

— Pardon, c'est toujours du François-Albert Angers. Cette citation est extraite de sa conclusion, à l'été 1960, d'une enquête menée par Albert Roy sur le nationalisme canadien-français.

. . . fin de la parenthèse.

A vingt ans, donc, notre nationalisme débouche sur l'ordre économique. A preuve, TOUS mes compagnons d'armes ont fait carrière dans ce domaine.

Je sais, aujourd'hui, que notre action fut pénible, parfois erratique, associés que nous étions à ce climat assommant des sacro-saintes élites d'alors. Nous en avions déjà soupé de l'élite. Nous cherchions confusément à sortir d'un cercle vicieux. N'étions-nous pas tous dans le même pétrin, à l'Action catholique, à l'ACJC et à Cité Libre ? Il faudra la grève d'Asbestos pour nous déciller les yeux et nous décider à enterrer les élites. Depuis, nous avons compris que la compétence et l'efficacité sont valables mais alors . . . nous avions l'élite !

L'ACJC s'est battue — avec des armes mal dégrossies — elle a prêché l'achat chez nous à bouche-que-veux-tu car nous en avions marre de manquer de capitaux, d'industries à nous, de leviers de commandes, de positions-clés. Elle a prêché le boycottage parce que l'Anglais était synonyme d'oppresseur. Moi aussi j'ai voulu remplacer l'oppresseur « étranger » par l'oppresseur autochtone. Quelle naïveté. Tous ces gens que nous avons soutenus . . . et dont le dernier geste économique fut de vendre au plus offrant étranger. Tous ces capitalistes que nous avons soutenus parce qu'ils étaient nos capitalistes . . . et dont le premier geste social fut de s'affilier à l'oppresseur étranger pour dominer et exploiter le travail en fonction de la primauté du capital. L'adulte ne juge pas l'adolescent qui aspirait à la conquête économique du monde dans lequel il vivait.

Conclusion

Si le combat nationaliste de mes vingt ans était à refaire, je le referais en entier car je crois encore aux principes de ma jeunesse. Dans l'ordre économique et politique, je crois à la nécessité pour le Québec d'un état moderne qui dispose de tous les leviers de commandes efficaces. L'Hydro-Québec, Soquem, la Société Générale de Financement et même cette pauvre Sidbec sont des outils essentiels à un Etat québécois.

L'adulte est prêt, comme le jeune de vingt ans le fut, à travailler à cet Etat moderne car l'adolescent des années '45 « me rassure étrangement ».

•



ÉTUDES

L'Amérique des brosses à dents de Vance Packard

Yerri KEMPF

« Tout est consommé ! »
« Time is money. »

*

Les Etats-Unis sont d'abord un phénomène économique. Je veux dire par là que le dynamisme de la collectivité américaine est finalisé par des visées économiques et c'est à partir de cette situation que Babitt découvre son échelle de valeurs et se projette dans la vie quotidienne. « Combien vaut-il en dollars ? » Voici la question-clef, celle qui se pose à propos de n'importe quel Américain et qui permet de le classer. Cela ne signifie pas que Babitt soit dépourvu d'esprit et de coeur, mais ce ne sont ni l'esprit, ni le coeur qui lui servent de caution le cas échéant. Aussi les Etats-Unis, au faîte de leur puissance, nous offrent des Ford, des Rockefeller, des rois de gadgets et des trusts au lieu des Shakespeare, Descartes, Goethe, Newton, Einstein que les pays d'Europe produisirent tout au long de leur hégémonie. « *Le nombre des inventions fondamentales dues à des natifs des Etats-Unis est étonnamment peu élevé* », note en effet le sociologue Geoffroy Gorer. Le même précise : « *dans*

une société commerciale relativement dépourvue de structure, un seul étalon permet de prendre sa mesure : le dollar. » J'ai donc choisi le célèbre Vance Packard qui de la « *Persuasion clandestine* » à « *Une société sans défense* » s'évertue à dresser l'image de la « pyramide sociale » américaine et d'en refaire sans cesse le bilan. Non pas que ses ouvrages soient d'une extrême rigueur scientifique, mais ils témoignent d'une entière bonne foi et l'on peut, à partir des observations de Packard, se poser un certain nombre de questions qui concernent l'avenir du Canada et peut-être de l'Occident tout entier.

Le paradis technologique

Il me semble extrêmement important d'examiner cette image, car elle a une valeur symbolique. En effet, les Etats-Unis servent de modèle à la planète et, parler d'américanisation, en observer les symptômes, voire les progrès, est presque devenu un jeu de société un peu partout sur le globe. Le moindre gratte-ciel au coeur de l'Afrique est salué comme un signe ! En réalité, le terme « américanisation » est mal choisi, puisque le véritable responsable de la mutation que subit l'humanité est bel et bien la technologie, dont l'Amérique demeure, il est vrai, le paradis exemplaire. C'est encore à Gorer que je vais faire appel : « *L'un des deux éléments fondamentaux du développement du génie technique américain a été de considérer l'homme comme une machine.* » Ceci étant posé, il faut cependant ajouter que l'expérience américaine repose par ailleurs sur des données entièrement artificielles : plus de la moitié des ressources mondiales à la disposition d'un sixième de la population planétaire, voilà qui fausse entièrement le jeu des forces, si bien que les technocrates avec une prodigieuse inconscience abusent de leur pouvoir, dilapident les richesses naturelles,[1] compromettent de la sorte l'avenir de l'humanité et s'ingénient pour transformer l'homme en robot endetté. Vance Packard rapporte les faits suivants : « *Par la stimulation électrochimique de certains secteurs du cerveau, on peut modifier le comportement d'un individu, ou le faire agir selon le but désiré. Le physiologue d'origine espagnole Jose M. R. Delgado, professeur à l'Université de Yale, membre de l'Association américaine de neuropsychopharmacologues, compte à son actif quelques expériences remarquables d'action à distance, à l'aide des techniques électroniques. Ces expériences ont été*

réalisées sur un groupe de singes. Le Dr Delgado implanta chirurgicalement des électrodes de la minceur d'un cheveu dans le cerveau de chaque animal, puis les connecta à un petit récepteur transistor fixé sur leur dos. Installé dans un laboratoire contigu, le Dr Delgado, en pressant sur tout un jeu de boutons, dirigeait à son gré le comportement de ses singes, libres en apparence de toute contrainte physique. Ainsi les faisait-il marcher, crier, se battre férocement ou s'aimer.» On voit le tableau. Est-ce la vision de notre terre promise à nous, hommes de l'ère énergétique ? Les singes nous ont bien précédés dans les voyages cosmiques ! Si la courbe de production l'exige, pourquoi pas ! Superman est prêt !

Une âme horizontale

« *Dans son essence, l'organisation scientifique du travail implique une révolution mentale complète... Sans cette révolution mentale complète, il n'y a pas d'organisation scientifique du travail. Cette grande révolution implique que les deux parties en présence (Salariat et Patronat) cesseront de regarder comme la question la plus importante celle du partage des bénéfices de l'entreprise, pour concentrer leur attention sur les seuls moyens de les augmenter.»* Ecrites par Frédéric Winslow Taylor en 1912, ces lignes peuvent être considérées comme le programme (au sens cybernétique du mot) de l'entreprise américaine. L'émergence de la puissance des Etats-Unis a été rendue possible par la taylorisation. C'est à partir de la révolution mentale prônée par cet ingénieur génial — je le considère pour ma part comme le seul génie authentique de la civilisation américaine ! — qu'a pu être mise en place et en route l'implacable mécanique de la fameuse efficacité américaine qui est en train d'aboutir à l'enfer cybernétique dont Henry Miller dénonce avec lyrisme le « cauchemar climatisé ». Mais il ne faudrait pas pour cela rendre Taylor responsable de ce cauchemar : il n'a été que l'accoucheur de cette âme vorace et insatiable, entièrement vouée à l'horizontalité dans une perpétuelle fuite en avant et qui plonge ses racines dans l'espace même du continent. L'organisation scientifique du travail s'insère dans une réalité mythique dont l'or a toujours été la loi fondamentale. Déjà Talleyrand qui séjourna aux Etats-Unis bien avant le triomphe de Wall

Street avait été frappé par « *ce pays couvert de forêts et de banques* »... Le germe était déjà là, bien structuré, bien finalisé, tel qu'il explose dans la peinture de Pollock. Ce peintre, le plus significatif qu'a produit l'Ecole de New York, projette horizontalement une rage de vivre presque démentielle. J'insiste sur cette prédominance horizontale, la verticalité étant comme on sait l'expression d'une transcendance et la voie de la métaphysique. Transcendance et métaphysique, des valeurs non cotées à la Bourse... Pourtant Céline a pu parler de New York comme d'une ville verticale : « *Figurez-vous qu'elle était debout leur ville, absolument droite. New York c'est une ville debout... Elle se tenait bien raide, là, pas baisante du tout, raide à faire peur...* » C'est vrai que le gratte-ciel tente d'échapper à l'horizontalité, mais moins pour s'élancer vers le ciel que pour le braver. Alors que la cathédrale gothique était une prière, le gratte-ciel est un blasphème. D'ailleurs rien que le mot gratte-ciel... La première fois que j'ai ressenti cette évidence, c'était au milieu du pont de Brooklyn. Je contemplais ce sacre du printemps en béton armé qui m'entourait de toutes parts et j'étais fasciné par cette volonté de puissance dont j'avais sous les yeux le témoignage irrécusable, tout en ruades pétrifiées, qui atteignait son paroxysme dans le Walhalla de Wall Street. Wall Street ! On sait quel Dieu calcule en ces lieux !

La réussite, mais à quel prix!

« *En l'espace d'un siècle,* nous apprend Robert Jungk, *le rendement calculé en dollars de l'ouvrier américain s'est accru de 1400% pour cent.* » C'est évidemment prodigieux. D'où ce niveau de vie diluvien des Etats-Unis et qui fait rêver l'univers. Pourtant, en y regardant de plus près, cette prospérité coûte cher et fait penser au mot de Becque : « *Il est arrivé, mais dans quel état !* » Les Américains nagent dans l'opulence, mais au prix de quoi ! « *L'efficience et le rendement priment la liberté,* » constate Robert Jungk. Pour s'en rendre compte, la lecture d'« *Une société sans défense* », le dernier ouvrage de Vance Packard, constitue un compte-rendu accablant. Nous apprenons par exemple, que l'agence Bishops a rassemblé cinq millions de rapports. Chaque rapport comporte de 12 à 18 pages et accumule des renseignements de tout ordre :

psychologique, social, économique, médical, sexuel, etc..., renseignements recueillis soit avec la collaboration des intéressés, soit à leur insu. Or les cinq millions d'individus visés, ce sont d'une part les cadres et, d'autre part, toutes les personnes qui comptent dans le monde des affaires. Bien entendu, l'ensemble de la population est soumise le plus naturellement du monde à des contrôles constants et qui font aussi l'objet de dossiers. Ainsi la *Retail Credit Company*, à elle seule, en détient 42 millions ! Le détecteur de mensonges est devenu, dans de nombreuses entreprises, une routine acceptée par tous et, dans la plupart des édifices administratifs, le contrôle électronique ne quitte aucun employé un instant : il faut éviter toute perte de temps. Même en dehors de leur travail, certains « responsables » subissent une surveillance implacable : leur téléphone est branché sur une table d'écoute et les murs de leur appartement ont des oreilles... Jusque dans les hôtels les plus importants de chaque ville, on a prévu quelques chambres, munies des mêmes perfectionnements. Voici le tableau idyllique que Vance Packard trace de cet état de choses : *« Mom » essaye une robe au rayon d'habillement des grands magasins. Un récepteur de télévision dissimulé derrière un panneau à claire-voie enregistre ses allées et venues et protège les marchandises contre toute tentative indue. « Dad » expose à ses collègues, réunis autour d'une table de conférence, la situation des affaires dont il a la charge. A ses côtés, un détective suit attentivement ses paroles. Il contrôle, pour le président de l'entreprise, la véracité des faits rapportés. Quelque part ailleurs, un courtier d'assurances parle au téléphone avec un employé de banque et s'enquiert des avoirs de « Dad » et du montant de ses traites impayées. Le fils, John, qui vient de quitter le collège, est assis sur un siège, une sangle élastique autour de la taille et une électrode à la main. John a postulé une place de vendeur dans une maison d'appareils électroniques. On lui fait passer un test de vérité afin de vérifier son honnêteté, la pureté de ses moeurs et de ses intentions. La fille, Mary, est à l'école, en classe de troisième. Elle s'efforce en ce moment de répondre aux deux cent cinquante points d'un questionnaire qui se trouve devant elle. On lui demande, entre autres, de dire si ses parents se querellent souvent, s'ils lui ont jamais parlé de choses du sexe et si ses règles ne lui causent aucun souci...* » Packard a soin de préciser : « *Les événements groupés*

ici ne sont certes pas tous vécus au même moment par les membres d'une même famille, mais ils sont vécus tous les jours par un nombre considérable de citoyens des Etats-Unis.» Il faut avouer que c'est plutôt mignon ! A New York, le bruit court, que la Statue de la Liberté, à la suite de la parution de l'ouvrage cité, aurait demandé son passeport . . .

Chi-chi, nous voilà !

Paul Morand prétend que *« les machines sont les seules femmes que les Américains savent rendre heureuses. »* Là encore, il est bon de se référer à certaines pratiques, comme celle de l'insémination artificielle, car elles contribuent à la création d'une mentalité : *« Brusquement, le surveillant ouvre la porte et s'écarte vivement. Un taureau fonce droit devant lui ; d'ailleurs il n'a pas le choix. Il est retenu par une chaîne accrochée à un charriot qui roule sur un rail au-dessus de lui. A l'autre extrémité, un couloir s'ouvre, plongé dans la pénombre, qui vient buter contre quelque chose dont je ne comprends pas la nature. Serait-ce une vache ? De loin, on le dirait ; pourtant, quand le taureau se dresse et la couvre, aucun meuglement, à part celui du mâle en rut. Le taureau a sailli une femelle factice . . . »*[2] Cette conception « efficace » de la sexualité imprègne le célèbre roman de Mary McCarty : « Le groupe ». L'extrait suivant donne un aperçu assez édifiant du phénomène : « L'interrogatoire commença, comme dans une consultation médicale ordinaire. Dottie répondit aux questions qui lui étaient posées sur les maladies, dont elle avait souffert dans son enfance et sa jeunesse : rougeole, coqueluche, eczéma, asthme. La doctoresse prenait des notes . . . *« Est-ce la première fois que vous avez eu des rapports sexuels, Dorothy ? » La question découlait si naturellement de celles qui lui venaient d'être posées que Dottie répondit sans l'ombre d'une gêne. Elle était fascinée par la personnalité et le tact de cette femme. On aurait dit qu'elle se servait d'un délicat forceps pour vous arracher sans douleur des réponses. Les questions qu'elle lui posait sur son dépucelage étaient si peu indiscrètes . . . Dottie avait-elle été complètement pénétrée ? Avait-elle beaucoup saigné ? Beaucoup souffert ? Quelles mesures préventives avaient été prises ? L'acte avait-il été répété ? « Coïtus inter-*

ruptus », murmura la doctoresse qui écrivit quelque chose sur un bloc à part . . . » La séance se poursuit. Dottie essaie d'ajuster un pessaire, « *objet glissant, enduit de gelée* » . . . Et la doctoresse achève sa consultation par ces mots : « *Je vais essayer de vous aider, Dorothy. Tout ce qui donne l'agrément à l'acte sexuel est permis et avouable. Il n'y a pas de pratiques manuelles ou buccales interdites en amour, si les partenaires y trouvent plaisir . . .* « Hélas, il semble que le plaisir foute le camp, comme dirait Léo Ferré. Les rapports humains, polarisés par une sexualité aussi démythifiée frappent par leur absence de tendresse et donnent le sentiment d'un monde sans âme. « *Au lit, ils enlevaient leurs lunettes d'abord et leurs râteliers dans un verre et plaçaient le tout en évidence. Ils n'avaient pas l'air de se parler entre eux, entre sexes, tout à fait comme dans la rue. On aurait dit de grosses bêtes bien dociles, bien habituées à s'ennuyer. Je n'ai aperçu en tout que deux couples à se faire à la lumière les choses que j'attendais et pas violemment du tout. Les autres femmes, elles mangeaient des bonbons au lit en attendant que le mari ait achevé sa toilette. Et puis tout le monde a éteint.* » Cet instantané d'un soir à New York du voyeur Céline exprime la chose à la perfection. L'Eros sans ailes qui veille sur les nuits américaines est une larve vicieuse, une énorme mite et qui ruine sous les néons multicolores dans une soûlographie blafarde l'équilibre psycho-somatique de la nation. La « *Cité de la nuit* » de John Réchy dévoile avec impudeur le processus. On y assiste à l'inversion généralisée d'un continent. De ville en ville, le Parsifal de cette quête des bas-fonds, fait surgir des orgies lugubres où s'enfilent une traînée de tantes et de putains. Le tout s'achève par l'apparition de Chi-Chi, la Vierge Maculée au milieu du Mardi Gras de la Nouvelle Orléans : « *Même parmi les tapettes, la mêlée des visages, des yeux fardés, des corps travestis — même là, au Rocking Times, on la remarquait parmi toutes les autres : une tapette juchée sur un tabouret comme un hibou blanc effarouché : un type aux cheveux décolorés, frisés au petit fer, au visage fardé où dominaient jusqu'à l'invraisemblance les yeux les plus grands, les plus larges, les plus noirs que j'aie jamais vus, étirés au crayon jusqu'au coin des tempes comme deux énormes têtards. Avec ses boucles et ses frisettes décolorées et l'abîme dévorant de ses yeux, elle ressemblait à une Cassandre folle, consumée intérieurement par de vains secrets, dans l'indifférence générale, brûlée par un feu qui ne dévore qu'elle, tandis*

que personne ne veut voir la prophétie qui illumine son visage.» Mane, Thecel, Pharès... La *«Cité de la Nuit»* s'achève sur ce cri pathétique : *«Pourquoi les chiens ne vont-ils pas au ciel?»*

A la poubelle!

De toute évidence, l'homme soumis à pareil déluge y perd son âme, si bien que l'Américain en arrive à se conformer presqu'entièrement aux théories behavioristes : il se laisse conditionner et perd peu à peu toute identité. On le numérote. On le fiche. On le régule. On l'électronise. Les notions du bien et du mal sont du domaine des ordinateurs et non d'une conscience morale. Faut-il alors s'étonner qu'en une année, Jaspan — encore une agence — ait découvert un ensemble de fraudes s'élevant à 60 millions de dollars! Soixante-deux pour cent de ces fraudes étant le fait de cadres exécutifs et supérieurs. De son côté Dennis Gabor[3] précise : *«Il existe aujourd'hui aux Etats-Unis 4 millions d'alcooliques invétérés, taux qui se relie à celui de la Suède. Le taux est plus élevé dans l'Ouest américain qui, par son climat et sa richesse, est plus proche de l'état de paradis industriel. A San Francisco, cité ravissante, un adulte mâle sur dix est alcoolique. Pour ce qui est de la criminalité, les Etats-Unis viennent en tête de tous les pays du monde.»* Par ailleurs, Lederer[4] affirme : *«Les fonctionnaires américains sont fameux dans le monde entier pour l'imprécision de leurs observations personnelles.»* Toutes ces remarques convergent sur la même insuffisance du noyau même de la conscience de l'homme américain. C'est qu'il vit dans un climat corrosif et subit une dégradation permanente de son sens non seulement moral, mais simplement signifiant : l'homme américain perd la boussole! Dans certaines usines, on fabrique systématiquement de la camelote et de graves revues publient des articles pour justifier pareille pratique, salut de l'économie américaine, selon les auteurs de ces considérations. Un patron, cité par Vance Packard, va jusqu'à se vanter : *«Tout ce que nous fabriquons va à la poubelle.»* La mentalité qui résulte de tout cela aboutit à des drôles de situations : *«J'ai récemment perdu un plombage dans un caramel que m'offrait ma fille. Pressé par l'urgence, je me rendis chez un dentiste que je ne connaissais pas dans la ville de Nouvelle Angleterre où je me trouvais à ce moment-là. Deux semaines plus tôt mon dentiste*

habituel, dont j'admire la compétence, m'avait fait une révision complète. Le nouveau m'emplit la bouche de tampons de gaze et d'un tube pour aspirer la salive. En attendant que sa préparation durcisse, il commença à m'explorer la mâchoire en tapant et piquant les autres dents. Les pansements dans la bouche m'empêchaient de protester. Il me dit d'un air préoccupé que deux de mes plombages étaient en mauvais état et avaient besoin d'être remplacés. Il continua à inspecter les quelque trente autres plombages dont je suis gratifié et annonça d'un ton grave : « Au fond il vaudrait mieux les remplacer tous. Ils commencent à être vieux, et finalement vous y gagnerez. » J'émis quelques sons étranglés en secouant vigoureusement la tête, et il changea de conversation. » On peut rire de l'aventure, dont Packard fut le héros, mais il est beaucoup plus difficile de s'esclaffer devant une autre révélation du même Packard : « Après la guerre de Corée, les autorités militaires ont voulu savoir pourquoi tant de soldats américains prisonniers étaient devenus collaborateurs, ou avaient fait preuve d'un égoïsme farouche, ou s'étaient effondrés et laissé mourir. Un tiers des G. I's faits prisonniers collaborèrent d'une façon ou d'une autre, un autre tiers moururent en captivité. Mais fait plus frappant encore et quasi unique dans l'histoire, vingt-et-un prisonniers refusèrent de rentrer chez eux après l'armistice. Par contre, les centaines de soldats turcs faits prisonniers résistèrent pratiquement tous aux pressions politiques et bien que la moitié d'entre eux aient été blessés au moment de la capture, pas un seul ne mourut dans les camps. Le secrétaire d'Etat à l'Armée qualifia le comportement des prisonniers américains de Corée « d'angoissant ». Un médecin militaire en conclut que le caractère de beaucoup de jeunes Américains était gagné par la mollesse et qu'ils semblaient manquer des ressources morales de leurs ancêtres. » Un rapporteur du ministère de la Justice estime de son côté : « Nous semblons avoir fait dévier le sens des valeurs qui a fait de nous une grande nation. Le monde des adultes fait passer de plus en plus la satisfaction de ses appétits avant le devoir. Ces signes avant-coureurs de la décadence ont contribué dans l'histoire à la chute de nombreuses civilisations. » Hé oui, « tout ce que nous fabriquons va à la poubelle ! »

La publicité, fée... Carabosse

En 1954, les grandes firmes américaines décidèrent d'adopter la recherche des motivations, prônée par le Dr Ernest Dichter, au niveau de leur stratégie publicitaire. Il s'agit là d'un événement majeur. Jusqu'alors la publicité prospectait le marché et procédait à des sondages statistiques pour aider l'écoulement des marchandises. Gallup peut être cité comme représentant-type du genre qui relève de la sociologie et de la loi des grands nombres. Cette technique donnait toute satisfaction aussi longtemps que les besoins du consommateur étaient supérieurs ou égaux à l'offre de la production. Or, je l'ai déjà signalé plus haut, la productivité croît sans cesse aux Etats-Unis. Elle a pratiquement doublé au cours du dernier quart de siècle, si bien qu'elle a fini par déverser sur le marché un surplus de produits, surplus que Packard estime à 2/5. Deux cinquièmes de ce qui sort des usines américaines sont superflus, ne correspondent à aucun besoin réel du consommateur. C'est à partir de cette situation que la publicité, basée sur la sociologie, s'avère insuffisante. Il ne s'agit plus désormais d'informer le consommateur éventuel, mais de le provoquer. De lui imposer des choix, d'augmenter artificiellement ses besoins, de fausser si nécessaire son pouvoir d'achat. En quelques mois, les « motivationnistes », disciples de Dichter, le psychiatre déjà cité, deviennent les *Deus ex machina* de l'économie américaine : ils commencent par se multiplier et passent en quelques mois de 150 à 7.000. On s'attaque maintenant directement au consommateur. On le teste. On le psychanalyse. On le motive. A prix d'or bien sûr. Les frais de publicité qui s'élevaient à 6 milliards en 1950, atteignent 9 milliards en 1955. Ça va bien ! Ça va de mieux en mieux ! La lunette de soleil Davy Crokett s'arrache dans les magasins. Très exactement 1 million de paires de vendues en huit jours. On exploite à fond tous les points faibles de l'homme : le sexe, la vanité, la bêtise. L'Américain se rue sur la pacotille comme le taureau sur la vache fantoche. Il se couvre de dettes. Louis Wiznitzer, dans le MacLean de juillet dernier, avance le chiffre de 500 milliards. Mais la productivité continue de s'accroître. On en est à envisager la « consommation obligatoire. » On distribue des cartes de crédit aux adolescents : il faut leur donner de bonnes habitudes. Un homme d'affaires, passant devant une cour d'éco-

le en compagnie de Packard confie à ce dernier : « *Regardez tous ces gentils petits dollars !* » Packard croit à une « demi-plaisanterie ». Quand on sait qu'il y a près de 80 millions de moins de vingt ans aux Etats-Unis, on est en droit de se demander si l'hypothèse de la plaisanterie est vraiment plausible. Et quand en plus on apprend que chaque petit Américain est censé dépenser 400 dollars dans son année, on ne se pose même plus la question : un businessman ne plaisante pas avec ces choses ! C'est le moment de citer Carl Sandburg : « *La poésie est l'imitation du cri qu'on profère en trouvant un million de dollars et l'imitation du cri qu'on pousse en les perdant !* » L'Amérique n'a pas fini de crier.

Et si ça s'enrayait !

« *Considéré en tant que machine, l'homme n'est même pas bon à servir la machine* » nous avertit Aurel David. Et en effet, « *la logique du système aboutit à ce résultat que l'homme doit se plier lui-même aux méthodes qu'il emploie pour asservir la nature. A son tour, il est scientifiquement contrôlé, ses aptitudes sont vérifiées et on le rejettera comme un vulgaire outil dès qu'il ne remplira plus la tâche que l'on attend de lui.* »[2] Les critères qui président à la sélection des cadres risquent de jouer un mauvais tour au capitalisme. En effet, le comportement qu'on exige de ceux qui, selon Vance Packard, se lancent à l'« Assaut de la pyramide sociale » est d'un conformisme accablant. L'incroyable docilité de l'arriviste américain a quelque chose de confondant. « *De cinq sources différentes, on m'a suggéré le mot « sain » pour caractériser le candidat cadre idéal. Cet homme gentil, modeste et sain qui ressemble à votre voisin, n'aura pas de moustaches qui peuvent être interprétées comme un signe de laisser-aller. Seulement 4% des centaines d'hommes d'affaires participant au cours de perfectionnement de Harvard portaient des moustaches, aucun ne portait une barbe. L'homme ainsi défini ne fume pas la pipe (ce qui sous-entendrait qu'il est de nature paresseuse ou trop mou pour être un homme de décisions). Il n'est pas roux (car chacun sait que les hommes roux ont trop de tempérament)* » Mais il faudrait tout citer. La puérilité de certaines règles relève carrément du gâtisme : « *Il y a une chose que j'ai remarquée au sujet de l'habillement du personnel dirigeant : ils portent toujours des*

chaussettes longues, sans doute pour éviter que leurs subordonnés puissent apercevoir un bout de peau lorsqu'ils croisent les jambes.» C'est une remarque du directeur de la Haute Ecole d'Administration de Michigan. Pour parvenir au sommet de la pyramide, il faut porter des chaussettes longues ! Seulement une fois parvenue au sommet, la « chaussette longue » se trouve devant un problème entièrement nouveau : elle doit prendre des décisions. Peut-être celle de se promener pieds nus ! Ce qui lui est physiologiquement impossible. En conditionnant l'homme au point d'extirper tout esprit d'initiative, le pouvoir créateur de l'entreprise américaine risque de se bloquer. A ce propos, il est remarquable combien est élevé le pourcentage d'immigrants de fraîche date qui occupent des postes-clefs. Or cette source d'approvisionnement, essentiellement européenne, peut fort bien se tarir un jour. Et alors qu'arrivera-t-il ? L'Amérique est-elle capable de produire elle-même ses têtes chercheuses ? Il est permis de se poser la question. Il est même permis d'en douter.

* * *

Un coup de brosse à dents

Les Etats-Unis sont aussi et indéniablement la plus grande puissance mondiale. On les voit à l'oeuvre au Viet Nam où ils sèment des bombes et récoltent des Viets Congs. Quant à leurs succès diplomatiques, ils font la joie des chancelleries. C'est que la publicité s'occupe aussi de politique et que son sens de la camelotte y trouve un exutoire rêvé. « *Vous vendez vos candidats et vos programmes de la même manière qu'une entreprise vend ses produits* », a déclaré Léonard Hall, brillant stratège démocrate. Un autre publicitaire, Léone Baxter, à qui on demanda un jour s'il aurait triomphé de la même façon dans soixante campagnes en menant celles du parti opposé, répondit : « *Je crois que nous aurions été victorieux dans presque toutes.* » Le pauvre Stevenson avoua sa honte de « *concourir pour un prix de beauté plutôt que de prendre part à un débat solennel !* » Bien entendu, le malheureux fut battu. Un publicitaire à la retraite a éprouvé le besoin d'écrire un roman: « *The golden kazoo* » qui mériterait de devenir une sorte de Bible. « *Songez à votre marché voyons !... Votre marché, c'est quarante à cinquante millions de crétins, assis chez eux en train d'écouter votre publicité à la radio ou à la télévision.*[5] (L'exhortation s'adresse à un candidat à la présidence des Etats-Unis) *Pensez-vous ! Ces types-là se soucient-ils de l'âge atomique ? Pensez-vous ! Ils se soucient de la note d'épicerie de samedi prochain...* » Un publicitaire en activité ne raisonne pas autrement : « *J'imagine que l'électeur dans l'isoloir hésite comme dans une pharmacie lorsqu'il s'agit de choisir entre deux pâtes dentifrices. Il choisira finalement la marque dont on lui a le plus rabattu les oreilles.* » Il ne nous reste plus qu'à lui offrir une brosse à dents. Et *souriez jaune !*

●

Renvois :

1. L'eau est rationnée à New York.
2. Robert Jungk : « *Le futur a déjà commencé.* »
3. Dennis Gabor : « *Inventons le futur.* »
4. Lederer : « *Un peuple de moutons.* »
5. La famille moyenne américaine passe 38 heures et demi par semaine devant le petit écran, 38½ heures dont 6 sont consacrées à la publicité.

BIBLIOGRAPHIE :

Vance Packard : « *La persuasion clandestine* » — « *Les obsédés du standing.* » — « *L'art du gaspillage* » — « *A l'assaut de la pyramide sociale* » — « *Une société sans défense.* »

William J. Lederer : « *Un peuple de moutons.* »

Geoffroy Gorer : « *Les Américains.* »

Robert Jungk : « *Le futur a déjà commencé.* »

Dennis Gabor : « *Inventons le futur.* »

Ernest Dichter : « *La stratégie du désir.* »

Hyacinthe Dubreuil : « *Des robots ou des hommes.* »

Aurel David : « *La cybernétique et l'humain.* »

Céline : « *Le voyage au bout de la nuit.* »

Mary MacCarthy : « *Le groupe.* »

John Réchy : « *La cité de la nuit.* »

McLEAN de juillet 1966

Réforme pédagogique des enseignements élémentaire et secondaire

Bernard JASMIN

1. Le problème général

Dessein premier de l'enseignement classique : un humanisme

Nous assistons, depuis bientôt quinze ans, à une transformation totale des programmes d'enseignement dans les institutions classiques du Québec. Comme en France, l'enseignement classique du Québec était fondé sur les humanités anciennes et les mathématiques. Les Renaissants ont cherché, en interrogeant les textes de l'Antiquité, à répondre à de nombreuses questions. Si on se limite à la Renaissance française, on peut souligner deux intentions dominantes qui ont guidé leur approche des oeuvres antiques : d'une part, la volonté de fonder une science de l'âme humaine, d'autre part, la recherche des normes esthétiques. De la Renaissance, âge d'or de la pensée antique dans l'occident moderne, jusqu'à la querelle des Anciens et des Modernes dans le milieu littéraire français, l'évolution de l'attitude envers les oeuvres antiques donne le pas à la pensée esthétique. Dans l'enseignement secondaire français, les intentions des Renaissants resteront présentes et seront révélées avec plus ou moins d'acuité selon la conviction et la connaissance des enseignants. (On peut douter que notre enseignement secondaire ait amené beaucoup d'élèves à connaître la pensée antique et à l'aimer).

L'addition de nouveaux contenus d'enseignement a mis en question cet humanisme

L'addition de la littérature française aux lettres antiques dans les programmes d'enseignement secondaire allait en modifier insensiblement l'orientation générale. A ce sujet, il est difficile de faire le point, mais on peut affirmer que la présence des lettres françaises est justifiée par des considérations esthétiques et nationales, mais qu'elles ne servent pas de normes pour fonder un nouvel humanisme. En introduisant, après la littérature nationale, des littératures étrangères modernes, on s'oriente de nouveau vers des problèmes de signification qui dépassent les questions esthétiques et nationales. On ne cherche plus seulement à donner une connaissance approfondie de la langue, à faire connaître une psychologie des sentiments exprimés sous un mode particulier à l'intérieur de son propre univers linguistique, mais on veut envisager divers aspects de l'incarnation humaine dans des milieux géographiques et historiques différents.

La recherche des contenus d'enseignement au niveau des lettres modernes a été accompagnée d'une croissance de l'enseignement des sciences exactes. Et l'évolution des programmes dans ces deux domaines, s'est souvent faite dans l'opposition, — au mieux, dans des lignes parallèles — sans que l'on réfléchisse sur les rapports profonds entre les sciences et les lettres.

L'opposition lettres-sciences exprime avec passion la scission sujet-objet

Les professeurs de lettres jugeaient leur enseignement incomparable pour développer la noblesse d'expression, pour éduquer les sentiments et former le jugement moral et esthétique. De leur côté, les professeurs de sciences, considérant le développement du monde, son orientation vers les techniques, étaient convaincus d'année en année, de jour en jour, de la nécessité de faire naître chez les adolescents une attitude plus objective en face du monde. On pourrait dire, à juste titre, que les professeurs de lettres représentaient la subjectivité, et que les professeurs de sciences voulaient représenter l'objectivité. Ces deux attitudes se sont affirmées avec passion, et nous nous trouvons finalement devant deux conceptions de l'enseignement dans une même école, devant un pluralisme de programmes, sans qu'on puisse trouver la rencontre nécessaire, et sans pouvoir établir une notion de savoir qui précède la notion de science et qui puisse synthétiser les divers aspects de la recherche contemporaine.

Le problème du savoir qui se traduit en langage philosophique par le terme d'épistémologie, en langage pé-

dagogique par le terme de didactique, prime les divers contenus de programmes, prime la dualité lettres-sciences, et c'est uniquement en se posant ces problèmes fondamentaux que nous pourrons finalement concevoir une vision de l'enseignement qui soit capable d'intégrer tous les modes de la connaissance, et qui puisse également joindre l'homme, créateur de ces divers aspects du connaître. La dualité sujet-objet, lettres-sciences, n'en est pas moins féconde puisqu'elle nous amène à une interrogation fondamentale et nous oriente sans doute vers un nouvel humanisme.

Pour un nouvel humanisme : intégration des disciplines

Nous sommes convaincus que le conflit des divers enseignements disparaîtra grâce à l'intégration progressive des sciences humaines qui nous amènera à repenser tous les contenus de l'enseignement. Nous croyons qu'il faut chercher une voie nouvelle de l'enseignement des lettres et diriger l'enseignement secondaire vers les sciences de l'homme. Il y a déjà une tradition de l'enseignement des sciences humaines au niveau secondaire, puisqu'on y a introduit depuis longtemps l'étude de l'histoire : cette étude s'est faite d'abord en fonction d'un dogmatisme nationaliste ou d'une idéologie religieuse, ce qui nous amène à dire qu'on se servait de l'histoire plus qu'on ne servait la pensée scientifique, mais ces attitudes sont compréhensibles tant que l'homme n'est pas arrivé à créer par la science, et par la technique, un monde nouveau qui exige de regarder les phénomènes avec une plus grande objectivité. L'histoire-propagande est le reflet des sociétés fermées. Mais l'histoire peut demeurer l'introduction aux sciences humaines : qu'il s'agisse de sociologie, de psychologie, d'anthropologie ou d'économie . . .

L'activité du créateur : modèle unique et unificateur pour l'enseignement

Une des difficultés majeures de l'enseignement des sciences exactes est d'avoir présenté à l'étudiant du secondaire un monde tout à fait extérieur à lui-même, un monde purement objectif qui ne tenait pas compte des interrogations du chercheur, de son dialogue avec le monde. Il est certain que Newton, s'interrogeant sur la chute d'une pomme, dialogue avec l'univers : non seulement il est intéressé par le phénomène, mais lui-même est intérieurement conformé à cette situation. C'est son destin qu'il exprime par une loi scientifique.

La distance entre le créateur scientifique et les inter-

prêtes est devenue trop grande, de sorte que la science, qui intéresse l'adolescent comme instrument d'action, ne contribue pas suffisamment à l'éveil de sa conscience. Devant une telle situation, nous comprenons l'attitude défensive des professeurs de lettres : ils se voient les gardiens de la subjectivité qui a été à la source de la civilisation occidentale.

Si nous analysions tout l'enseignement avec la même intransigeance, nous nous rendrions compte que trop souvent, les professeurs de lettres, malgré leurs revendications humanistes, créent une situation analogue à celle créée dans l'enseignement des sciences. De même que cet enseignement se nourrit peu à l'oeuvre même du créateur, il est rare que les professeurs de lettres remontent jusqu'aux intentions créatrices de ceux qu'ils enseignent. Dans un cas comme dans l'autre, on ne trouvera aucune possibilité de synthèse ou de rencontre sans retourner aux sources de l'activité créatrice.

Non seulement des programmes nouveaux, mais une pédagogie nouvelle

Le problème que nous posons nous engage sur plusieurs voies. Nous pourrions chercher, sur le plan des programmes, à créer un nouvel équilibre, mais nous croyons que de toutes les voies offertes, la plus féconde est celle qui nous mènera à une recherche radicale des problèmes du savoir et de sa communication. Depuis Rousseau, des pédagogues qui furent des épistémologues remarquables, se sont préoccupés de la communication du savoir. Dans leurs questions, il est très rare qu'ils aient opposé, comme les enseignants l'ont fait, le problème des sciences et le problème des lettres : ils n'ont pensé qu'à la façon de développer les modes de communication du savoir, ils n'ont envisagé que le processus de connaissance : comment éveiller la connaissance de l'enfant devant la réalité, comment orienter la relation fondamentale de l'enfant au monde ?

Ayant vraisemblablement pris comme modèle, l'activité de connaissance des créateurs et de sciences et d'art, ils ont apporté une contribution nouvelle aux problèmes de l'apprentissage. Cette pédagogie nouvelle, dite active, veut que l'enfant, dès le départ, soit invité à participer à l'apprentissage. Elle veut qu'on sauve, dans la mesure du possible, l'interrogation naturelle de l'enfant devant les phénomènes, ce que nous appellerons ici la spontanéité de l'esprit. Nous savons tous, théoriciens et enseignants, que le défi est difficile à relever, mais nous soupçonnons

tous également que la solution des problèmes pédagogiques se trouve dans cette direction, et non pas au niveau d'une opposition entre telle et telle discipline.

Une pédagogie nouvelle doit d'abord comprendre le rapport original de l'esprit au monde

Toutes les disciplines traduisent notre rapport au monde sous des aspects différents, et avant qu'elles se constituent, il n'y a que des activités immanentes à notre intelligence ou à notre corporéité. Le meilleur exemple est peut-être celui de la technique qui est en rapport étroit avec nos activités cérébrales et corporelles. Dans les sociétés non-techniques, le corps était condamné à une action matérielle qui l'empêchait de prendre son véritable sens, il était voué au travail servile ou à la procréation; il devient maintenant libre d'entraves pour s'élever au niveau de la vie spirituelle.

Les penseurs pédagogiques, en étudiant les voies de la connaissance, à partir de l'enfance, ont voulu trouver les moyens pour éveiller très tôt chez l'enfant des modes de réflexion que l'on rencontre d'une façon privilégiée chez les artistes et chez les savants. Newton, devant la chute d'une pomme, interprète l'ensemble des phénomènes de gravitation, et ce geste de l'esprit est devenu pour tous ces pédagogues la voie de l'acquisition de la connaissance.

Au niveau de la création, il n'y a plus d'obstacle, d'opposition, entre la pensée scientifique et la pensée artistique : c'est un même esprit qui explore, selon des modes différents, un même monde. Il est évident qu'il ne faudrait pas croire à l'absolu de l'esprit en face du monde ; il faut, pour bien saisir ce problème, se situer à l'intérieur du monde historique. Nous sommes bien conscient qu'il eût été presqu'impossible, même à un Archimède, d'interpréter la chute d'une pomme dans le sens newtonien ; l'esprit n'est jamais tout à fait vierge devant l'univers, l'esprit humain, c'est la tradition continuée. Mais il n'en demeure pas moins que la création, dans quelque domaine que ce soit, est toujours cette capacité de nier la tradition, cette possibilité d'oublier, pour un temps, tout ce que l'antérieur nous avait procuré.

Or, plus nous réfléchissons, même si nous reconnaissons l'idéalisme des penseurs pédagogiques, plus nous devons nous rendre compte que le véritable statut de l'école serait de pouvoir orienter au départ cette spontanéité de l'esprit et des sens que l'enfant apporte à son arrivée à l'école ; spontanéité qui a peut-être déjà été entamée par les contraintes et les limites du milieu familial, mais qui est encore assez proche de ses origines.

Pour toutes les disciplines : une méthode d'approche commune . . .

. . . et cela, dès l'élémentaire

L'intégration des disciplines au secondaire sera non pas basée sur une étude relative des contenus de chacune des disciplines, mais sur une méthode d'approche commune à toutes les disciplines, méthode que nous pourrions définir rapidement par l'esprit d'observation et la rigueur logique. Pour réussir cette intégration progressive, les pédagogues doivent d'abord envisager le premier degré de l'enseignement. On doit, d'ici quelques années, amener dans l'enseignement élémentaire des changements majeurs, des changements qui prépareront un enseignement secondaire accordé aux besoins de la société présente. A une époque où l'éducation devient permanente pour la plupart des citoyens, l'enseignement "primaire" n'est plus un enseignement complet par lui-même, mais il est le fondement de l'enseignement secondaire et même universitaire. Nous avons gardé les dénominations d'enseignement primaire et secondaire, mais ce sont des commodités qui perdent en partie leur sens puisque de nos jours, tout élève doit faire des études pendant onze à douze ans de sa vie. Il y a peu d'années, l'enseignement primaire était le seul enseignement offert à la majorité de la population, alors que l'enseignement secondaire étant la propédeutique aux études supérieures, était réservé à une minorité. On dit maintenant "enseignement élémentaire", c'est dire que le premier degré est un fondement, non une fin.

Du fait que l'élémentaire n'est plus terminal, il faut le repenser en entier

Quand l'enseignement primaire était seul, il devait donner à l'ensemble des citoyens des connaissances nécessaires à l'exercice de leur vie, mais il ne se préoccupait pas de véritable formation de l'esprit. On comprend dans ces circonstances, que l'on ait fait appel surtout à des apprentissages basés sur la répétition et sur la mémoire. Il ne s'agissait pas de donner une culture, des formes de réflexion aux citoyens. Ceux qui étaient destinés à l'enseignement supérieur devaient nécessairement passer par un deuxième enseignement, l'enseignement secondaire, et c'est là qu'on leur offrait une "formation générale".

La question pédagogique de l'intégration des disciplines au secondaire ne peut trouver réponse que dans une réforme approfondie de l'enseignement élémentaire conçu comme la base d'une réflexion continue. Nous devons mettre en question l'orientation de l'enseignement élémentaire et chercher, dès les débuts, à donner à l'enfant les instruments de perception et de réflexion dont il aura

besoin pour devenir un citoyen contemporain, c'est-à-dire un homme dont la vie, dans la mesure de ses capacités, sera axée sur la connaissance et sur une action réfléchie.

Un cataclysme universel qui ramènerait l'homme à des modes de vie complètement dépassés n'est pas impossible, puisqu'il y a toujours dans les relations des peuples, des ombres qui menacent de devenir tragiques, mais nous ne pouvons, en autant que nous sommes visés, axer notre pensée sur l'échec. Nous devons ,au contraire, essayer de créer l'homme nouveau qui pourra peut-être dépasser tous nos conflits ancestraux.

* * *

2. L'élémentaire

L'enfant n'est pas un objet fixe de connaissance

On a dit que, pour enseigner l'enfant, il fallait le connaître. Nous n'assumons pas pleinement cette affirmation, elle est trop catégorique, parce que l'enfant étant en disponibilité de connaissance, étant en train d'expérimenter l'univers, évoluant à son rythme propre, est presque insaisissable comme objet. Nous ne voulons pas non plus affirmer une impossibilité de connaissance. Nous devons accepter sur le plan de la psychologie humaine, une relativité de la connaissance plus marquée que dans le domaine des sciences exactes; et encore, avec l'évolution actuelle des sciences exactes, la notion d'objet et d'objectivité est de plus en plus difficile à cerner. Le problème de la connaissance qui s'exprime dans la relation sujet-objet nous montre que la relation entre les deux termes est beaucoup plus complexe qu'on l'avait imaginé au départ.

Nous devons, dans la mesure du possible, essayer de connaître l'enfant; mais nous devons également connaître ce qu'il faut lui enseigner, et essayer d'ajuster constamment le rapport entre l'ingénuité de l'enfant et les articulations complexes des connaissances à communiquer. Nous ne devons pas réduire l'objet en deçà de sa valeur, et pour cela, nous devons trouver dans chaque discipline les éléments qui peuvent être communiqués sans trahir la discipline en cause, mais sans non plus exiger une réflexion qui dépasserait les possibilités actuelles de l'enfant. D'autre part, lorsque l'enfant entre à l'école, il faut se demander ce dont il aura besoin pour être capa-

ble, au terme de son adolescence, d'une autonomie intellectuelle et morale relative à ses possibilités intrinsèques, fort variables selon les individus. Bien qu'il nous soit difficile dans l'état actuel de la société de savoir jusqu'à quel point les indices quantitatifs des niveaux d'intelligence ne se modifieront point au rythme du progrès social et des progrès pédagogiques, la question peut sembler théorique, mais nous pensons qu'il faut y accorder une certaine importance lorsque nous envisageons l'avenir de l'éducation nouvelle.

Trois langages

L'enfant a besoin à l'élémentaire, de prendre contact avec les trois médiums de communication et de symbolisation :

— le langage commun que l'homme a inventé, à l'origine, pour la communication courante;

— le langage artistique qui lui est contemporain ;

— le langage mathématique qui est postérieur aux deux premiers.

Le langage commun et celui de l'art ont évolué parallèlement, nous le savons maintenant par les recherches archéologiques. Et nous savons que, dès ses plus lointaines origines, l'homme était capable d'interpréter son destin et dans la peinture, et dans la sculpture, et dans la musique, avec autant de profondeur et de discernement que les grands artistes contemporains.

a) Le langage commun

Pour l'enseignement de la parole, s'appuyer sur l'acquis de l'enfant . . .

Il y a, entre le monde de la perception et le monde artistique, un lien profond, comme il y a un lien important entre l'ensemble des relations humaines et la parole. Si l'humanité a inventé au début de son histoire ces deux langages, il nous semble nécessaire de les offrir à l'enfant au départ de ses études. L'enfant arrive à l'école avec un langage parlé déjà organisé, mais qui devra être amélioré, et même dans certains cas, réorganisé, sans toutefois créer un hiatus trop profond entre la parole et l'écrit, ce qui était l'impasse de l'ancienne pédagogie selon les linguistes. Si on veut orienter l'enseignement de la langue vers une pédagogie active, il est essentiel, dans

la mesure où c'est possible — la réponse ne pourra être donnée que par des expérimentations successives —, d'utiliser dans ce domaine la spontanéité de l'enfant, sa volonté d'expression verbale; il faudra de plus en plus — c'est ce que la méthode dynamique tend à valoriser — créer des relations entre l'acquis de l'enfant et ce que l'école peut lui apporter pour qu'il puisse intégrer les formes les plus évoluées du langage oral et du langage écrit.

Et préparer l'enfant à assumer un héritage social

Le problème n'est plus seulement qu'il apprenne à lire et à écrire convenablement, mais qu'il développe un organisme de langage de plus en plus vivant, de plus en plus riche, et où l'intégration des structures devient naturelle. Le domaine de la langue semble intermédiaire entre le domaine des arts et celui des sciences. L'enfant, avant l'école, apprend à parler plus ou moins bien, selon son milieu familial et social, si l'on prend comme norme le bon usage d'une langue; mais on peut dire qu'il collabore à cet apprentissage. Il faut regarder un enfant de deux ans, et voir sa volonté d'expression que l'on méconnaît souvent dans l'éducation. Et pourtant, cette volonté de rejoindre le monde de la communication, est peut-être le plus grand effort intellectuel d'une vie.

Mais, tout en reconnaissant cet apport de la spontanéité qui est fondamental, il est entendu que l'enfant doit entrer dans l'héritage social et que la conception de l'enseignement actif de la langue doit se lier par une didactique de plus en plus rigoureuse aux articulations de la linguistique contemporaine. L'essentiel d'une méthode active dans l'enseignement des langues, c'est le passage progressif de la spontanéité à la science linguistique, et il est certain que cette évolution se fera tout au long de l'enseignement élémentaire et secondaire.

b) Le langage artistique

Dans le domaine des arts, la spontanéité de l'enfant peut-être utilisée totalement pour tout ce qui concerne les arts plastiques et l'initiation à l'enseignement musical, c'est-à-dire la rythmique. Et nous pensons qu'il est très important dans une perspective d'enseignement actif de chercher à valoriser tous les enseignements qui peuvent utiliser pleinement la spontanéité de l'enfant.

L'art, un lieu privilégié pour une pédagogie active

Il faut, au niveau du langage de l'art, recréer l'expérience que l'enfant a déjà connue depuis son enfance au niveau de la parole. Il faut le faire évidemment à l'intérieur d'une pédagogie, c'est-à-dire avec les suggestions du maître. Il ne peut pas y avoir d'enseignement ou traditionnel, ou actif, qui n'intègre ces suggestions, ce dialogue. Dans la famille, l'apprentissage de la parole, des activités corporelles, se fait par l'imitation, par la suggestion et par la relation. Quand on envisage la totalité d'une pensée active en éducation, il ne faut pas oublier ces problèmes de relation, d'imitation et de suggestion. Une conception de l'enseignement actif qui voudrait tout tirer de la spontanéité de l'enfant aboutirait à une impasse. Mais c'est à travers le domaine des arts que nous pouvons réfléchir le plus profondément sur le problème des méthodes actives qui ne sont que la volonté de développer une réflexion personnelle et une vie authentique. Que reproche-t-on à l'enseignement traditionnel, sinon de nuire à la vie réflexive de l'enfant plutôt que de la favoriser, de retarder l'éclosion d'une vie personnelle ou même de l'entraver.

Si, à travers le langage de la parole et le langage des arts, dans des proportions relatives à la nature du travail, on sait respecter la spontanéité de l'enfant, développer sa participation, nous créons sur le plan opératoire un début de réflexion personnelle. Nous avons toujours reconnu qu'il fallait développer le langage de la parole, nous avons oublié depuis des siècles la nécessité de développer le langage des arts. En somme, nous retrouvons ici la tradition grecque qui accordait une importance majeure aux domaines musical et poétique.

c) Le langage mathématique

Le langage mathématique a toujours été enseigné, et son importance ne saurait diminuer. Il est difficile de réfléchir d'une façon rigoureuse sans de sérieuses études mathématiques. Contrairement à ce qu'on a cru longtemps, ce langage n'est pas uniquement un instrument pour les hommes de sciences, c'est un instrument de rigueur logique pour tous, aussi utile au niveau des sciences humaines que des sciences exactes. On peut bien concevoir que l'artiste peut intuitivement nombrer son univers sans le connaître d'une façon méthodique, mais s'il veut comprendre non seulement l'univers qu'il projette dans

ses symboles mais aussi dans le monde qui l'entoure, il devra, lui aussi, développer au maximum ses possibilités à l'intérieur du langage mathématiques.

Les mathématiques sont, plus que les autres langages, une discipline à acquérir

L'enfant connaît spontanément la notion de quantité qu'il perçoit à partir des masses et des objets, et à travers le langage commun, il a déjà appris une certaine numération. Dès l'école élémentaire, il faut développer au plus tôt chez lui l'habitus du langage mathématique. Les mêmes principes qui s'appliquent au langage commun doivent s'appliquer analogiquement au langage mathématique. Mais, étant donné qu'il s'agit d'une construction de l'esprit qui s'éloigne progressivement de la vie perceptive, il est certainement plus difficile ici d'utiliser la spontanéité de l'enfant.

L'enfant peut créer un tableau, des rythmes musicaux d'une façon spontanée; il ne peut pas facilement inventer un concept mathématique. Il faut se reporter à l'histoire de l'humanité pour savoir que la création de ce langage est venue tard. Il a donc fallu une longue tradition de connaissances, d'activités commerciales, de développements urbains, pour que les systèmes numériques puissent se développer et qu'une véritable pensée mathématique naisse. C'est à l'intérieur de sociétés bien organisées, comme les grandes sociétés orientales et occidentales telles l'Egypte et la Grèce, que progresse la pensée mathématique.

Une connaissance intime des possibilités logiques de l'esprit

L'enseignement de ce langage, pour être fidèle à une pensée active en éducation, doit s'orienter vers une rigueur logique de plus en plus marquée. L'enseignement des mathématiques à l'élémentaire a été pendant très longtemps exclusivement utilitaire; aujourd'hui, des mouvements très importants en pédagogie cherchent à construire une didactique des mathématiques qui traduit sa véritable nature de langage des choses.

Le langage mathématique est la préparation à tout l'univers scientifique et à son prolongement, l'univers technique. Mais, c'est de plus une connaissance intime des possibilités logiques de l'esprit. Pendant longtemps, on a fait des mathématiques chez les pythagoriens, non pas dans le but d'aboutir à des résultats concrets, mais dans celui de connaître l'esprit. On a certainement dépassé à ce moment là le sens du langage mathématique, en identifiant l'esprit au nombre, mais il n'en demeure pas moins que le vrai mathématicien et le professeur de

mathématiques qui comprend sa discipline ne peuvent négliger ce caractère fondamental des mathématiques, d'être la forme la plus parfaite de rigueur intellectuelle.

Présenter l'enseignement élémentaire sous l'angle d'une appréhension des langages est certainement très différent des conceptions d'hier; mais c'est la seule voie possible pour préparer l'enfant à comprendre ce que l'enseignement secondaire proposera dans les domaines des sciences exactes, des sciences humaines et des arts.

* * *

3. De l'élémentaire au secondaire

Il y a une réflexion sensible et une réflexion intellectuelle, la première par la parole et par l'art, la deuxième par la science et la parole. Bien sûr, ces frontières ne servent qu'à nous aider à mieux situer ces diverses disciplines, et il est bien entendu que le domaine de l'art requiert une participation de l'intelligence. Mais il reste qu'un enseignement secondaire ne peut être valable que si, dans ses premières années d'école, l'enfant a acquis les éléments de ces langages qui nous permettent d'approfondir l'un ou l'autre de ces domaines.

L'unité des disciplines intellectuelles est dans la méthode

Ces dernières années, nous avons eu diverses sections d'enseignement secondaire : section scientifique, section classique, l'un s'appuyant sur la tradition des lettres, l'autre valorisant le monde des sciences exactes. Nous sommes convaincus que ces sections sont totalement dépassées. Il est certain qu'au XXe siècle, il est impossible d'étudier toutes les disciplines, elles sont trop nombreuses et trop spécialisées, mais il n'en demeure pas moins que le monde de la connaissance ne prend un sens que s'il retrouve, même dans ses développements nombreux, une entité que connaissaient les Grecs et même les Renaissants. Si on prend l'oeuvre d'un Platon ou d'un Pic de la Mirandole, le dernier des Grecs par l'esprit, on voit que ces hommes pouvaient intégrer le sujet et l'objet. Ils pouvaient dans leurs oeuvres parler de tous les contenus de connaissance de leur temps. L'aventure n'est plus possible. Il nous faut donc chercher cette intégration et

cette unité en recourant à la méthode scientifique et à son application pédagogique, les méthodes actives : méthode scientifique telle que décrite depuis la Renaissance, et qui exprime l'apport du sujet dans l'élaboration des connaissances.

Dans le développement de l'activité créatrice, nous sommes ramenés par la force des choses vers le sujet humain qui connaît; c'est lui seul qui peut intégrer et unifier des données éparses. Nous pouvons et nous devons penser des programmes qui présentent des connaissances précises dès l'élémentaire, afin de préparer un programme valable pour le secondaire, mais nous savons par ailleurs, étant donné la croissance constante de la connaissance, qu'il deviendra plus important de savoir comment bâtir une science que de connaître telle science.

C'est le sujet qui intègre les diverses disciplines

Le principe que nous proposons et que nous appuyons sur l'évolution des sciences, c'est que l'intégration des disciplines soit plus subjective qu'objective. Il est bien entendu que nous devrons penser un programme de sciences humaines axées sur l'histoire et la géographie et nous devrons déterminer à quel niveau l'entreprise doit commencer. Il est presque indubitable qu'à l'élémentaire, il faille structurer une étude du milieu qui fera appel à des éléments de géographie et d'histoire, sans qu'on soit amené à ce niveau à s'engager, au sens propre, dans le domaine d'une science humaine spécifique. Ce qui est absolument nécessaire à l'élémentaire, ce sont les trois grands langages dont nous avons parlé : qui s'exprime avec vitalité et logique dans le langage commun, qui est capable de communiquer avec les symboles et les rythmes artistiques, qui peut comprendre la rigueur mathématique, possède les moyens d'avancer tout au long de sa vie — dans sa spécialité et hors de sa spécialité — sur les sentiers de la connaissance.

Notre devoir contemporain nous ramène d'une façon très concrète à la pensée socratique. Il ne s'agit pas de connaître telle ou telle science, mais tout au long de l'éducation de développer son esprit, de se connaître. Encore il y a 50 ans, on pouvait presque penser à la possibilité de donner une connaissance générale. C'était utopique, bien sûr, parce qu'on ne pouvait pas véritablement approfondir, et trop de généralisations aboutissaient à des connaissances, nous devons nous orienter de plus en plus vers les méthodes : méthode de pensée, méthode

d'action, ouverture à la créativité. Notre préoccupation majeure, même si nous savons que toute cette connaissance doit s'orienter vers l'action, c'est de préserver chez l'enfant, dès le départ, son interrogation naturelle.

La possibilité d'interrogation devant le monde n'est plus aujourd'hui un luxe de contemplatif. Devant la masse des problèmes socio-économiques et culturels qui se posent à l'humanité moderne, l'absence de cette inquiétude amènerait une chute de la conscience, un appauvrissement de l'humanité.*

●



CAHIER OUVERT

Montréalais for ever[1]

Jean-Paul DESBIENS

Ce n'est pas tellement que nous soyons colonisés, qui me désespère; c'est que nous aimions ça. C'est notre manque d'orgueil. N'était de gaspiller un mot que j'honore, je dirais que nous sommes humbles; humbles à mort. Vaniteux, latins, marseillais (marseillais : le type qui dit : « 'Retenez-moi, ou je fais un malheur », et qui ne demande pas mieux que d'être retenu), mais pas fiers pour deux sous. Et les moins fiers d'entre nous, ce sont évidemment les insulaires, les Montréalais.

J'en veux comme exemple, cette fringale de Paris; cette fringale de s'aller faire consacrer à Paris. On n'existe que si Paris veut bien y consentir. Les mêmes qui ne veulent plus dépendre d'Ottawa pour exister, halètent après le bon plaisir de Paris. A peine a-t-on cessé de ratifier[2] à Ottawa, qu'on s'en va ratifier à Paris.

Des écrivains montréalais, donc nationalistes, québécois, québéciens; des écrivains de la québécitude éternelle, crypto-séparatistes ou carrément séparatistes, vont se faire éditer à Paris, ne sont contents que s'ils peuvent obtenir une édition parisienne.

La Douane, l'Hydro, l'Armée, le Rail, La Poste, le Téléphone, la Télévision québécoisée, l'Economique, les Relations internationales, pas de problème; rien de plus simple. On est capable; on est assez grand, on est fort, on est prêt. Mais s'il s'agit d'éditer un pauvre petit bouquin, on n'est plus capable pantoutte[3]; pas assez grand, pas assez fort; on n'a pas de bons correcteurs d'épreuves (et c'est vrai); on n'a pas de « lecteurs » patentés (et c'est vrai); on n'a que Jacques Hébert.

---

(1) En français, dans le texte.
(2) Ratifier : acception nouvelle signifiant : faire le rat.
(3) En français international, dans le texte.

Faut Paris, faut le Seuil, faut Gallimard. Faut un entrefilet dans l'*Express* ou dans le *Figaro*, ou mieux, dans le *Nouvel Observateur*. Seul un petit entrefilet dans l'*Express*, bien protecteur, bien paternaliste, vous fait exister.

Bande d'humbles ! Ils me font penser à ces professeurs qui signent tout ce qu'ils sécrètent de tous leurs titres, diplômes et états de service.

Blaise Pascal, comme chacun sait, signait tous ses écrits : Blaise Pascal, B.A., L. Ph.; D. Th. Autrement, qui aurait cru qu'il était intelligent. Einstein aussi prenait bien soin de signer ses équations en indiquant qu'il était B.A. de l'université de Montréal.

Quant on est Blaise Pascal, on signe Blaise Pascal. Point. Et on fait bien. Et symétriquement, quand on n'est pas Blaise Pascal, mais qu'on est orgueilleux, on signe son nom. Point. Et on fait bien.

C'est quand on est entre les deux; c'est quand on n'est pas fier ni très fort qu'on va à Paris et qu'on convoque tous ses diplômes. Mais si l'on a seulement un entrefilet parisien pour surnager à la surface du néant, on ne flotte pas longtemps, ni loin.

On vise l'universel ; on vise la francité et la francitude, comme si l'universel pouvait faire l'objet d'une visée. Le moyen d'atteindre l'universel, c'est d'exprimer le singulier, son singulier à soi, « au coton ».

De toute façon, Paris se fout de nous et il a raison. Quant à moi, je le lui rends bien et je lui fais savoir par la présente, au risque de lui faire une grosse peine. Si j'ai du génie, ce que je crois d'ailleurs, ça finira bien par se savoir, même à Paris. Si je n'ai pas de génie, ce n'est pas un entrefilet de *l'Express* qui va m'en donner. De toute façon (encore une fois), Paris ne découvre jamais, chez nous, que Maria Chapdelaine. Ces mois-ci, Maria est en mini-jupe, mais c'est Maria quand même. Depuis que j'ai appris, par *l'Express*, que l'Ontario est une province agricole et Québec, une province industrielle, j'ai une confiance délirante dans l'information *françoise*. Depuis que j'ai appris qu'un représentant du *Nouvel Observateur* avait réussi à dîner[1] avec

(1) Je veux dire déjeuner, évidemment. On petit déjeuné, le matin; on déjeune à midi; le soir, on jeûne, à cause de son foie.

deux Sous-ministres de l'Education, sous prétexte de discuter avec eux d'un numéro spécial sur le Québec, mais ne voulant, en dernière analyse, qu'une page de publicité du Ministère, à tant la page, je me dis que, gauche ou pas gauche, ces gens-là veulent du fric, comme tout le monde. On sait, par ailleurs, que *l'Express* et le *Nouvel Observateur* se vendent bien en québécoisie. C'est pas à négliger, et ça vaut bien un petit entrefilet de temps en temps. Je continue à défouler : *Express* et *Nouvel Observateur*, gogauches à mort, annoncent à pleines pages les gadgets de haut luxe, les ensembles résidentiels somptueux, etc. Faut vivre, bien sûr. *Time magazine* aussi veut vivre.

Il y a longtemps que je voulais piquer cette petite crise. L'occasion m'est offerte par l'aventure récente de Pauline Julien et de Gilles Vigneault, et par la publication de *l'Avalée des avalés,* chez Gallimard.

Je ne mets pas en question la réalité ou le mensonge du succès de Vigneault et Julien, au Bobino. Les informations, là-dessus, sont contradictoires. Et j'accepte la version selon laquelle M. Ducharme aurait eu recours à Paris, parce qu'il aurait été refusé par nos (éditeurs). Je sais par ailleurs que Vigneault et Julien n'avaient pas besoin de « consécration » parisienne. Ce qui m'irrite, c'est notre réaction à nous, devant la nouvelle, réelle ou soufflée, d'un succès-à-Paris.

C'est là que je nous trouve toujours les mêmes : pas fiers. A peine affranchi (verbalement, pour les uns; psychologiquement, pour les autres) des Anglais, on se dépêche d'attraper un complexe vis-à-vis de la francitude, Gabon compris.

C'est nous autres, que je veux qu'on soit. Ni Français, ni Anglais, ni rien : Québécois, Québéciens, comme vous voudrez, mais nous autres. Si Paris nous découvre, tant mieux pour lui. Si Paris nous ignore, je m'en fous.

Je ne suis pas Montréalais, pour me consoler avec un entrefilet parisien. Une édition chez Gallimard n'équilibre pas l'entente avec la Brinco. Rien, rien, absolument rien n'est « arrivé » aussi longtemps que Brinco s'imposera. Brinco est un symbole pour moi; comme, dans un autre domaine, les I.B.M. *Parler* indépendance et *faire* Brinco, c'est rêver. Et ça continue.

Cerveaux débrayés, moteurs au neutre. On parle, on parle. Cause toujours, mon lapin. Quand tu auras fini, tu me diras combien de kilowatts il te faut en 1968.

La crampe nationaliste ne règlera rien, jamais. Les toasters[1] parlent kilowatts et les ouvriers veulent des emplois (des jobs) et des toasters. Moi aussi j'en veux, des toasters. Seulement, je ne parle pas indépendance; je parle éducation. Je parle information; je ne parle pas propagande et idéologie.

Les cerveaux débrayés, je voudrais les atteler au vrai problème : l'éducation. Pour dompter ces étalons, un moyen (peut-être un deuxième) : les atteler. Mais les atteler vraiment; les atteler à un programme concret; les atteler aux problèmes immédiats. Le deuxième moyen consisterait peut-être à les envoyer en Europe avec une bourse du Conseil (fédéral) des Arts. Depuis Vaspasien, qui s'y connaissait, puisqu'il a inventé les vespasiennes, l'argent n'a pas d'odeur. L'argent n'a d'odeur pour personne ou presque personne. Si l'argent n'a pas d'odeur pour les écrivains de gauche, comment voulez-vous qu'il sente mauvais pour l'ouvrier?

Je parlais de Brinco, plus haut. On retrouve Brinco partout. En France, on envoie en orbite un petit gadget de quelques kilos, porté par une fusée américaine de plusieurs milliers de tonnes. En France, on attend les ordinateurs américains. Voir les journaux.

Ni le Québec, ni la planète ne s'américanisent. Il y a seulement le fait que le monde se « technicise » et que les USA sont à la pointe de la technique. On revient aux toasters. Quant à vouloir un toaster, je veux le meilleur et le moins cher.

La révolution, c'est de refuser les toasters. On en reparlera.

Jean-Paul Desbiens, B.A. etc.

---

(1) En français dans le texte. Le grille-pain (comme on dit en anglais), est ici le symbole de la consommation à go-go. J'aurais pu prendre un symbole moins drôle : l'automobile.

Cinéma et politique

Michèle FAVREAU

A-t-on idée de se lancer dans un sujet pareil ! Il en faudrait du temps, beaucoup de temps, le temps de la documentation, de la réflexion surtout, pour bien parler de cinéma et politique ! Mais ce qui est promis est promis. Il me reste à me lancer comme ça hardiment, comme on se jette à l'eau, dans une « improvisation sur un thème », et jeter en vrac quelques idées, n'exagérons rien : des intuitions, des approximations, toutes personnelles... Le cinéma et la politique. Aussi bien dire la vie et la politique. Comme si on pouvait séparer ces choses ! On dit cinéma « engagé », socialement, politiquement. De cinéma asocial, ou apolitique, je n'en connais pas. Dans n'importe quel film de fiction, même le plus mauvais, il existe bel et bien un contenu social et politique. De ce point de vue, aucun n'est indifférent. A partir du moment où on fait un film, on prend forcément position de quelque manière vis-à-vis d'une collectivité, qui elle, est conditionnée par une politique.

La notion de « politique », dans la vie comme au cinéma, devrait aller de soi. On ne peut pas vivre ou montrer la vie sans impliquer la politique. Or c'est un mot qui fait peur, aux autorités, aux producteurs, aux cinéastes, et même aux « consommateurs ». Surtout ne faites pas de politique ! Ne nous parlez pas de politique !

C'est extraordinaire, cette volonté de non-politisation, à tous les niveaux. Empêcher un cinéaste d'introduire une réalité politique, de prendre même une attitude passionnelle à l'intérieur d'un film, est complètement absurde. Un film n'a jamais rien changé au cours des événements, je veux dire directement, il ne peut avoir d'action directe. Le censurer, c'est seulement mutiler l'oeuvre.

Les grands lyriques des débuts de la révolution Russe n'ont pas servi à faire cete révolution, mais à la chanter. Le jour où les dirigeants soviétiques ont décidé qu'ils se serviraient du cinéma comme d'une arme de propagande, ils l'ont réduit à rien, même au plan de l'efficacité pure et simple. Erreur de stratégie. Ils n'ont réussi qu'à frustrer tout un peuple d'une fonction vitale, retardant le cours normal des événements, le « progrès » à l'intérieur du système, puisque le progrès vient toujours d'une prise de conscience, d'une « dialectique ». Les films de propagande ne m'intéressent pas, ils sont une aberration, un avatar du cinéma. Ils n'ont d'ailleurs rien à voir ni avec l'art du cinéma, ni avec le cinéma « d'entertainment », dont il sera question dans cet article. Il existe par contre une propagande non-avouée, pernicieuse, comme une maladie, en particulier à l'intérieur des films qui relèvent de « l'entertainment », qui m'intéresse prodigieusement. Les interférences de la politique et du cinéma sont extrêment difficiles à déterminer et préciser.

Aussi bien les films qui relèvent de l'art cinématographique que de « l'entertainment », d'ailleurs, ne facilitent pas les choses pour qu'on en dégage les implications politiques, surtout au niveau du spectateur moyen. Ou bien ils racontent une histoire, drôle ou dramatique, qui prend le spectateur à l'émotion la plus élémentaire, ou bien ils sacrifient à l'art, et prennent des détours (ou des raccourcis) subtils; quand ils ne mystifient pas carrément le spectateur, en jouant sur les deux tableaux, comme Hitchcock dans « *Torn Curtain* ».

Au fait : Je me limiterai dans cet article trop court et trop sommaire, à faire allusion, pour servir d'exemples, à des films récents, présentés à Montréal dans les derniers mois, et encore présents à l'esprit des lecteurs.

Les plus dangereux, parce que les plus efficaces au niveau du grand public, sont les films qui relèvent de « l'entertainment », dont le contenu de propagande, ou de subversion est submergé par le contenu anecdotique. Cinéma du « behaviourisme ». Presque tout le cinéma américain aujourd'hui, le cinéma « commercial » en général, qui flattent le consommateur « dans le sens du poil », et facilitent (ô combien) l'accord avec un conditionnement aberrant. Exemple : Les « *James Bond* » et autres agents secrets, les « *bikini, beach, pajama parties* » pour la jeunesse et autres comédies sentimentales, dramatiques ou « hilarantes » dont le « happy end » justifie tout un « way of life » et donne bonne conscience.

Dans cette catégorie de films, il y a ceux dont le sujet est un événement politique, une guerre par exemple, neutralisés par l'ambiguïté du traitement, ou le « happy end »; qui posent les problèmes mais désamorcent le contenu critique en ne prenant pas position, ou plus simplement en condamnant et justifiant à la fois une action politique. Exemple type : La guerre d'Algérie et celle du Vietnam dans « *Les centurions* » *(Lost coccand)*. Presque tous les films de guerre actuels, surtout américains, à grand spectacle, et qui glamorisent la guerre, exaltent l'héroïsme, sont des films de propagande non-avouée. Ils réveillent des instincts tenaces, et facilitent l'adhésion à la politique actuelle, même quand ils racontent des événement passés, dont les circonstances étaient différentes, etc... Ils entretiennent le mythe de la guerre, la notion absurde d'amis et d'ennemis, de bons et de méchants. Il peut arriver, même, que l'ambiguïté du traitement et le « happy end », érigés en système esthétique, fassent passer complètement inaperçu le contenu critique aux yeux du spectateur moyen, celui que précisément il faut viser (j'en reviens à « *Torn Curtain* »). L'intellectuel, lui, n'a pas besoin d'Hitchcock pour lui faire prendre conscience de son aliénation. Il y trouve seulement une sorte de jouissance esthétique bien suspecte.

De même que, à un niveau artistique aussi élevé, à l'intérieur de ce cinéma « d'entertainment », ou cinéma d'évasion si vous voulez, des « réactionnaires » arrivent à faire passer un contenu politique aberrant, ou seulement suspect, les Fuller, les Hawks, même aux yeux des intellectuels, éblouis par leur style. Je ne suis pas du tout convaincue, par exemple, que l'homme d'action, le mâle américain-type proposé par Hawks, n'aboutisse pas à « la verticale de Hanoï ». (Je pense à « Red Line 7000 ».)

Il y a par contre, heureusement, des cinéastes comme Billy Wilder (« *Fortune Cookie* ») qui font du « behaviourisme », qui ne sont pas des cinéastes « engagés » mais qui font des films bourrés d'intentions critiques à l'égard d'une collectivité, donc d'une politique, en racontant tout simplement des histoires, drôles ou pathétiques, en chargeant juste assez. « *Fortune Cookie* », au niveau du grand public, fait obligatoirement prendre conscience d'une foule de choses, de toute une société conditionnée par l'argent, au niveau du travail, de la vie sociale, de la famille, du couple.

Il y a enfin, toujours dans la même catégorie de films destinés à un vaste auditoire, ceux que j'appelle « bénéfiques », au risque de me faire écharper, par certains de mes confrères qui sans prendre une attitude critique, en prenant pour acquis l'environnement, la « réalité » du monde où nous vivons, proposent, d'une manière qui s'adresse à la sensibilité de l'homme moyen d'aujourd'hui, des personnages dont la manière d'être est à elle seule, au niveau de l'individu, une réaction saine à l'égard du système. Je pense évidemment à « Un homme et une femme », dont la séduction des images et des personnages ne tient pas seulement à l'artifice ou la mode, mais à des qualités intrinsèques, à la séduction même de la nature et du naturel. Un homme et une femme tentent l'aventure d'un amour adulte, fondé sur la lucidité et la tendresse, sachant à quel point cet amour est menacé; ils font acte de courage et d'intelligence. Ils proposent une certaine façon d'aimer, d'être attentif à soi-même et aux autres, qui est le contraire de la tendance actuelle « superficialisante » et « dépersonnalisante ». Anouk Aimée dans ce film est le contraire même de la femme girouette dénoncée par Godard, la femme aliénée par la société de consommation.

D'autre part, des films comme celui-là dont les images seules constituent une approche sensible du monde, me paraissent très importants au niveau du grand public. Quand Cournot écrit à propos d' « *Un homme et une femme* » : « *A Cannes, Lelouch a présenté le soleil, des gosses et un chien* », il a tout à fait raison. A un autre niveau, au niveau des films qui relèvent de l'art du cinéma, en rapport avec la politique, il existe des films qui rendent compte d'une totalité (*Pierrot le fou*), et qui constituent une méditation, et une réflexion critique sur le monde, incluant la réalité politique.

Il arrive même qu'ils prennent position, à l'intérieur d'une vision globale, de manière passionnelle, à coup de démonstrations exemplaires, de raccourcis fulgurants, comme dans « *Pierrot le fou* », ou à coup de slogans, comme dans « *Masculin-féminin* », contre la guerre au Vietnam, aussi efficaces que les chansons de Bob Dylan, au niveau d'une prise de conscience, à plus ou moins longue échéance, du grand public. Tous les grands films ont implicitement, ou explicitement, un contenu critique à l'égard de la politique, la politique faisant partie d'une réalité qu'ils s'efforcent de cerner. Je ne connais que deux cinéastes, parmi les plus grands, qui s'intéressent à autre chose, par delà la politique : Bergman et Bres-

son, qui font un cinéma métaphysique, presque intemporel, qui s'intéressent à l'essence des choses. Ce sont des mystiques. « *Au hasard, Balthazar* » nous parle du Mal, et de la souffrance, de l'ambiguïté d'être, en dehors des contingences socio-politiques.

J'en arrive pour finir aux films dont le sujet est vraiment la politique, (une situation ou une action politiques). Sans être des films de propagande, ni même des moyens d'action directe, ils participent à l'évolution d'une collectivité, leur démarche est existentielle. « *Le chat dans le sac* », de Gilles Groulx, est ici même le meilleur exemple que je puisse trouver.

Ce film représente tout simplement un moment de la vie de Gilles Groulx lui-même et à travers lui, de l'évolution du Québec. Il a été pour Groulx l'instrument d'une prise de conscience globale de notre réalité, et l'expression du malaise de toute une génération, qu'il traduit parfaitement. Et s'il est « politique », ou si vous préférez « politisé », c'est tout simplement parce qu'en ce moment, au Québec, c'est la politique qui est importante, tout en dépend, y compris le cinéma.

Il faut revoir ce film après 2 ans pour l'apprécier à sa vraie valeur. On voit mieux ses qualités et ses faiblesses, mais on s'aperçoit surtout que non seulement il tient le coup, mais que déjà c'est un document important, une « tranche de vie », sans parler évidemment de sa nouveauté au plan formel. Fond et forme, pour un véritable auteur, sont inséparables. La meilleure idée est dévalorisée complètement au cinéma si la démarche esthétique ne va pas aussi loin, ne coïncide pas avec la démarche éthique, ne va pas dans le sens d'une recherche. Il existe une manière de filmer (ou d'écrire, ou de peindre) unique, qui va avec une manière de penser et d'être, particulière.

Dans le même sac que « *Le chat* », je mettrais le jeune cinéma brésilien, à peu près inconnu ici, à part « *Sécheresse* » de Roberto Santos projeté au Festival l'année dernière; le jeune cinéma italien, Bertolucci (« *Avant la révolution* »), Bellochio (dont « *Les poings dans les poches* » sera présenté bientôt à Montréal), et même « *Morgan* » de l'Anglais Karel Reizh, et le timide cinéma indépendant américain, avec des films comme « *Nothing but a man* ». Le cinéma français (Godard, Truffaut et Resnais mis à part, en encore, jusqu'à présent, ils ne se sont pas attaqués directement au fait politique français) reste le moins politisé. Des films comme « *La vieille dame indigne* » et « *Les coeurs verts* », socialement engagés, constituent un espoir.

Entre cinéma "activiste" et cinéma "humaniste"

Déjà, le film de Jean-Pierre Lefebvre, tourné après « *Le chat dans le sac* », et par un cinéaste de presque 10 ans plus jeune, prend ses distances avec l'événement. « *Le révolutionnaire* » est beaucoup plus une réflexion sur l'idée de révolution, en rapport avec l'idée de « gel », qu'un film sur la révolution québécoise. « *Le révolutionnaire* » ne se réfère pas à une action précise. Il met beaucoup plus en cause l'impuissance « congénitale » d'individus, que les faits sociaux-politiques. C'est presque une opération psychanalytique, un exorcisme.

Cette distance, on la retrouve dans le film « politique » d'Alain Resnais qui vient de sortir à Montréal « *La guerre est finie* », qui est beaucoup plus un film sur l'idée de révolution, d'action révolutionnaire, d'engagement personnel, qu'un film sur la révolution en Espagne. Seulement, le film de Resnais va beaucoup plus loin, jusqu'à l'option précise, après la crise, probablement parce que le personnage, comme le cinéaste, a quarante ans au lieu de 20. Peut-être aussi parce que Resnais n'est pas directement impliqué dans cette révolution. Quoi qu'il en soit, « *La guerre est finie* » est peut-être le premier vrai film politique. Et ce n'est pas le moins du monde un film de propagande. Il paraît d'autant plus absurde qu'il ait été interdit en compétition au Festival de Cannes.

Avec « *La guerre est finie* », Resnais donne à la politique la place qui lui revient, dans un cinéma « à hauteur d'homme ». Tout naturellement.

Tout le jeune cinéma, en fait, à l'Est comme à l'Ouest, celui qu'on appelle « cinéma nouveau », dont Godard, Truffaut et Resnais sont un peu les « leaders », marque un réveil de la conscience politique qui me paraît bien encourageant. Que va-t-il devenir dans les années qui viennent ? Il faudra évidemment du temps avant que ce réveil, ce goût de la chose politique ne se manifestent au niveau du grand public. Le grand public préfère encore les films « d'évasion » et les producteurs le savent, qui entretiennent cette préférence à coup de super-productions, aventure, couleur, exotisme, etc . . .

Il faudra encore plus de temps pour que les gouvernements comprennent la nécessité de la liberté d'expression. On peut imaginer que le développement fantastique des moyens de communication, qui permettra bientôt à chacun, individuellement, d'être informé instantanément de tout, rendra bien anachroniques et vains, toute censure du fait politique, tout contrôle de l'opinion au cinéma.

A moins que ce contrôle ne continue de s'exercer au contraire de manière absolue sur l'opinion, au niveau des « mass media », cinéma, télévision, presse, etc. Comment savoir ? En attendant, il existe déjà certainement pour le cinéma un « brain trust » qui préside au choix des sujets, des intrigues et des personnages, qui propose un « répertoire », à partir duquel toutes les combinaisons sont possibles, au niveau de la grosse production. On peut imaginer facilement que les gouvernements exercent directement leurs pressions sur ce « brain trust ». C'est une autre interférence de la politique et du cinéma.

Ce pourrait être un autre article ! *

●

A propos du "Discours sur l'École"(1)

par Claude PANACCIO

L'article de Guy H. Allard paru dans le premier numéro des *Cahiers de Cité Libre* m'a semblé particulièrement à point en tant qu'intervention d'un philosophe sur la scène socio-culturelle. Le projet de "retrouver le non-dit de nos systématisations sur l'école » (p. 21), tout en restant fidèle à cette double volonté de contestation et de radicalisation qui caractérise la philosophie, me paraît vraiment susceptible d'accéder, comme dirait Robert Nadeau, « aux écheveaux où le monde s'empêtre ».

Je me sens également parfaitement d'accord avec M. Allard lorsqu'il déplace la question de l'école du qualificatif au substantif, du substantif au verbe, c'est-à-dire à la phrase, et peut-être encore plus profondément de la phrase au contexte du langage. Toute cette démarche a pour but de montrer le caractère secondaire de la discussion sur la confessionnalité en regard de la question autrement plus importante de la parole elle-même se structurant dans une langue donatrice de sens.

Je me demande cependant si cette insertion dans le contexte du langage ne nous amène pas au problème religieux. Le langage de notre histoire en effet n'est-il pas le langage religieux ? Jeanne-Mance, et les saints Martyrs, et le bras qui, parce qu'il sait porter l'épée, sait porter la croix, et Dollard des Ormeaux qui, avant de partir, va à la messe au lieu de vérifier la qualité de ses fusils, et les images saintes dans les livres de lecture, et les D.S. (Dieu seul) ou les J.M.J. (Jésus, Marie, Joseph) que l'enfant doit inscrire au début de chacun de ses devoirs, et l'initiation sexuelle dont on ne parle que dans les retraites, tout cela n'a-t-il pas fait de notre culture dans ce qu'elle a de propre un langage essentiellement religieux ?

---

(1) *Cahiers de Cité libre*, Sept.-oct. 1966, no. 1, p. 21-34.

Et dès lors, même si dans l'abstrait la confessionnalité ne se présente que comme un qualificatif du substantif « école », ne voit-on pas que dans le concret qui nous étouffe, ce qualificatif fausse toute la phrase, ou plus exactement en change complètement l'intonation. J'irais même jusqu'à me demander si, pour reprendre les termes de M. Allard, le qualificatif n'est pas devenu le verbe même. « Le verbe, dit-il en effet, c'est la philosophie de l'action investie du sens que lui confère une culture. » (p. 29). Notre initiation au monde n'a-t-elle pas été initiation à un monde religieux où le petit Jésus et la Sainte Vierge interviennent plus souvent qu'à leur tour ? Le sens global de notre éducation à la pensée et à l'action ne s'est-il pas constitué dans une référence verticale au Ciel ? Il n'est qu'à voir l'importance des termes sacerdotaux parmi les jurons si répandus en notre peuple — je ne plaisante pas ! — pour déceler au creux de la phrase qui nous met au monde un profond complexe religieux.

S'il en est ainsi, le problème de la confessionnalité remet en question le sens complet de la phrase ; déplacer la discussion sur l'école depuis le qualificatif jusqu'au verbe, c'est, me semble-t-il, remettre sur le tapis — mais selon une dimension plus essentielle — le conflit de la confessionnalité et de la laïcité. Quelle que soit la vanité « objective » de ce conflit, les passions qu'il déchaîne suggèrent bien que c'est notre culture même, telle qu'elle est non pas en droit mais en fait, qui y est contestée. Et même si l'on montre que dans beaucoup d'écoles cette situation n'est plus qu'un mauvais souvenir, il restera qu'ici le fait précède l'esprit, l'officieux précède l'officiel, et que la mise au grand jour d'une contestation qui ne cheminait qu'à la faveur du petit jour, pousse en même temps à une contestation de cette contestation. (C'est ce qu'on appelle un mouvement « réactionnaire »)

Si M. Allard a raison de poser le problème scolaire au niveau d'une « anthropologie de l'école » (p. 30), alors il me semble que la solution ultime — s'il en est une — ne peut éviter une élucidation, et peut-être par le fait même un ébranlement de l'anthropologie désuète que récèle notre culture et qui paraît être la caricature d'une anthropologie de type médiéval où le vertical aspire l'horizontal et où le langage est polarisé par le cantique.

Les syndicats et la Constitution

Paul MIGEOTTE

A propos du mémoire conjoint de la Confédération des syndicats nationaux, de la Fédération des travailleurs du Québec et de l'Union catholique des cultivateurs soumis au Comité de la Constitution de l'Assemblée législative du Québec.

Le mémoire démarre mal. Dès la première page, une fausse note. Les trois organismes signataires se déclarent être « parmi les porte-parole les plus autorisés des classes laborieuses ». A mon avis, on est ou on n'est pas porte-parole. L'ambiguité de la formule trahit la crainte d'être désavoué et il est inutile d'insister ici sur le fait que les syndiqués n'ont pas été consultés sur la teneur du mémoire.

On peut diviser le mémoire en deux parties : un exposé de la situation présente et les remèdes à y apporter. La première est la plus intéressante et je ne conseille à personne de faire ce que j'avais d'abord fait, c'est-à-dire de sauter directement à la deuxième, sous peine d'être cruellement déçu.

La première partie, qui est d'ailleurs la plus longue, est, en fait, une analyse lucide de la situation actuelle et un exposé des causes de cette situation. Ces causes tiennent à l'ambiguité de la constitution actuelle, aux empiètements du gouvernement fédéral dans le domaine provincial, au partage inadéquat des pouvoirs fiscaux, aux insuffisances du gouvernement provincial et à la crainte des habitants du Québec de voir l'Etat provincial intervenir dans les affaires de la communauté. Il est question des erreurs « *énormes* » du pouvoir central, de notre politique internationale « *traditionnellement soumise* », de « *l'aliénation culturelle* »

des travailleurs canadiens-français et ainsi de suite. On peut reprocher à cet exposé de passer un peu trop rapidement sur certains aspects de la question (l'indépendantisme, par exemple) et surtout d'exagérer les résultats obtenus par le syndicalisme au Québec. La conclusion de cette partie montre le sérieux de cette crise qu'elle décrit comme n'étant pas une catastrophe (pour la Confédération) mais un avertissement assez grave. Cette partie qui couvre les treize premières pages du mémoire est certainement ce qui le justifie en entier, par la clarté et la concision du texte et surtout par le souci d'objectivité qu'on y sent.

On ne peut en dire autant de la deuxième partie, beaucoup plus faible et beaucoup plus discutable, qui veut nous montrer la marche à suivre pour résoudre cette crise constitutionnelle. On nous y parle des options actuellement discutées : une centralisation fédérale plus poussée, le statu quo, les Etats associés, l'indépendance et un régime fédéral adapté à la réalité actuelle. On comprend immédiatement que c'est la dernière option qui sera retenue. Les quatre autres sont écartées sans trop d'explications.

Pour être juste, il faut dire qu'il y a là-dedans quelques bonnes idées, mais elles ne sont pas très originales et elles sont noyées dans les clichés et les formules creuses. Ce qui n'est pas étonnant, si on considère l'option retenue : « *un régime fédéral adapté à la réalité actuelle* », ce qui veut dire à peu près n'importe quoi.

On imagine sans trop de peine qu'il n'a pas été facile pour les centrales de s'entendre sur un sujet aussi controversé. Mais ce n'est pas une excuse pour en rester aux formules creuses. Si les centrales syndicales, en se mettant ensemble, ne peuvent dire que des banalités, il vaudrait mieux que chacune parle par elle-même, et parle clair. Le mémoire conjoint est loin d'être une bombe et ne risque pas de faire éclater le régime actuel.

●

Un zéro privé

Jacques TREMBLAY

Je collerais bien un gros zéro aux postes privés de télévision, si j'avais à leur faire passer des examens scolaires. Mais ils n'ont aucun examen à passer, et n'ont de compte à rendre à personne. La télévision est un commerce, exploité selon les règles du commerce : tel est l'avis des propriétaires des postes privés, et tel est l'avis de nos gouvernements qui ont fait tout en leur pouvoir pour abaisser la télévision d'Etat au niveau du concurrent qu'ils lui ont donné pour la détruire.

Cependant, les décisions de nos législateurs ne peuvent rien y changer, la télévision est par sa nature le plus moderne, le plus puissant et le plus efficace des moyens d'éducation populaire. La télévision peut avilir, elle peut fabriquer des victimes empaquetées et ficellées, toutes disponibles aux vendeurs de bonheurs de pacotille ; mais elle éduque toujours, pour le meilleur ou pour le pire. On n'y peut rien. Quand on parle plusieurs heures par jour à un auditoire captivé par la technique audio-visuelle la plus parfaite, on forme cet auditoire ou on le déforme, on l'informe ou on le trompe, on l'aide ou on le triche, mais on ne passe pas indifférent, on n'est pas un « divertissement » insignifiant, on n'est pas un commerçant neutre et objectif. On est un éducateur, bon ou mauvais.

La télévision est le plus puissant moyen d'éducation populaire, ou bien il n'y a pas d'éducation populaire possible. La pire des absurdités que l'on puisse imaginer, c'est qu'un gouvernement qui prétend s'occuper du bien public remette un tel instrument entre les mains des financiers dont le but unique et exclusif est de faire fructifier leur capital.

L'Etat québecois, directement ou indirectement, dépense certainement quelque chose qui approche, sinon dépasse, le milliard de dollars par année pour éduquer TOUT le monde. La langue parlée est lamentable ? On se tourne vers le Ministère de l'Education, l'école et les professeurs et on dit : « Corrigez-nous ça ! » Le pauvre professeur de français, même s'il reçoit des bourses de perfectionnement du Ministère de l'Education, n'y peut rien : il rencontre pendant quelques heures un élève que la télévision a captivé hier et captivera demain bien plus qu'il ne peut faire même s'il se fâche et se désespère.

Les citoyens ne s'intéressent pas à la chose publique ? Des cours de civisme à l'école, s'il-vous-plaît. Ajoutez 45 minutes de cours par semaine pour tout le monde, ça coûte quand même quelques millions par année, de quoi faire fonctionner tous les postes privés de télévision que l'on aurait soustraits aux commerçants. Et on ne se scandalise pas que toute discussion de la chose publique soit interdite dans une télévision qui ne veut pas déplaire à une partie de ses auditeurs et qui ne cherche toujours que la formule facile. Abstention seulement. Amusons. Laissons-faire. Fumez pour connaître le bonheur. Achetez le détergent-miracle pour connaître le repos.

Un milliard dépensé par année pour éduquer, à raison de trente heures par semaine, neuf mois par année, pendant quelques années, une population qu'on livre ensuite et en même temps, captive d'une technique cent fois plus efficace que la parole et le geste d'un professeur désespéré, aux commerçants les plus vulgaires, aux vendeurs de pacotilles et aux exploiteurs professionnels de la crédulité populaire. Des milliards pour essayer de former des citoyens dont toutes les facultés seraient développées et disponibles, des citoyens capables de prendre des responsabilités, des citoyens dont la compétence et l'efficacité élèveraient la productivité, rendant ainsi à la société, plus l'intérêt, les milliards qu'a coûtés leur éducation. Mais on laisse entre les mains de vulgaires commerçants un instrument par lequel ils répètent

cent fois par jour, tous les jours, que le bondieu amène : « Ne faites pas d'efforts pour démêler les idées contradictoires qui se discutent, pour trouver la beauté dans une oeuvre difficile, pour comprendre le monde dans lequel vous vivez. Avec nous, vous n'aurez pas à compatir avec le monde de la misère, car nous le cacherons. Avec nous, vous ne connaîtrez que la détente, le repos, la facilité. Calez-vous dans votre fauteuil. Trouvez le bonheur dans telle bouteille. Ajoutez le plaisir de vivre en fumant telle cigarette. Atteignez le surfin de la joie en possédant tel gadget. » Et puis le citoyen moyen, qui est tout le monde, va au bureau, à l'usine ou, s'il est jeune, à l'école. Détendu, reposé ? Non, abruti. Il a appris tranquillement, à petite dose, sans s'en rendre compte, cette leçon ignoble que le bonheur est facile, que la détente est la seule valeur, que l'effort doit être évité. Homme inefficace et improductif, qui a pourtant besoin d'être riche pour posséder tous les gadgets nécessaires au bonheur qu'on lui a enseigné. Maudite soit la télévision privée et la TV d'Etat qui, par les lois arbitraires d'une concurrence factice, doit lui ressembler à tout prix.

On dira que le citoyen est libre, qu'il peut choisir entre plusieurs canaux, que la concurrence est la condition de la qualité, que la diversité respecte la liberté. Si le peuple choisit la télévision la plus vile, c'est qu'il est vil. Et il n'y a rien à faire. — Raisonnement du bien-pensant qui se donne bonne conscience à peu de frais. Si on le laisse parler encore, il ajoutera : « Moi, je ne suis pas de ceux-là ! Moi, je choisis la qualité ! Moi ! » Mais sa bonne conscience est mensonge, et ses propos sur le peuple vil est la marque d'une nature vile.

Le « peuple », comme il dit, a raison de choisir le programme de télévision le plus facile, si on lui offre le plus facile. Le « peuple » a fait sa journée, il a ses soucis, il a besoin de détente et de divertissement. Le peuple est le gros MOI aussi. « Les choses difficiles ? Demain. Ce soir, trop fatigué » Raisonnement qui n'a rien de vil, mais qu'il est profitable de contrecarrer parfois.

Si la politique du « laisser faire » doit être admise comme un absolu pour la télévision, je veux que l'on soit logique et qu'on l'impose aussi à l'école. Du français aujourd'hui ? Non, c'est trop difficile, faites-moi voir des couleurs. Des mathématiques ? Non, contez-moi les aventures de Batman. Des sciences ? Non, amenez-moi un magicien.

Pourquoi dépenser des milliards pour instruire une population qu'on livre en même temps, pieds et mains liés, à des commerçants qui ne savent voir que l'or de leur coffre ? La politique qui vaut pour la télévision vaut pour toute l'éducation. Tu veux te reposer ? Repose-toi. Tu veux voir des images roses ? Voici des images roses. Tu veux une sucette ? Voici une sucette. A moins que je t'y invite fermement, à moins que tu sois un peu forcé par les circonstances, tu ne veux ni français, ni mathématiques, ni science, ni histoire, ni philosophie. Tu n'auras rien de cela. Prends ta sucette. Ainsi le veut la philosophie de Messieurs les commerçants qui dominent notre monde, seigneurs vénérés parce qu'ils sont riches, riches parce qu'ils tiennent le bâton de la sucette qui te fait leur esclave.

●

Sélection de disques

Jean-Guy GAULIN

MAHLER : La Symphonie No. 2, en do majeur, dite de « la Résurrection ». Léonard BERNSTEIN dirige l'orchestre philharmonique de New-York; Abraham Kaplan dirige la chorale Collegiate, avec le mezzo Jennie TOUREL comme soliste (COLUMBIA stéréo M2S-695; mono M2L-295).

Une oeuvre où le mystique lutte avec le titanesque, à travers les masses orchestrales sonores et le chant choral. Bruno Walter y voyait un éclair de génie de Mahler; Richard Strauss, qui connaissait si bien les virtualités d'un orchestre, en conservait la partition sur son piano, en confessant qu'il y découvrait sans cesse du nouveau. L'enregistrement dirigé ici par Bernstein est impressionnant, respectant l'aspect gigantesque de la symphonie, sans mettre en veilleuse son substrat mystique. Les thèmes sont amples; les choeurs et le mezzo-soprano Jennie Tourel s'exécutent avec une ferveur évidente au sein d'une orchestration somptueusement rendue. La symphonie tire son nom du grand poème de Klopstock, entendu dans le quatrième mouvement, avec adjonction d'orgue et de cloches. Ceux qui persistent à ne voir en Mahler qu'un simple épigone de Wagner ou de Bruckner auront intérêt à écouter attentivement ces deux microsillons; ils verront que Mahler mérite véritablement d'être classé parmi les plus grands symphonistes de l'univers musical.

MOTETS DES VIEUX MAÎTRES pour double choeur (MACE stéréo MS-9054, mono M-9054.

Un admirable disque de sérénité, de musicalité et de libération spirituelle. Il nous offre un ensemble d'oeuvres rarement enregistrées, dont l'audition est aussi enrichissante que reposante. Les motets sont interprétés dans la veine de la grande polyphonie des seizième et dix-septième siècles, sans accompagnement instrumental. Dans chacun d'eux, un choeur d'hommes et un choeur d'enfants alternent dans une architecture musicale parfaite. C'est un disque de vrai collectionneur, nous présentant des oeuvres de Jacobus GALLUS, de Philippus DULICHIUS, de Leonhuart SCHROTER, de Johan STADEN, de Hans Leo HASSLER et de Johann PACHEBEL. Un choral de Jean-Sébastien BACH couronne le tout. Le prix du disque est très modique et la qualité sonore de l'enregistrement impressionnante. A acheter sans aucune hésitation.

ALEXANDRE ZELKINE : (CAPITOL stéréo ST 70.002; mono M. 70.002.

Il n'aurait que ses bottes et sa barbe patriarcale qu'il impressionnerait déjà; il ne ferait entendre que cette voix basse et chaude, que le public serait déjà conquis; il ne toucherait qu'à sa guitare, avec cette virtuosité personnelle et exclusive, que les auditeurs seraient déjà médusés. Il a tout cela ensemble et il s'appelle Alexandre Zelkine. Arrivé au Québec depuis quelques mois seulement, ce folkloriste nomade attire les foules et provoque l'enthousiasme partout où il passe. Il chante en français, en anglais, en russe, en roumain, en espagnol, en hébreu. Les chansons qu'il choisit sont toutes des chansons fortes, qui nous font revivre la guerre civile d'Espagne, l'épopée des « kibboutz » israéliens, l'horreur des camps de concentration; et Zelkine les chante avec une force qu'il a conquise sur les lieux mêmes de leur inspiration; avec une force qui s'épanouit dans une chaleur et une tendresse envers l'homme universel. Un grand interprète ; ce qui nous donne un grannd disque, qu'il faut posséder.

GILLES VIGNEAULT : MON PAYS (COLUMBIA stéréo FS 634; mono FL 334).

Déjà le cinquième microsillon du grand barde québécois, qui sait si bien chanter « les gens de son pays » dans des oeuvres où les mots les plus simples et les plus drus façonnent notre meilleure poésie. C'est d'ailleurs ce qui caractérise Vigneault et explique son immense succès mérité : savoir réunir dans une même audience les auditeurs de vraie poésie et l'homme de la rue. Les rares originaux qui s'étonnent encore du succès foudroyant de Vigneault sont des aveugles qui s'étonnent qu'il y ait du vent dans les tempêtes. Ecouter Vigneault, c'est sentir bouillir dans ses veines le vrai sang du Québec; et c'est frissonner d'émotion en se retrouvant soi-même, dans son propre pays. C'est pourquoi Vigneault ne se décrit pas; il faut l'écouter en silence, revivre l'épopée du Nouveau-Monde et voir que notre avenir, avec des artistes de sa trempe, peut nous permettre de ne rien envier à personne.

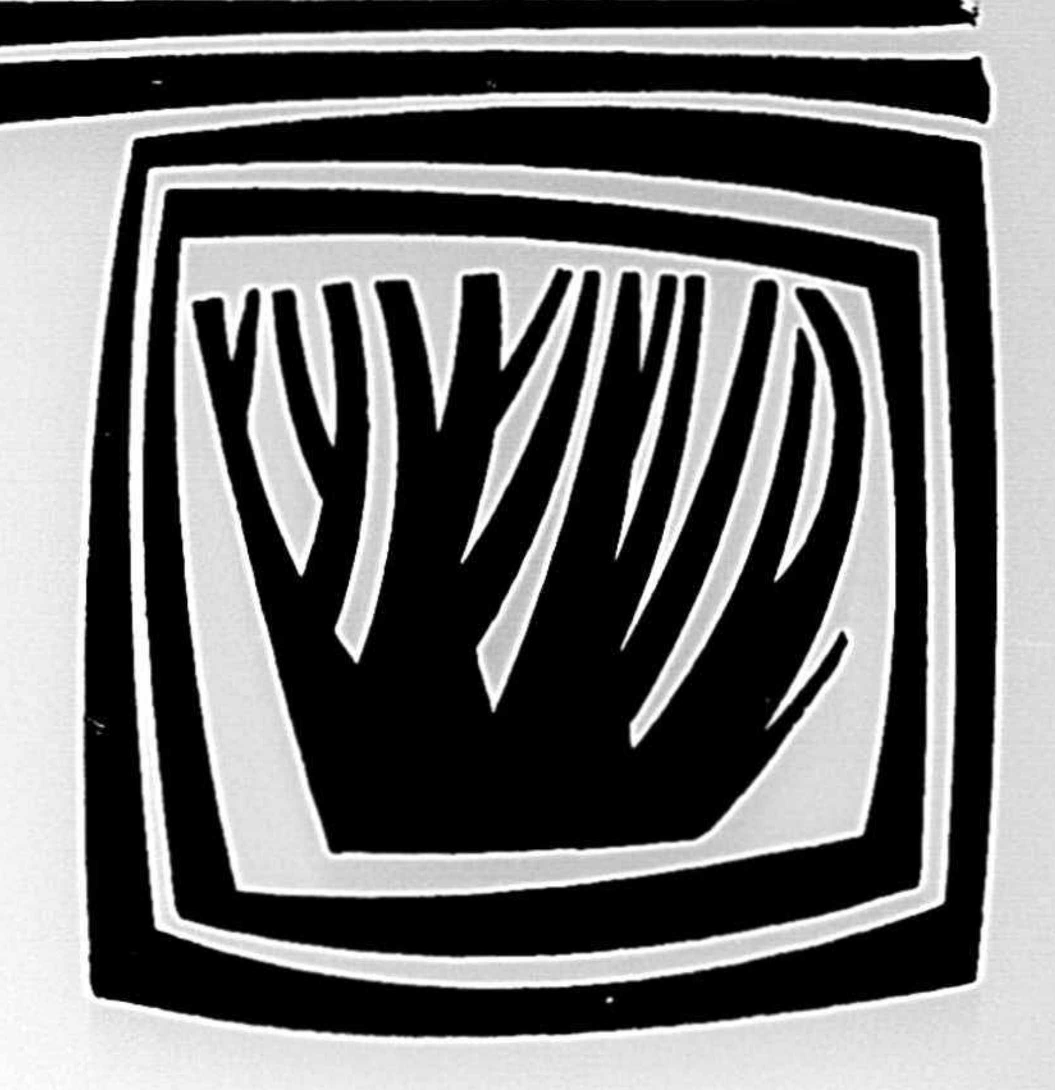
LAWRENCE LEPAGE : Sa guitare et ses chansons (LONDON MLP-10061)

Originaire de Rimouski, Lawrence Lepage vit à Montréal depuis quelques années. Simple, direct, sans prétention, il mène son bonhomme de chemin lentement et silencieusement. Son premier microsillon est donc l'issue d'une aventure durement menée, avec des hauts et des bas, de la ténacité et de la patience. Excellent guitariste, Lepage a accompagné divers interprètes de valeur; Jacques Labrecque a enregistré plusieurs de ses chansons. Les chansons de Lepage nous présentent des personnages typiques, sympathiques, bien de chez nous : Baillard, Jos Nazaire, le vieux François... Il est donc intéressant d'entendre Lawrence Lepage nous les chanter lui-même sur un disque où le chansonnier voisine le folkloriste, et où la tendresse s'exprime dans une poésie sans recherche, préoccupée surtout d'authenticité. Lepage chante ce qu'il a vécu durement « pour un peu de pain et un peu d'eau ».

CLAUDE DUBOIS, chansonnier. (COLUMBIA stéréo FS 642; mono FL 342).

Un très jeune chansonnier, plein de promesses et dont le talent indéniable n'a pas encore donné sa pleine mesure. Un visage nouveau dans notre chanson, qui émerge de la foule inconnue des villes, avec ses cheveux bohèmes, sa voix passionnée, sa mise en scène sûre... Claude Dubois incarne la nouvelle vague dans sa philosophie, sa tenue vestimentaire, sa personnalité. Mais au lieu de s'engouffrer dans le cul-de-sac du « yéyé » ou du « go-go », il se tourne vers la chanson poétique et nostalgique. Toutes ses chansons ne sont pas égales, mais certaines cachent en leur verdeur une valeur artistique sûre où cette nouvelle jeunesse se retrouve et s'évade : J'ai souvenir encore, A la fenêtre, Sonate... Un jeune à surveiller; un « nouveau grand » s'il continue... *

●



ARBRE

Mes racines s'enfoncent
Dans cette terre originelle
Au coeur des arcs-en-ciel
Et des prismes vivants
Là, dans le nom même
De la corolle noire et profonde
Dans la plus secrète demeure
Au seuil de laquelle naissent
Les mystères tremblants

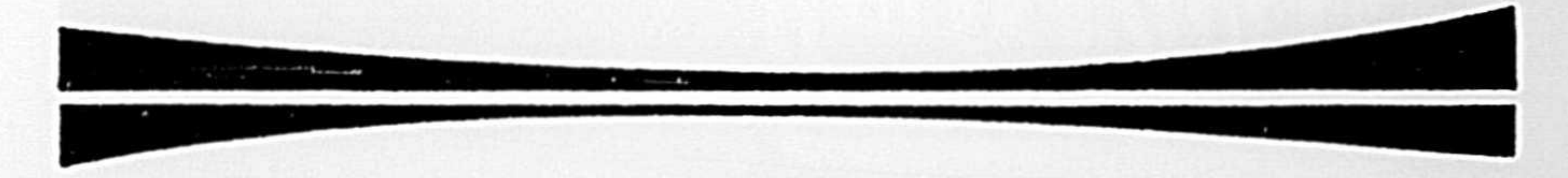
Je t'habite
Comme le sang des mots
Dans la parole

Je lis ton corps
Comme une carte ancienne

Et je te donne par cris
Ce dernier souffle
Qui vient lentement mourir
Comme en un sacrifice ancien
Dans la chaleur infinie des plages

Tu es monde d'hier et de demain
Eclatement lumineux d'aujourd'hui.

JEAN-GUY PILON



Ce poème fait partie d'une nouvelle série de poèmes canadiens présentés par

COMPAGNIE DE LA BAIE D'HUDSON

AU MAÎTRE DE POSTE, S.V.P.

si non réclamé, retourner après cinq jours à :
CITÉ LIBRE, 5090 Papineau, Montréal 34.
PORT PAYÉ À MONTRÉAL

« Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraires et l'envoi comme objet de la deuxième classe de la présente publication. »